

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

Haute - Marne

## COMMUNE DE GIEY-SUR-AUJON

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### Nombre de conseillers :

- Afférents au conseil municipal	11
- En exercice	11
- Présents	11
- Votants	11
- Excusés	
- Absents	

Date de la convocation  
8 septembre 2020  
Date d'affichage  
22 septembre 2020

#### SEANCE DU MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le seize septembre à 20 h, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme Yvette ROSSIGNEUX, Maire.

**Présents :** Mmes ROSSIGNEUX Yvette, LOISON Madeleine, MATHIEU Fabienne, BERNARD Dorothee et GODARD Catherine  
**MM :** FORGEOT Jacky, HUGOT Régis, BUFFARD Philippe, MICHAUT Yann, MICHELOT Martial et SERREAU Sébastien.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent valablement délibérer.

Mme Catherine GODARD est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire.

**2020/33**

#### **Objet : Approbation du plan de zonage assainissement après enquête publique**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 ;

Vu la loi n°2006-1772 du 30/12/06 dite loi sur l'eau ;

Vu la délibération de l'organe délibérant de la commune, en date du 08/02/19 arrêtant le projet de zonage d'assainissement et autorisant le Maire à soumettre à enquête publique le dossier de zonage d'assainissement ;

Vu la décision N°E20000007/51 en date du 22/01/20, de M. le Vice-Président du tribunal administratif de Châlons en Champagne, par délégation du Président, désignant M. Philippe BONNEVAUX, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Vu les pièces relatives au projet de zonage d'assainissement soumise à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté du maire en date du 25/02/20 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

Considérant la loi d'urgence n°2020-290 du 23/03/20 prise pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 ;

Considérant les ordonnances n°2020-306 du 25/03/20, n°2020-427 du 15/04/20 et n°2020-460 du 22/04/20 ;

Considérant le décret n°2020-453 du 21/04/20 et la loi n°2020-546 du 11/05/20 ;

Vu l'arrêté du maire en date du 02/06/20 prescrivant à nouveau l'ouverture de l'enquête publique ;  
Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 25/06/2020 au 24/07/2020, à 17h ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant qu'à cette phase de la procédure, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer et d'approuver le zonage d'assainissement après enquête publique ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité**

- décide d'approuver le zonage d'assainissement collectif, tel qu'il est annexé à la présente,
- dit que le zonage d'assainissement approuvé est tenu à disposition du public en mairie et à la Préfecture de Haute-Marne pendant les jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local diffusé dans le département.

Pour extrait conforme,  
Le Maire  
**Yvette ROSSIGNEUX**



*Fait et délibéré à Giey-sur-Aujon  
Le 16 septembre 2020*

Nombres de membres			
Afférents au Conseil municipal	en exercice	Qui ont pris part à la délibération	
11	9	07	<p>L'an deux mil sept Le 14 septembre à vingt heures trente le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur BEGUINOT Guy, Maire.</p> <p>Présents : Mmes THIVET M.A. BRIGAND J. MATUCHET M. NIEDZIELSKI J. BEGUINOT D. MARTIN M. Absent excusé TILLAND D. LOPES S. Mandant Mandataire : Date de procuration : Absent Excusé sans mandat de vote</p>
			A été nommé secrétaire : Mme THIVET Marie-Anne

Date de la convocation	
10 SEPTEMBRE 2007-	

Date d'affichage	
17 SEPTEMBRE 2007	

22	
<p>Objet de la délibération :</p> <p><b><u>APPROBATION DU PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT</u></b></p>	<p>Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;</p> <p>Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnés aux articles I 2224.8 et I 2224.10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;</p> <p>Vu le Code de l'Urbanisme modifié par les textes susvisés et notamment ses articles L 123.3. 1 et R 123.11 ;</p> <p>Vu la délibération du Conseil Municipal du 01 décembre 2006 soumettant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique ;</p> <p>Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur ;</p> <p>Vu les propositions de modifications du plan de zonage de l'assainissement résultant des conclusions du Commissaire Enquêteur ;</p> <p>Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.</p> <p>Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'Unanimité:</p>







- décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente.
- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.10 et R 123.12 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux.
- dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :

-à la mairie de COUR L'EVEQUE aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux  
-à la Préfecture de CHAUMONT

dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

23

## ESPACE CINERAIRE

### Choix de l'Entreprise

Afin de réaliser les travaux d'un espace cinéraire à créer dans le cimetière de Cour l'Evêque, le Maire présente les propositions envoyées par trois entreprises

	Ossuaire	Columbarium
ETS FRANCOIS	1800 € TTC	2200 € TTC
ETS BAUDRY	1650 €	2580 €
ETS GUERIN	1850 €	2850 €

Après étude sur le site des entreprises des différents modèles proposés

Le Conseil Municipal à l'unanimité décide de retenir l'Entreprise GUERIN pour effectuer ces travaux

(La différence de prix se justifiant par la mise en place d'une semelle plus grande pouvant recevoir 6 cases côte à côte et par la présentation du columbarium)

Le Maire



DÉPARTEMENT : HAUTE MARNE  
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT  
CANTON : CHATEAUVILLAIN  
**VILLE DE CHATEAUVILLAIN**

REÇU 22 FEV. 2008

Nombre de membres

en exercice : 17

présents : 10

suffrages exprimés : 11

Convocation du : 05/02/2008

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille huit, le treize février à 20 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur THIEBAUT André, Maire

**PRÉSENTS** : M. THIEBAUT André - Mme GABRIEL Jacqueline - MM. MATHIEU Bernard - - Mmes GOLD-DALG Marie-Antoinette - PATEL Marie-Rose - MM. THIERY Hervé - PRESCHY Jean Marie - Mmes PAQUET Dominique - YUNG Martine - M. MAROUILLEY Jacques.

**EXCUSÉS** : M. BOUCHOT Jean-Marie - VESAGNE Alain - Mme MATTEONI-ANTOINET Marie-Angèle

**ABSENTS** : Mme DELAMAIN Murielle - MM. CHOT Fernand - GIRARD Jérôme - DUFOULON Philippe.

Monsieur BOUCHOT donne procuration à M. THIEBAUT.

Madame GOLD-DALG Marie-Antoinette est désignée comme secrétaire de séance

**OBJET : SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT**

Monsieur le Maire rappelle que dans sa délibération du 15 décembre 2004, le Conseil municipal avait décidé de réaliser l'étude de schéma directeur d'assainissement en application de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau et de l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette étude a été confiée au bureau d'études GINGER Environnement.

Monsieur le Maire présente le projet de Zonage d'assainissement des Communes associées de Créancey, Essey-les-Ponts, Marmesse et des hameaux de La Forge et Montribourg et notamment les cartes présentant les zones d'assainissement collectif et d'assainissement autonome

Les solutions retenues comprennent pour :

- **Créancey** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- **Essey les Ponts** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- **Marmesse** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif,

- **La Forge** : assainissement autonome,

- **Montribourg** : assainissement autonome

Plusieurs scénarii sont possibles quant à l'aménagement des zonages collectifs : réhabilitation du réseau existant, création de réseau neuf unitaire ou séparatif.

Dans tous les cas de figure, les fontaines et autres eaux claires parasites permanentes feront l'objet de canalisation et rejet propre

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide que les projets tel que annexés à la présente seront présentés à l'enquête publique selon la Procédure définie à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme conformément au décret n°94-469 du 03 juin 1994,
- Autorise le Maire à signer toutes pièces à intervenir ;
- Autorise le Maire à engager toutes les démarches nécessaires au bon déroulement de l'enquête.

Et ont signé tous les membres présents

La délibération qui précède a été affichée le 16 Février 2008

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures Pour extrait conforme.

ACHATEAUVILLAIN le 16 Février 2008

Le Maire,

A. THEBAUT



Reçu à la Préfecture  
de la Haute-Marne

Le 20 FEV. 2008

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE  
ARRONDISSEMENT : CHALMONT  
CANTON : CHATEAUVILLAIN  
**VILLE DE CHATEAUVILLAIN**

Nombre de membres

en exercice : 19  
présents : 19  
Suffrages exprimés : 19  
Convocation du : 25/03/2009

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL.**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille neuf, le trente et un mars, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude LAVOCAT, Maire.

**PRÉSENTS** : Mme LAVOCAT Marie-Claude - MM. PRESCHÉY Jean-Marie - MATHIEU Bernard - VESAIGNE Alain - Mme PEDRINA Colette - MM. WETSTEIN Patrice - LOUBIERE Laurent - COUSIN Gérard - COUSIN Bernard - TRIDON Francis - CRENET Philippe - Mme YUNG Martine - MM. BOUCHOT Jean-Marie - Mmes PATELJ Marie-Rose - PAQUET Dominique - GREIS Lydie - MAROILLEY Jacques - TREVISAN Alex - BARBIER Bruno.

*Monsieur LOUBIERE Laurent est désigné comme secrétaire de séance.*

Madame le Maire ouvre la séance et cède la parole à M. COUSIN Gérard qui donne lecture du compte-rendu de la séance précédente.

**ENQUETE PUBLIQUE ZONAGE ASSAINISSEMENT - CONCLUSIONS COMMISSAIRE  
ENQUETEUR APPROBATION PROJET DE ZONAGE**

Madame le Maire rappelle les principes et les objectifs du Schéma Directeur d'assainissement ainsi que les étapes de la procédure.

Vu la délibération du 13 février 2008 concernant l'approbation préalable du projet de zonage de l'assainissement à soumettre à enquête publique

Vu l'arrêté n° 1 du 07 janvier 2009 mettant à enquête publique le projet de zonage de l'assainissement

Vu la décision du tribunal administratif désignant Monsieur Pierre BONFILS comme commissaire enquêteur

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 02 février au 03 mars 2009

Vu les registres des observations

Vu le rapport de Monsieur Pierre BONFILS, commissaire enquêteur

Vu les conclusions du rapport,

Considérant l'avis favorable donné au projet par Monsieur Pierre BONFILS.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité,

- Approuve le Schéma Directeur d'Assainissement tel qu'il est annexé à la présente
- DIT que la présente délibération fera l'objet conformément à la réglementation d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans 2 journaux locaux
- DIT que le Schéma Directeur approuvé est tenu à la disposition du public, à la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Et ont signé tous les membres présents.

La délibération qui précède a été affichée le 07 avril 2009.

Fait et délibéré en Mairie, le jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 07 avril 2009

Reçu à la Préfecture  
de la Haute-Marne

Le 10 AVR. 2009



Le Maire,  
M.C. LAVOCAT



**République Française**  
\*\*\*\*\*  
**Département de la Haute-Marne**

**DELIBERATION**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Commune de Châteauvillain**

\*\*\*\*\*  
**SEANCE DU 26 NOVEMBRE 2020**

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
19	14	14 + 5 pouvoirs

Date de convocation 19 novembre 2020
---

Date d'affichage du compte rendu 03 Décembre 2020
--

L'an deux mille vingt, le vingt-six novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Jean-Marie BOUCHOT**, 1<sup>er</sup> adjoint en l'absence du Maire.

Présents : **BOGDAN Jean, BOUCHOT Denis, BOUCHOT Jean-Marie, BOURING-PEQUITO Vanessa, BOUSSARD Catherine, CHARLES Emeline, CHEQUIN Christine, COQUARD Angélique, DOUVILLE Francis, LOUBIERE Laurent, METZGER Sandra, NACHET Eric, PLAMONT Olivier, ROGUET Alain.**

Absents : .

Représentés : **CAUGANT Jean-Marie par CHARLES Emeline, DARMOCHOD Jacqueline par CHEQUIN Christine, GENET-CAILLIES Nancy par COQUARD Angélique, LAVOCAT Marie-Claude par BOUCHOT Jean-Marie, RIGOLLOT Arnaud par BOGDAN Jean.**

**Madame CHEQUIN Christine** a été nommée secrétaire de séance

**Objet : Travaux d'assainissement des communes associées : mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental de la Haute-Marne (modificatif)**  
**N° de délibération : 2020115**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Suite aux études zonage d'assainissement de 2007, Monsieur Jean-Marie BOUCHOT rappelle que les zonages d'assainissement de Créancey, Essey-les-Ponts et Marmesse ont été validés, suite à enquête publique, par délibération en date du 31 mars 2009.

Suite à la réunion du 5 octobre 2020, relative à la présentation par le Conseil Départemental d'une réactualisation des études de 2007, il a été constaté que les éléments de ces études de 2007 n'étaient pas suffisants pour permettre le lancement d'une maîtrise d'œuvre puis des travaux.

Il a été proposé de lancer sur les trois villages associés de Châteauvillain, un schéma directeur d'assainissement. Cette étude permettrait de proposer plusieurs scénarios concernant la collecte des eaux usées (EU), d'identifier les arrivées d'Eaux Claires Parasites (ECP), de définir les tronçons à reprendre ou à conserver mais aussi d'identifier, à travers plusieurs scénarios, les emplacements et dimensionnement des futures unités de traitement.

Par ailleurs, cette étude permettra de disposer d'un état des lieux précis des désordres affectant les réseaux d'assainissement.

Madame le Maire propose que la commune fasse appel à un assistant à maîtrise d'ouvrage en vue de l'assister dans :

- l'élaboration d'un cahier des charges et la désignation d'un bureau d'études qui sera chargé de la réalisation de ce schéma directeur d'assainissement,
- le suivi administratif et technique du bureau d'études tout au long de la procédure.

La commune a donc sollicité le Bureau d'Etudes de la Direction de l'Environnement et de l'Ingénierie du Territoire, du Conseil Départemental de la Haute Marne, pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), dans l'objectif de réaliser les documents nécessaires à la consultation des bureaux d'études.

Le montant de cette prestation forfaitaire est de 2 790,34 € HT soit 3 348.41 € TTC.

Madame le Maire précise que les frais d'AMO sont subventionnables et propose de confier au Bureau d'études du Conseil Départemental cette mission AMO et de lancer la consultation d'un bureau d'étude.

Après avoir pris connaissance de ces éléments,

Ayant entendu l'exposé de Madame le Maire,

Le conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire à lancer la consultation en vue de retenir un bureau d'études pour la réalisation du schéma directeur d'assainissement ;
- autorise Madame le Maire à signer au nom de la commune les documents et de prendre les décisions nécessaires au bon déroulement de la consultation des bureaux d'études ;
- décide de confier l'assistance à maîtrise d'ouvrage au Bureau d'Etudes du conseil départemental pour un montant de 3 348.41€ TTC ;
- autorise Madame le Maire à signer au nom de la commune la lettre de commande relative à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental pour un montant de 3 348.41 € TTC.

Cette délibération annule et remplace la délibération 202096.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

Le 1<sup>er</sup> adjoint, Jean-Marie BOUCHOT



JEAN-MARIE BOUCHOT

JEAN-MARIE BOUCHOT  
2020.12.07 10:40:03 +0100  
Ref:20201207\_094402\_1-1-O  
Signature numérique  
l'Elu de la collectivité

DÉPARTEMENT : HAÛTE-MARNE  
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT  
CANTON : CHATEAUVILLAIN  
**VILLE DE CHATEAUVILLAIN**

Nombre de membres

en exercice : 19  
présents : 15  
Suffrages exprimés : 17  
Convocation du : 14/09/2011

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

\*\*\*\*\*

L'an deux mil onze, le VINGT ET UN SEPTEMBRE à 19 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie-Claude LAVOCAT, Maire.

**PRÉSENTS** : Mme LAVOCAT Marie-Claude - MM. PRESCHEY Jean-Marie - MATHIEU Bernard - VESAIGNE Alain - WETSTEIN Patrice - Mme PEDRINA Colette - MM. COUSIN Bernard - COUSIN Gérard - CRENET Philippe - TRIDON Francis - BOUCHOT Jean-Marie - Mmes Marie-Rose PATELLI - PAQUET Dominique - MM. Jacques MAROILLEY - Bruno BARBIER.

**ABSENT** : M. LOUBIERE Laurent.

**EXCUSES** : Mmes YUNG Martine - GREIS Lydie - M. TREVISAN Alex.

Madame Martine YUNG donne procuration à Monsieur Patrice WETSTEIN

M. TREVISAN Alex donne procuration à M. COUSIN Bernard

*M. Bernard COUSIN est désigné comme secrétaire de séance.*

**2011-089**

**APPROBATION PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT (CONCLUSIONS  
COMMISSAIRE ENQUÊTEUR)**

Vu le code de l'Environnement, Livre Ier, Titre II, relatif à l'information et à la participation des citoyens ;

Vu la Loi sur l'eau de décembre 2006 ;

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-10 et R.2224-8 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.123-1 et L.123-11 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de CHATEAUVILLAIN date du 02 février 2011 proposant le zonage d'assainissement ;

Vu l'arrêté municipal du 10 mai 2011 soumettant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique ;

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Vu les propositions de modifications du plan de zonage de l'assainissement résultant des conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- Décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente,
- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-10 et R.132-12 du Code de l'Environnement, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux,
- Dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :
  - A la Mairie de CHATEAUVILLAIN aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux,
  - A la préfecture de Haute-Marne,
- Dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

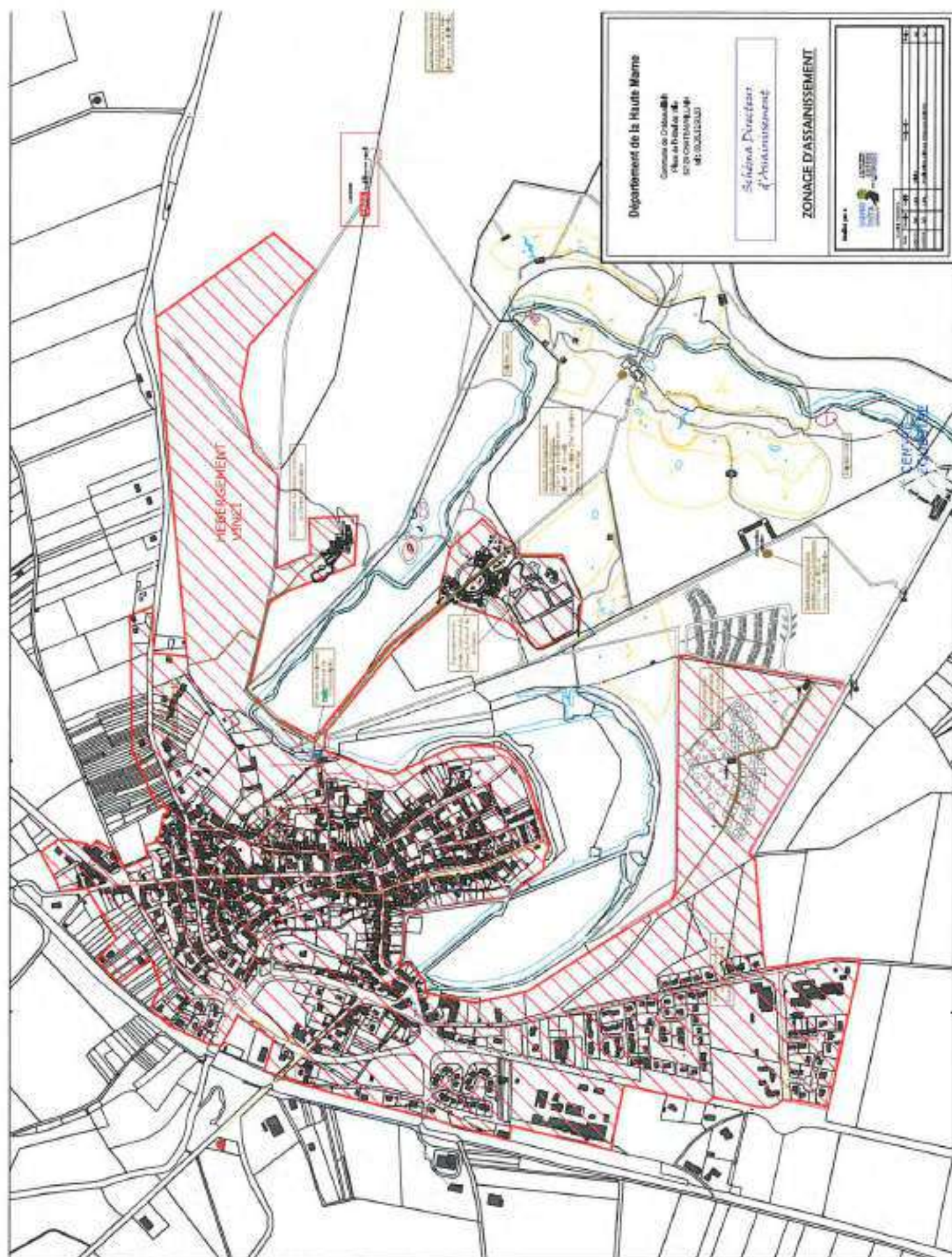


Et ont signé tous les membres présents.  
La délibération qui précède a été affichée le 26 Septembre 2011.  
Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.  
Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.  
A CHATEAUVILLAIN le 26 Septembre 2011

Le Maire,  
M-C LAVOCAT

Reçu à la Préfecture  
de la Haute-Marne  
Le 28 SEP. 2011









# CHATEAUVILLAIN

## Fiche de renseignements sur le zonage d'assainissement

Commune de CHARENTON / ESSAY - LES PONTS / MARTESSÉ  
Ecart de LA FORGE / MONTAUBAN

### Déroulement de l'étude :

Phase 1 : état des lieux  
Phase 2 : propositions

**Adoption du plan de zonage  
d'assainissement**  
par délibération du conseil municipal

Désignation du commissaire  
enquêteur par le  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Déroulement de  
l'enquête publique

**Approbation du plan de  
zonage d'assainissement**  
par délibération du conseil municipal

**Zonage d'assainissement  
officiel opposable aux tiers**

### Etude de schéma directeur d'assainissement ou étude diagnostique d'assainissement :

☐ aucune étude d'assainissement sur la commune

☒ en cours (1) pour CHATEAUVILLAIN  
en attente plans H.M.A.

terminée (1) : ☒ oui ☐ non  
Pour les communes et écarts cités en titre  
si oui date de la dernière réunion

(1) Par le bureau d'études (NOM) :

GINGER ENVIRONNEMENT

### Zonage d'assainissement adopté par délibération du conseil municipal

☒ oui ☐ non

Si oui, joindre à ce document la délibération et le  
plan de zonage

### Enquête publique du zonage d'assainissement

☐ en attente de la réponse du TA  
☐ prévue (2) ☐ en cours (3) ☒ réalisée (2)  
☐ pas faite (pas de demande de saisine du TA)

pour les communes associées  
et écarts

### Zonage d'assainissement approuvé après enquête publique par délibération du conseil municipal

☒ oui ☐ non  
pour les communes associées et écarts  
Si oui, joindre à ce document la délibération

Document à retourner à la CC3E par fax ou par courrier



Le Maire  
M.C. Lavocat





# Communauté de Communes des Trois Forêts

C. C. 3. F. - 23 Rue de Penhièvre - BP n° 2 - 52120 Châteauvillain  
☎ 03.25.01.38.53 @ cc3f@wanadoo.fr

Châteauvillain, le 18 mars 2019.

Madame le Maire,  
Monsieur le Maire,

## Objet : Enquête zonage d'assainissement.

Madame, Monsieur le Maire et cher(e) collègue,

La CC3F souhaite apporter aux communes de notre territoire une aide dans le domaine de l'assainissement non collectif.

A ce jour, la loi fait obligation à toutes les communes d'avoir validé un zonage d'assainissement officiel opposable aux tiers.

Afin de demander au Conseil Général de la Haute-Marne de vous apporter une aide dans la réalisation de ce zonage, pour le cas où vous ne l'auriez pas achevée, je vous demande de bien vouloir renseigner au plus vite la fiche enquête jointe et de nous la retourner.

Vous remerciant par avance de votre collaboration et restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Maire, l'expression de mes sincères salutations.

M. Michel SAULET,  
Président de la 3<sup>ème</sup> Commission de la CC3F.

### Pour information :

- Le Conseil Général apporte une aide gratuite pour les communes de moins de 200 habitants, sauf si cas complexes avec solution du collectif (dans ce cas, obligation de recruter un bureau d'études à la charge de la commune) mais aide du Conseil Général au recrutement, au suivi du travail du bureau d'études et aide jusqu'à l'enquête publique.
- Le Conseil Général apporte une aide payante (3 000 €) au-delà de 200 habitants avec obligation de prendre un bureau d'études (sauf processus bien avancé !).
- Remarque : Subvention pour le bureau d'études et le suivi, 70 % de l'Agence eau Seine-Normandie.





DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE  
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT  
CANTON : CHATEAUVILLAIN  
**VILLE DE CHATEAUVILLAIN**  
Nombre de membres

en exercice : 17  
présents : 10  
Suffrages exprimés : 11  
Convocation du : 05/02/2005

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
\*\*\*\*\*

Le 22 février 2005, le 22 février à 20 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur THIEBAUT André, Maire.

**PRÉSENTS :** M. THIEBAUT André - Mme GABRIEL Jacqueline - M. MATHIEU Bernard - Mmes GOLD-DALG Marie-Annette - PATELLI Marie Rose - M. THERY Hervé - PRESCHY Jean Marie - Mmes PAQUET Dominique - YUNG Martine - M. MARQUET Jacques.

**ENCUSSES :** M. BOUCHOT Jean-Marie - VESAGNE Alain - Mme MATTEONI-ANTONNET Marie-Angèle.

**ABSENTS :** Mme DELAMAIN Marielle - M. GUYOT Fernand - GIRARD Jérôme - DELQUILON Philippe.

Monsieur BOUCHOT donne procuration à M. THIEBAUT.

Mme GOLD-DALG Marie-Annette est désignée comme secrétaire de séance.

**OBJET : SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT**

Monsieur le Maire rappelle que dans sa délibération du 15 décembre 2004, le Conseil municipal avait décidé de réaliser l'étude de schéma directeur d'assainissement en application de la loi n°92-3 du 05 janvier 1992 sur l'eau et de l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette étude a été confiée au Bureau d'études GINGER Environnement.

Monsieur le Maire présente le projet de Zonage d'assainissement des Communes associées de Créancey, Essey-les-Points, Marmesse et des hameaux de La Forge et Montribourg et notamment les cartes présentant les zones d'assainissement collectif et d'assainissement autonome.

Les solutions retenues comprennent prior :

- **Créancey** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif ;

- **Essey les Points** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif ;

- **Marmesse** : la mise en oeuvre d'un réseau d'assainissement eaux usées ou unitaire sur l'ensemble de la Commune avec création d'une unité de traitement des effluents en aval, à l'exception des zones déclarées en assainissement non collectif ;

- **La Forge** : assainissement autonome ;

- **Montribourg** : assainissement autonome.

Plusieurs scénarii sont possibles quant à l'aménagement des zonages collectifs : réhabilitation du réseau existant, création de réseau neuf unitaire ou séparatif.

Dans tous les cas de figure, les fontaines et autres eaux ciures parasites permanentes feront l'objet de canalisation et rejet propre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide que les projets tel que annexés à la présente seront présentés à l'enquête publique selon la Procédure définie à l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme conformément au décret n°94-469 du 03 juin 1994,
- Autorise le Maire à signer toutes pièces à intervenir ;
- Autorise le Maire à engager toutes les démarches nécessaires au bon déroulement de l'enquête.

Et ont signé tous les membres présents

La délibération qui précède a été affichée le 16 Février 2008

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 16 Février 2008.

Le Maire,  
A. HERBAUT



Reçu à la Préfecture  
de la Haute-Marne

Le 20 FEV. 2008

DÉPARTEMENT : HAUTE-MARNE  
ARRONDISSEMENT : CHAUMONT  
CANTON : CHATEAUVILLAIN  
VILLE DE CHATEAUVILLAIN

Nombre de membres

en exercice : 19  
présents : 19  
Suffrages exprimés : 19  
Convocation du : 23.03.2009

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

\*\*\*\*\*

Un deux mille neuf, le trente et un mars, à 19 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Marie Claude LAVOCAT, Maire.

**PRÉSENTS** : Mme LAVOCAT Marie-Claude - MML PRESCHÉY Jean-Marc - MATHIEU Bernard - VESAKONE Alain - Mme PEDRINA Colette - MML WEISTEIN Patrice LOUBIERE Laurent - COUSIN Gérard - COUSIN Bernard - TRIDON Francis - CRENET Philippe - Mme YUNG Martine - MML BOUTCHET Jean-Marie - Mmes PAELLI Marie-Rose - PAQUET Dominique - GRISIS Lydie - MARGUILLEY Jacques - CREVISAN Alex - BARBIER Bruno.

*Monsieur LOUBIERE Laurent est désigné comme secrétaire de séance.*

Madame le Maire ouvre la séance et cède la parole à M. COUSIN Gérard qui donne lecture du compte-rendu de la séance précédente.

<b>ENQUÊTE PUBLIQUE ZONAGE ASSAINISSEMENT - CONCLUSIONS COMMISSAIRE ENQUÊTEUR</b>	<b>APPROBATION PROJET DE ZONAGE</b>
---	-------------------------------------

Madame le Maire rappelle les principes et les objectifs du Schéma Directeur d'assainissement ainsi que les étapes de la procédure.

Vu la délibération du 13 février 2008 concernant l'approbation préalable du projet de zonage de l'assainissement à soumettre à enquête publique

Vu l'arrêté n° 1 du 01 janvier 2009 mettant à enquête publique le projet de zonage de l'assainissement

Vu la décision du tribunal administratif désignant Monsieur Pierre BONFELS comme commissaire enquêteur

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 02 février au 03 mars 2009

Vu les registres des observations

Vu le rapport de Monsieur Pierre BONFELS, commissaire enquêteur

Vu les conclusions du rapport

Considérant l'avis favorable donné au projet par Monsieur Pierre BONFELS,

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité,

- Approuve le Schéma Directeur d'Assainissement tel qu'il est annexé à la présente
- DIT que la présente délibération fera l'objet conformément à la réglementation d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans 2 journaux locaux
- DIT que le Schéma Directeur approuvé est tenu à la disposition du public, à la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Lu et signé tous les membres présents.

La délibération qui précède a été affichée le 07 avril 2009

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures. Pour extrait conforme.

A CHATEAUVILLAIN le 07 avril 2009

Reçu à la Préfecture  
de la Haute-Marne

Le 10 AVR. 2009



Le Maire,  
M-C LAVOCAT





République Française  
\*\*\*\*\*  
Département de la Haute-Marne

**DELIBERATION**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Commune de Laferté-sur-Aube**  
\*\*\*\*\*  
**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2016**

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	9	9 + 2 pouvoirs

Date de convocation 08 Décembre 2016
---

Date d'affichage 09 Décembre 2016
--------------------------------------

L'an deux mille seize, le quinze Décembre à vingt heures trente, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Jean CALVO**, maire.

Présents : **Grégory ADAMCZAK, Jean CALVO, Daniel CHERON, Jacky CHERON, Michel DEROUSSEN, Roger FEUILLATRE, Carole LAILLET, Sophie LLATY, Lydia MATUSZEWSKI.**

Absents : .

Représentés : **Sylvie COLLIN par Lydia MATUSZEWSKI, Grace MARASI par Sophie LLATY.**

**Madame Lydia MATUSZEWSKI** a été nommée secrétaire

**Objet : Assainissement**  
**N° de délibération : 048\_2016**

Conseillers présents	Suffrages exprimés	Pour	Contre	Abstention	Non participant
9	11	11	0	0	0

Monsieur le Maire résume le compte rendu de la phase II du projet d'assainissement de la commune, il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur 3 points afin de continuer l'étude.

- Le Scénario de l'assainissement communal :
  - Assainissement collectif avec réseau unitaire (utilisation du réseau eau pluviale)
  - Assainissement collectif avec réseau séparatif (nouvelle conduite)
  - Assainissement non collectif
- Le plan de zonage, avec ajout ou pas des deux zones proposées
- Le pouvoir au maire pour l'acquisition du terrain nécessaire à la station.

après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

A l'unanimité de retenir le scénario d'Assainissement collectif avec réseau unitaire

A l'unanimité de rajouter au plan de zonage proposé les deux zones prescrites par l'entreprise Solest, à savoir les 4 maisons rue Général de Gaulle et les 2 maisons chemin de la vigne au canes

Avec 10 voix pour et une abstention, autorise M. le Maire à effectuer les démarches nécessaires à l'acquisition d'un terrain en vue de l'implantation d'une station.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme  
Le maire, Jean CALVO

le Maire



**Jean CALVO**  
Ce document a été signé électroniquement  
sous sa forme originale le 16/12/2016 à 16:48:09  
Référence : 5e5fedd24fa3ad57f6b20470c8991305f1a07d97

République Française  
\*\*\*\*\*  
Département de la Haute-Marne

**DELIBERATION**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Commune de Laferté-sur-Aube**  
\*\*\*\*\*  
**SEANCE DU 18 JUIN 2020**

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
10	8	8

Date de convocation 05 juin 2020
-------------------------------------

Date d'affichage du compte rendu 23 juin 2020
--

L'an deux mille vingt, le dix-huit juin à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Jean CALVO**, maire.

Présents : **CALVO Jean, CHERON Daniel, CHERON Jacky, COLLIN Sylvie, DEROUSSEN Michel, FEUILLATRE Roger, MARASI Grace, MATUSZEWSKI Lydia.**

Absents : **ADAMCZAK Grégory.**

Excusée : **MARASI Sophie.**

Représentés : .

**Madame MATUSZEWSKI Lydia** a été nommée secrétaire de séance

**Objet : Désignation du bureau d'études pour la maîtrise d'œuvre relative à la mise aux normes du système d'assainissement.**

**N° de délibération : 016\_2020**

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
8	8	8	0	0	0

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Commande Publique,

Suite au zonage et au schéma directeur d'assainissement la commune a souhaité s'engager pour mettre aux normes son système d'assainissement.

Dans ce cadre la commune de Laferté sur Aube a sollicité les services du conseil départemental pour désigner un maître d'œuvre.

Monsieur le Maire présente l'analyse des offres, suite à l'appel d'offre publié le 18/04/2020 et clôturé le 19/05/2020 à 19h00.

- 9 candidats ont remis une offre technique et financière.

L'analyse des offres conduit à classer en première position, la proposition du bureau d'études SOL EST Environnement avec un montant de 82 700.00 € HT.

Monsieur le Maire indique que les prestations du maître d'œuvre et des travaux qui en découleront, peuvent être subventionnés à 80% par : l'Agence de l'Eau Seine Normandie, le conseil départemental, la DETR et le GIP.

Monsieur le Maire,

Propose :

- De retenir le bureau d'études SOL EST environnement.
- De solliciter les subventions auprès de l'ensemble des financeurs

Après avoir pris connaissance de ces éléments le conseil Municipal :

- décide de confier la maîtrise d'œuvre de mise aux normes du système d'assainissement à SOL EST Environnement;
- autorise Monsieur le Maire à signer au nom de la commune, la commande au bureau d'études SOL EST, pour un montant de 82 700.00 € HT, et à prendre les décisions nécessaires au bon déroulement et à l'exécution de l'étude ;
- demande à Monsieur le Maire d'inscrire ce montant au budget 2020 et de solliciter tous les financeurs pour l'obtention des subventions;

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme  
Le maire, Jean CALVO



Jean CALVO  
2020.06.19 16:36:30 +0200  
Ref:20200619\_162202\_2-1-O  
Signature numérique  
le Maire

Jean CALVO

# PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE DANCEVOIR - DEPARTEMENT DE HAUTE MARNE

**Séance du 16 mars 2005**

*Il ne doit nul coup, le 7 mars une convocation individuelle est remise à chaque conseiller.*

*Le mercredi 16 mars deux mil cinq, à 18h30, le conseil municipal a eu lieu sous la présidence de Michel SAULET*

**Date d'affichage d'un compte rendu des délibérations** le 22 mars 2005

**Présents** : Michel SAULET, Michel HARTIGNON, Louis BOUT, Bernard CORNILLUS, Josette DEMANGEOT, Jean-Paul MOUTET, Thierry TOUTOULIN, Laurent VILLÉARS.

**Absent** : Martial GERVASONI, donne procuration à Josette DEMANGEOT

**Secrétaire de séance** : Michel HARTIGNON

## • **Assainissement :**

### **1) Projet d'autonomie regroupé**

Le Comité de pilotage a poursuivi ses investigations qui ont confirmé que le projet était techniquement valable mais présentait une grande complexité juridique, risquant d'être considéré comme une solution collective au regard de la loi.

Il propose donc l'abandon du projet, l'ensemble des habitations concernées se voyant proposer des filières dérogatoires.

Le Conseil Municipal par 8 voix pour et une abstention décide d'abandonner ce projet.

### **2) Zonage d'assainissement :**

Cette décision amène le Conseil, pour plus de clarté, à décider d'approuver le zonage d'assainissement autonome, pour l'ensemble de la commune tel qu'il a été présenté à l'enquête publique sans modification. Cette décision a été votée par 8 voix pour et une contre.

### **3) Service Public d'assainissement non collectif (SPANC) :**

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2224-1 à 11 et R. 2333-121 à 132,

Vu l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les modalités de contrôle exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif,

Vu l'étude de zonage présentée en enquête publique et approuvée,

Considérant que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif,

Considérant que ces prestations doivent être assurées au plus tard au 31 décembre 2005,

Après en avoir délibéré le Conseil par 8 voix pour et une contre, décide

Article 1<sup>er</sup> : Le service public d'assainissement non collectif de Dancovois est créé à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005 sous la forme de régie

Article 2 : Le service public d'assainissement non collectif ne prendra pas en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif.

Article 3 : Un règlement intérieur du service public d'assainissement sera adopté. Il sera affiché et communiqué à tous les usagers du service

#### 4) Opération groupée de réhabilitation

- Le Conseil, après débat, décide de la réalisation des ouvrages d'assainissement non collectif des propriétaires volontaires sous maîtrise d'ouvrage communale déléguée et approuve par 8 voix pour et une contre, la convention pour la mise en conformité et l'exploitation de l'assainissement autonome sur la commune.
- Ensuite, toujours par 8 voix pour et 1 contre, il autorise le Maire à signer les conventions proposées à chaque propriétaire avec leur projet de travaux comportant plans et devis

Le samedi 19 mars de 10h00 à midi une grande réunion publique permettra à chacun de recevoir son projet et poser toute question d'ordre général

Le jeudi 31 mars de 9 heures à 18 heures et le samedi 9 avril de 8h30 à 13 heures, le cabinet SOLEST recevra individuellement tous ceux qui souhaiteraient recevoir des explications ou modifier leur projet.

Au plus tard le 30 avril, ceux qui souhaitent participer à l'opération groupée, devront avoir renvoyé la convention signée.



Reçu à la Préfecture  
de la Haute-Marne  
Le - 8 AVR 2005



**COMMUNE  
DE CHATEAUVILLAIN**

**Compte rendu de réunion du 5 octobre 2020  
Présentation de la note technique relative au  
schéma directeur d'assainissement  
« Projets assainissement de Créancey, Essey-les-Ponts et  
Marmesse »**



## IDENTIFICATION DU DOCUMENT

Maître d'Ouvrage	Commune de Châteauvillain
Titre du document	Projets d'assainissement de Créancey, Essey-les-Ponts et Marmesse
Version	Compte-rendu réunion - Version n°1
Localisation des fichiers	S:\SATE\SATESE\Missions AMO\TRAVAUX et études en COURS\CHATEAUVILLAIN\Presentation\CR_CHATEAUVILLAIN
Rédacteur	Alexandre MICHAUD

## SOMMAIRE

I. Contexte.....	3
II. Observations/remarques.....	3
III. Schéma directeur d'assainissement.....	4
3-1. Rappel de la législation arrêté du 21 07 2015 modifié le 22 04 2020 .....	4
3-2. Objectif du diagnostic.....	5
3-3. Présentation du phasage.....	6
Phase 1 : Etat des lieux .....	6
Phase 2 : Investigation de terrain et proposition d'un programme de travaux.....	6
Phase 3 : Programme de Travaux .....	6
3-4. Enveloppe estimative de l'opération « SDA » .....	7
3-5. Financement .....	10
IV. Conclusion .....	10

## OBJET

La commune de Châteauvillain a sollicité, dans le cadre de l'assistance technique aux communes, le bureau d'études du Conseil départemental de la Haute-Marne (CD52), afin d'obtenir une proposition d'assainissement sur les villages de :

- Créancey,
- Essey-les-ponts,
- Marmesse et la Forge.

Le bureau d'études du CD52 a donc rédigé 3 notes techniques. C'est dans ce cadre que s'est tenue la réunion du 5 octobre 2020, en présence de :

- ✓ Mme Marie-Claude LAVOCAT, Maire de la commune,
- ✓ M. Jean-Marie BOUCHOT, 1er Adjoint et Maire délégué d'Essey-les-Ponts,
- ✓ M. Jean-Marie CAUGANT, Maire délégué de Créancey,
- ✓ Mme Christine CHEQUIN, Adjointe,
- ✓ M. Francis DOUVILLE, Adjoint,
- ✓ Mme Vanessa BOURING PEQUITO, Conseillère municipale,
- ✓ Mme Emeline CHARLES, Conseillère municipale,
- ✓ Mme Christelle BARBIER, Secrétaire
- ✓ M. Baptiste QUESNE, Chargé opération AESN,
- ✓ M. Antoine BOURCELOT, Bureau politique de l'eau, Direction départementale des territoires,
- ✓ M. Jérôme FORESTIER, Bureau politique de l'eau, Direction départementale des territoires,
- ✓ M. Lucien HERRMANN, Responsable bureau d'études du Conseil départemental,
- ✓ M. Alexandre MICHAUD, Pilote et coordonnateur de l'activité assainissement du bureau d'études du Conseil départemental.

## I. CONTEXTE

M. Michaud présente les différentes notes techniques réalisées par les services du Conseil départemental. Ces notes ont pour objet de mettre à jour les scénarios proposés dans les études schéma directeur d'assainissement (SDA), réalisée par le bureau d'études GINGER ENVIRONNEMENT.

Le présent compte rendu a pour objet de :

- retracer les principales observations émises lors de la réunion,
- préciser les éléments constitutifs liés à la proposition de réalisation d'un schéma directeur d'assainissement.

## II. OBSERVATIONS/REMARQUES

### a) Créancey

La commune précise que le hameau de Volargeot restera en assainissement non collectif (ANC).

La collectivité précise également disposer de la maîtrise foncière de la parcelle cadastrée 153/YY/0001. L'implantation du système de traitement sera revue afin de tenir compte de cette précision.

La question sur l'état des réseaux actuels est posée. M. Michaud précise qu'un diagnostic partiel réalisé dans le cadre du SDA de 2007 avait conclu à la possible réhabilitation d'une partie du réseau unitaire (sous réserve de réhabilitation). En l'absence d'information plus précise et actualisée, la solution présentée lors de la réunion consistait donc en la mise en place d'un réseau séparatif strict.

Afin de préciser l'état du réseau de Créancey, il est demandé, préalablement à toute opération de travaux, la réalisation d'un diagnostic complet du réseau, qui comprendra notamment :

- synthèse des données existantes et constats terrain (repérage des réseaux, exutoires, ...),

- campagne de mesures de débits, pollution, inspection caméra complet et test à la fumée, ou encore enquête de raccordement,
- actualisation des scénarios et programmation.

Par ailleurs, il est relevé qu'actuellement, le village de Créancey dispose de 2 exutoires. Afin de regrouper les effluents de ces 2 tronçons, un nouveau réseau transitera sur un chemin d'association foncière.

Enfin, M. Bourcelot informe que les services de l'état demanderont un diagnostic zone humide pour tout projet de système de traitement.

#### b) Essey-les-Ponts

La collectivité précise ne pas disposer de la maîtrise foncière, mais pourrait obtenir l'accord du propriétaire de la parcelle cadastrée 192/ZD/0052, conformément au projet de plan retenu dans le scénario d'assainissement collectif proposé. Un diagnostic zone humide sera également demandé.

M. Michaud précise que le réseau existant collecte le trop-plein de plusieurs sources et qu'en raison de la configuration du village (topographie, bâti, ...), la réutilisation pour le transit des eaux usées de tout ou partie du réseau unitaire sera difficile, indépendamment de son état.

Afin de préciser l'état du réseau d'Essey-les-ponts, il est également demandé la réalisation d'un diagnostic complet du réseau.

#### c) Marmesse – La Forge

Concernant le village de Marmesse, en raison des problèmes d'inondation, il n'est pas envisagé de réaliser un système de traitement sur site. Le projet prévoit le traitement des eaux usées par la station d'épuration de Châteauvillain.

La question du traitement des eaux usées du projet Animal-Explora est posée. La solution d'assainissement du futur projet sera étudiée ultérieurement.

La collectivité étudiera la possibilité d'étendre le zonage d'assainissement collectif à 2 habitations situées rue des étangs (n°7 et 9), ainsi que sur le secteur de l'impasse Mammez (3-4 habitations). Si cette solution est retenue, cela nécessitera une modification à la marge du zonage d'assainissement qui pourrait être réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLUiH.

Afin de préciser l'état du réseau de Marmesse, il est également demandé la réalisation d'un diagnostic complet du réseau.

Le hameau de La forge « rattaché » au village de Châteauvillain est en zone d'assainissement non collectif et ne fera pas l'objet de ce diagnostic.

### **III. SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT**

Au vu des éléments précédents, il est donc demandé, préalablement à tous travaux, de réaliser une étude schéma directeur d'assainissement (SDA) sur l'ensemble des réseaux situés sur les communes associées de Châteauvillain, à savoir :

- Créancey,
- Essey-les-Ponts,
- Marmesse.

#### **3-1. Rappel de la législation ; arrêté du 21 juillet 2015 modifié le 22 avril 2020**

En application de l'article R. 2224-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/j de

DBO5, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées.

Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Le diagnostic vise notamment à :

- identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur, et notamment les déversoirs d'orage cités à l'article 17-II,
- quantifier la fréquence, la durée annuelle des déversements et les flux polluants déversés au milieu naturel,
- vérifier la conformité des raccordements au système de collecte,
- estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine,
- recueillir des informations sur l'état structurel et fonctionnel du système d'assainissement,
- recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

Ce diagnostic est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte.

Ce diagnostic peut être réalisé par tout moyen approprié (inspection télévisée, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires, mesures des temps de déversement ou des débits, modélisation...).

Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour par le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

Dès que ce diagnostic est réalisé, le maître d'ouvrage transmet, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, ou l'office de l'eau, un document synthétisant les résultats obtenus et les améliorations envisagées du système de collecte.

### **3-2. Objectif du diagnostic**

L'étude a pour but de réaliser un diagnostic global de l'assainissement des 3 bourgs, en vue de l'établissement d'un programme de travaux hiérarchisé et chiffré.

L'étude est décomposée en 3 phases :

- Phase 1 : Etat des lieux et synthèse études précédentes
  - o synthèse des informations disponibles sur la commune,
  - o reconnaissance des réseaux, établissement du plan de récolement et inspections nocturnes pour quantifier les apports d'eaux claires,
  - o étude du fonctionnement des postes de refoulements.
- Phase 2 : Investigations de terrain et présentation du diagnostic réseau
  - o réalisation des investigations de terrains (ITV, mesure de débits, mesure de pollution, etc.)
  - o réalisation des enquêtes de branchements,
  - o analyse des investigations de terrains, proposition de travaux...
- Phase 3 : Elaboration d'un programme hiérarchisé de travaux, du zonage d'assainissement et du dossier d'enquête publique



### 3-3. Présentation du phasage

#### Phase 1 : Etat des lieux

La phase 1 comprendra notamment :

- réalisation d'un état des lieux et études des données disponibles,
- arpentage des réseaux, établissement ou complément des plans des réseaux d'assainissement eaux usées (EU), unitaire et eaux pluviales (EP),
- inspection nocturne pour identifier les infiltrations d'eaux claires parasites (en période de nappe haute),
- réalisation de fiches descriptives des ouvrages spéciaux : déversoirs d'orage, postes de refoulement, bassins de rétention,
- établissement d'un plan complet du système de collecte et établissement d'un SIG compatible avec QGIS.

#### Phase 2 : Investigation de terrain et proposition d'un programme de travaux

La phase 2 comprendra notamment :

- campagnes de mesures en période de nappe haute sur 4 semaines pour identifier les eaux claires parasites et les eaux claires météoriques,
- surveillance du trop-plein sur les postes de refoulement et les déversoirs d'orage,
- réalisation de bilans de pollution 24 heures pour identifier la pollution collectée et avoir une idée du taux de raccordement des habitations,
- inspection télévisée des réseaux suivant l'arpentage des réseaux et les inspections nocturne. Ces données permettront d'identifier les linéaires à inspecter,
- test à la fumée : les linéaires seront définis suite aux arpentages et aux campagnes de mesures et les bilans de pollution,
- enquête de branchement
- établissement d'un rapport permettant de compiler les données obtenues et établir une liste des dysfonctionnements constatés. Il s'agit de proposer des solutions chiffrées à ces dysfonctionnements (niveau Etude de faisabilité),
- établissement de proposition au niveau étude préliminaire pour la réalisation d'une unité de traitement sur Essey-les-Ponts et Créancey.

#### Phase 3 : Programme de travaux

La phase 3 comprendra notamment :

- le programme de travaux a pour objectifs une amélioration globale du système d'assainissement.
- les propositions techniques, sous forme de tableaux comprenant :
  - un descriptif technique détaillé des travaux envisagés,
  - un chiffrage intégrant les coûts d'études préliminaires et de maîtrise d'œuvre, ainsi que les coûts d'exploitation associés à l'opération,
  - un plan des travaux,
  - les subventions envisageables,
  - le gain attendu des opérations,
  - un planning de réalisation selon les paramètres fournis par la collectivité.

- l'impact sur le prix du m3 d'eau avec ou sans subventions.
- Ce document doit constituer l'outil permettant à la collectivité de programmer facilement ses chantiers sur les 5, 10 et 15 ans à venir (soit les priorités à court, moyen et long terme).

### 3-4. Enveloppe estimative de l'opération « SDA »

On distinguera la décomposition du prix global et forfaitaire et les études complémentaires (exemple : ITV, campagne de mesures, etc).

Le tableau ci-dessous présente une estimation de la décomposition du prix global et forfaitaire :

N° de prix	Intitulé	Prix (€ HT)
<b>Phase 1 : état des lieux</b>		
1.1	Réunion de lancement de l'étude.	600,00
1.2	CREANCEY : Etude du contexte général, études des données disponibles.	250,00
1.3	ESSEY-LES-PONTS : Etude du contexte général, études des données disponibles.	250,00
1.4	MARMESSE : Etude du contexte général, études des données disponibles.	250,00
1.5	CREANCEY : Etude des réseaux, arpentage des réseaux, réalisation d'un plan 1/200 ème.	3 000,00
1.6	ESSEY-LES-PONTS : Etude des réseaux, arpentage des réseaux, réalisation d'un plan 1/200 ème.	3 000,00
1.7	MARMESSE : Etude des réseaux, arpentage des réseaux, réalisation d'un plan 1/200 ème.	3 000,00
1.8	CREANCEY : Localisation des eaux claires parasites : inspections nocturnes.	1 500,00
1.9	ESSEY-LES-PONTS : Localisation des eaux claires parasites : inspections nocturnes.	1 500,00
1.10	MARMESSE : Localisation des eaux claires parasites : inspections nocturnes.	1 500,00
1.11	Rapport de phase 1 : synthèse des données existantes et validation des investigations de terrain pour la phase 2 de l'étude.	3 500,00
1.12	Reproduction des rapports de phase 1 (4 rapports)	300,00
1.13	Réunion de présentation de la phase 1.	600,00
	<b>Sous-total phase 1</b>	<b>19 250,00</b>
	<b>Sous total phase 1 : CREANCEY</b>	<b>6 416,67</b>
	<b>Sous total phase 1 : ESSEY-LES-PONTS</b>	<b>6 416,67</b>
	<b>Sous total phase 1 : MARMESSE</b>	<b>6 416,67</b>

Phase 2 : Investigations de terrain et scénarios potentiels		
2.1	Rapport de phase 2 : analyse des investigations de terrain, proposition d'un programme de travaux	3 500,00
2.2	Reproduction des rapports de phase 2 (4 rapports).	300,00
2.3	Réunion de présentation de la phase 2.	600,00
	<b>Sous-total phase 2</b>	<b>4 400,00</b>
	<b>Sous total phase 2 : CREANCEY</b>	<b>1 466,67</b>
	<b>Sous total phase 2 : ESSEY-LES-PONTS</b>	<b>1 466,67</b>
	<b>Sous total phase 2 : MARMESSE</b>	<b>1 466,67</b>
Phase 3 : Elaboration d'un programme hiérarchisé de travaux		
3.1	SDA et programme hiérarchisé de travaux, planification, impact sur le prix de l'eau	1 500,00
3.2	Reproduction des rapports de phase 3 (4 rapports)	300,00
3.3	Réunion de présentation de la phase 3	600,00
	<b>Sous-total phase 3</b>	<b>2 400,00</b>
	<b>Sous total phase 3 : CREANCEY</b>	<b>800,00</b>
	<b>Sous total phase 3 : ESSEY-LES-PONTS</b>	<b>800,00</b>
	<b>Sous total phase 3 : TMARMESSE</b>	<b>800,00</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 (€ HT)</b>	<b>26 050,00</b>
	<b>Montant TVA (taux 20 %)</b>	<b>5 210,00</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 (€ TTC)</b>	<b>31 260,00</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 : CREANCEY (HT)</b>	<b>8 683,33</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 : ESSEY-LES-PONTS (HT)</b>	<b>8 683,33</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 : MARMESSE (HT)</b>	<b>8 683,33</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 : CREANCEY (TTC)</b>	<b>10 420,00</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 : ESSEY-LES-PONTS (TTC)</b>	<b>10 420,00</b>
	<b>TOTAL phases 1, 2 et 3 : MARMESSE (TTC)</b>	<b>10 420,00</b>

Prestations relevant de prix unitaires :

Créancey

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines : nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	4	5 000,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	4	1 400,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop plein PR	forfait	950,00	0	0,00
5	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	4	2 200,00
6	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	1300	4 680,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20	300	360,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	45	9 000,00
	<b>TOTAL CREANCEY € HT</b>				<b>22 640,00</b>
	<b>Montant TVA (taux 20 %)</b>				<b>4 528,00</b>
	<b>TOTAL CREANCEY € TTC</b>				<b>13 528,00</b>



## Essey-les-Ponts

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines : nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	4	5 000,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	4	1 400,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop-plein PR	forfait	950,00	0	0,00
6	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	4	2 200,00
7	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	1800	6 480,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20	0	0,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	85	17 000,00
TOTAL ESSEY-LES-PONTS € HT					32 080,00
Montant TVA (taux 20 %)					6 416,00
TOTAL ESSEY-LES-PONTS € TTC					38 496,00

## Marmesse

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines : nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	2	2 500,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	2	700,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop-plein PR	forfait	950,00	0	0,00
6	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	2	1 100,00
7	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	600	2 160,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20		0,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	30	6 000,00
TOTAL MARMESSE € HT					12 460,00
Montant TVA (taux 20 %)					2 492,00
TOTAL MARMESSE € TTC					14 952,00

## TOTAL

N° de prix	Intitulé	Unité	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Montant total (€ H.T.)
4.1	Campagne de mesure de débit sur 4 semaines : nappe haute	forfait /campagne	1 250,00	10	12 500,00
4.2	Prolongation campagne de mesure	forfait/ campagne	350,00	10	3 500,00
5	Surveillance des déversoirs d'orage et trop-plein PR	forfait	950,00	0	0,00
6	Mesures de pollution sur 24 heures	forfait/bilan	550,00	10	5 500,00
7	Inspection caméra des réseaux	ml	3,60	3700	13 320,00
8	Tests à la fumée	ml	1,20	300	360,00
9	Enquête de raccordement *	Unité	200,00	160	32 000,00
TOTAL € HT					67 180,00
Montant TVA (taux 20 %)					13 436,00
TOTAL € TTC					80 616,00

TOTAL phase 1, phase 2 et phase 3, avec investigations complémentaires	99 210,00
Montant TVA (taux 20 %)	18 846,00
TOTAL € TTC	117 876,00
TOTAL CREANCEY y compris investigations complémentaires	21 323,33
TOTAL ESSEY-LES-PONTS y compris investigations complémentaires	40 763,33
TOTAL MARMESSE y compris investigations complémentaires	21 143,33

\* : le prix unitaire appliqué pour la réalisation des enquêtes domiciliaires tient notamment compte des charges nécessaires à la réalisation de la réunion publique, des démarches préalables pour contacter les habitants, des enquêtes et des documents présentant le rendu des enquêtes.

### 3-5. Financement

Au titre de la réalisation du schéma directeur d'assainissement, les aides financières peuvent provenir du Conseil départemental (CD) de Haute-Marne, du GIP Haute-Marne et de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN).

Les taux prévisionnels des différents financeurs publics sont détaillés ci-dessous :

- le Département de la Haute-Marne : 20%,
- GIP Haute-Marne : 10% (sous réserve de travaux)
- AESN : 50%

La collectivité peut espérer un montant de subvention de l'ordre de 80% pour cette étude.

## IV. CONCLUSION

Après échanges entre les différentes parties, la solution retenue pour le lancement de l'opération d'assainissement des communes associées de Châteauvillain, se compose de 2 étapes :

- étape 1 : diagnostics des réseaux, actualisation des scénarios et finalisation du zonage (environ 6 mois si étude lancée en période de nappe haute),
- étape 2 : maîtrise d'œuvre et travaux (environ 2 ans jusqu'à réception des travaux).

La direction de l'environnement et de l'ingénierie du territoire du Conseil départemental pourra assister la collectivité dans le cadre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le recrutement de prestataires (AMO) et le suivi administratif du marché d'études SDA.

Dressé par le technicien assainissement

Alexandre MICHAUD

le 21/10/2020



Visé par le responsable du bureau d'études

Lucien HERRMANN

le 26/10/2020







## Commune de **LAFERTE SUR AUBE**

### Maitrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau d'assainissement et la construction d'une STEP

#### Compte-rendu de la réunion de présentation des Etudes Préliminaires du 07/04/2021

Fonction	Nom	Adresse	Représentant	Téléphone	Courriel	(*)
<b>Maître d'ouvrage : Commune de LAFERTE SUR AUBE</b>		1, rue de Troyes 52120 Laferté-sur-Aube	<b>Michel DEROUSSEN</b> Maire	07.87.24.75.69.	<a href="mailto:deroussenmichel@gmail.com">deroussenmichel@gmail.com</a>	P
			<b>Jean CALVO</b> 1 <sup>er</sup> adjoint	06.73.63.54.93.	<a href="mailto:Jean.calvo16@sfr.fr">Jean.calvo16@sfr.fr</a>	P
			<b>Frédérique MAURIZE</b> Secrétariat mairie	03.25.02.78.58.	<a href="mailto:Mairie.laferte@orange.fr">Mairie.laferte@orange.fr</a>	P
<b>Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Conseil Départemental 52 / SATE</b>		Centre Administratif Départemental 4 cours Marcel Baron BP 509 52011 CHAUMONT Cedex	<b>Alexandre MICHAUD</b>	06.28.51.64.36	<a href="mailto:alexandre.michaud@haute-marne.fr">alexandre.michaud@haute-marne.fr</a>	P
<b>Maître d'œuvre SOLEST Environnement</b>		16 rue Emile Simon 52000 CHAUMONT	<b>Bruno IORFIDA</b>	03.25.32.82.77 06.37.05.98.09	<a href="mailto:bruno.iorfida@solest-environnement.fr">bruno.iorfida@solest-environnement.fr</a>	P
			<b>Océane RIGOLLOT</b>			P
<b>Partenaires techniques et financiers</b>	<b>DDT 52</b>	82 rue du Cdt Hugueny 52903 Chaumont	<b>Antoine BOURCELOT</b> Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.40	<a href="mailto:antoine.bourcelot@haute-marne.gouv.fr">antoine.bourcelot@haute-marne.gouv.fr</a>	A
			<b>Jérôme FORESTIER</b> Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.41	<a href="mailto:jerome.forestier@haute-marne.gouv.fr">jerome.forestier@haute-marne.gouv.fr</a>	A
	<b>AESN</b>	Rue Chaussée du Port 51000 CHALONS-EN- CHAMPAGNE	<b>Nicolas RASSEL</b>		<a href="mailto:RASSEL.nicolas@aesn.fr">RASSEL.nicolas@aesn.fr</a>	P

(\*) P = Présent ; A = Absent ; E = Excusé ; NC = Non convoqué ; R = représenté  
Diffusion du compte-rendu à toutes les personnes citées ci-dessus.

## **Remise en contexte de l'étude**

- Etude du schéma d'assainissement réalisé en 2016/2017
- Réseau unitaire existant exclusivement,
- Canalisations dans un état globalement moyen,
- Rejet des effluents du réseau réparti en 5 exutoires dans l'Aube (soit directement soit par l'intermédiaire d'un canal de dérivation)
- Pas de dispositif de traitement

## **Mode de collecte des eaux usées**

- Le scénario « réutilisation du réseau unitaire quand cela est possible et création d'un réseau séparatif pour le reste du village » semble la solution technico-économique la plus adaptée.
  - ⇒ Ainsi, on aboutit à une solution mixte collecte partiellement unitaire et séparative.

## **Procédé de traitement des eaux usées**

- Solution « Lagunage » = emprise foncière importante  
A Laferté sur Aube : terrain inondable ou pentu
- Solution « Filtre planté de roseaux » = emprise foncière moindre/lagunage  
Solution adaptée au terrain pentu
  - ⇒ Le filtre planté de roseaux semble être la solution la mieux adaptée au contexte communal
- L'acquisition du terrain pour l'implantation du site de traitement est en cours.

## **Etude géotechnique**

- Terrain globalement argilo-marneux avec présence localisée de blocs calcaires à plus ou moins forte profondeur en fonction des secteurs dans le village.
- Le point sera fait plus en détail lors de la phase suivante (AVP) sur les secteurs localisés dans les zones avec présence de sol rocheux.

## **Inspection nocturne**

- Lors du SDA, seule une inspection de jour avait eu lieu car les conditions de nappes hautes n'étaient pas réunies.
  - ⇒ En février dernier, les conditions de nappes hautes étant réunies, l'inspection nocturne, a pu être réalisée et a permis de valider l'absence d'Eaux Claires Parasites (ECP) dans le réseau.

## **Programme de travaux**

- Réseau en bon état = réseau conservé : **1195 ml**
- Réseau avec défauts mineurs = réseau réhabilité sans tranchée : **725 ml**
- Réseau avec défauts importants ou ne pouvant être conservé pour la collecte d'EU brutes = réseau remplacé : **440 ml**
- Absence de réseau = création de réseaux séparatifs : **2125 ml** dont **700 ml** sous voirie départementale

A noter que la voirie départementale est assez fréquentée et très étroite, ce qui va rendre les travaux plus compliqués/gestion de la circulation.

## **Poste de refoulement**

2 postes de refoulement sont prévus :

- Poste de refoulement pour 100 EH : à l'intersection des rues de Villars, Pierre Champagne et du Général de Gaulle.
- Poste de refoulement pour 400 EH : rue du Général de Beurnonville afin de refouler les eaux usées vers la station de traitement.

## **Réseau de transfert**

2 solutions ont été proposées :

- Synoptique 1 : refoulement de 700 ml avec une déclivité importante du terrain = nécessité de 2 pompes puissantes.
- Synoptique 2 : canalisation gravitaire du village jusqu'au bas du site de traitement puis refoulement.

Remarques :

- M.CALVO : attention à la zone inondable/positionnement du poste
- M.MICHAUD → à vérifier / carte des zones inondables
- M.CALVO fait remarquer qu'il sera plus difficile d'obtenir l'accord du propriétaire de la parcelle par rapport à la présence de regard au niveau du réseau de transfert avec une solution gravitaire.

## **Déversoirs d'orages**

- Actuellement, aucun déversoir d'orages n'est présent, les effluents sont évacués vers la rivière directement.
- Initialement, 2 DO étaient prévus afin d'évacuer les EU très diluées dans l'Aube.
- Suite à l'étude, un 3<sup>ème</sup> DO s'avère nécessaire (au croisement des rue du Moulin et rue Pierre Champagne) afin d'éviter une mise en charge rapide du réseau lors de fortes pluies.

## **Site de traitement**

- Le terrain est adapté au projet communal.
- ⇒ La Police de l'Eau impose la réalisation d'un diagnostic « zones humides » dans le cadre du dossier Loi sur l'Eau (dossier réglementaire à établir au stade projet), le site de traitement étant localisé dans une zone à caractère « potentiel humide ».
- ⇒ A ce stade, l'emprise du terrain nécessaire pour l'implantation du site de traitement (6 200 m<sup>2</sup>) reste à valider suite aux résultats du diagnostic zones humides.

## **Travaux en domaine privé**

- Une trentaine d'habitations n'a pas été enquêtée en 2016/2017 (majoritairement des habitations secondaires ou vacantes).
- ⇒ La question de la réalisation d'enquêtes parcellaires est posée pour ces habitations le MOE.

Observations :

- La commune souhaite réaliser ces enquêtes supplémentaires.
- Selon M. MICHAUX et RASSEL, il semble judicieux de réaliser ces enquêtes et de les raccrocher au financement de l'ensemble des prestations.
- ⇒ SOLEST ENVIRONNEMENT doit faire une offre dans ce sens au maître d'ouvrage.

## **Estimation du coût des travaux**

- Le montant total des travaux est de 2 760 000 € HT.
- ⇒ Le coût en domaine privé pourrait évoluer suivant les résultats des enquêtes supplémentaires.

**SolestEnvironnement -16 rue Émile Simon - 52 000 CHAUMONT**

Tel:03.25.32.21.39 - Fax:03.25.32.62.40 - Mail : [contact@solest-environnement.fr](mailto:contact@solest-environnement.fr)

**Subventions**

- Subventions jusqu'à 80 % en domaine public : CD52, DETR, AESN, et GIP.
- Forfait de l'AESN de 3000 € par branchement si c'est une opération groupée sous maîtrise d'ouvrage communale avec mutualisation des coûts entre propriétaires.
- L'ANC n'est pas subventionnée par l'AESN pour la commune. Cependant, des subventions sont possibles par CD52, DETR et GIP (à confirmer).

**Choix à délibérer**

<b>Etude de 2016/2017</b> <b>Choix validés par le MOA</b>	<b>Etude de 2020/2021</b> <b>→ Choix à valider/confirmer par le maître d'ouvrage</b>
Réseau d'assainissement unitaire/séparatif	Collecte unitaire/séparative → À confirmer
/	Installation d'un 3 <sup>ème</sup> déversoir d'orages dans la rue du Moulin ou remplacement du réseau dans la rue du Moulin → À confirmer
/	Enquêtes parcellaires supplémentaires à réaliser ou non pour les habitations non enquêtées → À confirmer
Choix d'une station d'épuration de type filtres plantés de roseaux	Choix d'une station d'épuration de type filtres plantés de roseaux → À confirmer
Site de traitement pressenti	Nouveau site de traitement sur la route de Ville sous Laferté → À confirmer
Flux polluant de 400 EH	Flux polluant de 400 EH → À confirmer

**Observations**

- M.MICHAUD propose de prendre une délibération au prochain conseil municipal de l'application d'une redevance assainissement à mettre en place progressivement à partir de janvier 2022.
- M.RASSEL rappelle que dans le cadre de travaux, la future EPCI qui portera la compétence assainissement dans les années à venir doit être consultée sur le projet en cours.
  - ⇒ **La Communauté de Communes des Trois Forêts devra être conviée pour les prochaines réunions.**
- Conseil municipal prévu le jeudi 08 avril 2021 :
  - ⇒ Délibération avec choix du maître d'ouvrage à transmettre au maître d'œuvre.
  - ⇒ Validation offre diagnostic « zone humide » et offre « enquêtes parcellaires »

**L'absence d'observations dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la transmission du compte-rendu sera réputée valoir approbation de son contenu**

Le chargé d'études  
B.IORFIDA





## Commune de **LAFERTE SUR AUBE**

### Maitrise d'œuvre pour la réhabilitation du réseau d'assainissement et la construction d'une STEP

#### Compte-rendu de la réunion de présentation des Etudes Préliminaires du 07/09/2021

Fonction	Nom	Adresse	Représentant	Téléphone	Courriel	(*)
<b>Maître d'ouvrage : Commune de LAFERTE SUR AUBE</b>		1, rue de Troyes 52120 Laferté-sur-Aube	<b>Michel DEROUSSEN</b> Maire	07.87.24.75.69.	<a href="mailto:deroussenmichel@gmail.com">deroussenmichel@gmail.com</a>	P
			<b>Jean CALVO</b> 1 <sup>er</sup> adjoint	06.73.63.54.93.	<a href="mailto:Jean.calvo16@sfr.fr">Jean.calvo16@sfr.fr</a>	P
			<b>Daniel CHERON</b> 2 <sup>ème</sup> adjoint	-	-	P
			<b>Frédérique MAURIZE</b> Secrétariat mairie	03.25.02.78.58.	<a href="mailto:Mairie.laferte@orange.fr">Mairie.laferte@orange.fr</a>	P
<b>Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Conseil Départemental 52 / SATE</b>		Centre Administratif Départemental 4 cours Marcel Baron BP 509 52011 CHAUMONT Cedex	<b>Alexandre MICHAUD</b>	06.28.51.64.36	<a href="mailto:alexandre.michaud@haute-marne.fr">alexandre.michaud@haute-marne.fr</a>	P
<b>Maître d'œuvre SOLEST Environnement</b>		16 rue Emile Simon 52000 CHAUMONT	<b>Bruno IORFIDA</b>	03.25.32.82.77 06.37.05.98.09	<a href="mailto:bruno.iorfida@solest-environnement.fr">bruno.iorfida@solest-environnement.fr</a>	P
			<b>Océane RIGOLLOT</b>			-
<b>Partenaires techniques et financiers</b>	<b>DDT 52</b>	82 rue du Cdt Hugueny 52903 Chaumont	<b>Antoine BOURCELOT</b> Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.40	<a href="mailto:antoine.bourcelot@haute-marne.gouv.fr">antoine.bourcelot@haute-marne.gouv.fr</a>	P
			<b>Jérôme FORESTIER</b> Chargé de mission eau et assainissement	03.51.55.60.41	<a href="mailto:jerome.forestier@haute-marne.gouv.fr">jerome.forestier@haute-marne.gouv.fr</a>	-
	<b>AESN</b>	Rue Chaussée du Port 51000 CHALONS-EN- CHAMPAGNE	<b>Nicolas RASSEL</b>		<a href="mailto:RASSEL.nicolas@aesn.fr">RASSEL.nicolas@aesn.fr</a>	E

(\*) P = Présent ; A = Absent ; E = Excusé ; NC = Non convoqué ; R = représenté  
Diffusion du compte-rendu à toutes les personnes citées ci-dessus.

## **Remise en contexte de l'étude**

- Etude du schéma d'assainissement réalisé en 2016/2017
- Réseau unitaire existant exclusivement,
- Canalisations dans un état globalement moyen,
- Rejet des effluents du réseau réparti en 5 exutoires dans l'Aube (soit directement soit par l'intermédiaire d'un canal de dérivation)
- Pas de dispositif de traitement

## **Mode de collecte des eaux usées**

- Solution mixte de collecte partiellement unitaire et séparative.

## **Poste de refoulement**

2 postes de refoulement sont prévus :

- Poste de refoulement pour 100 EH : à l'intersection des rues de Villars, Pierre Champagne et du Général de Gaulle.
- Poste de refoulement pour 400 EH : rue du Général de Beurnonville afin de refouler les eaux usées vers la station de traitement.

## **Réseau de transfert**

2 solutions ont été proposées comme au stade Etudes préliminaires.

- Refoulement de 700 ml avec une déclivité importante du terrain = nécessité de 2 pompes puissantes.
- Réseau gravitaire du village jusqu'au bas du site de traitement puis refoulement.

M. Iorfida indique que la solution gravitaire semble plus intéressante (moins de refoulement) même si elle présente moins de garanties d'étanchéité dans le temps.

De plus, M. Iorfida indique que le trop plein du poste de refoulement sera rejeté dans l'Aube en aval du périmètre de protection de captage à proximité de la STEP soit directement soit si possible par l'intermédiaire du fossé végétalisé qui sera créé. M. Bourcelot indique que c'est un élément important à prendre en compte dans le choix et que c'est un plus au niveau sanitaire et environnemental.

## **La commune doit délibérer sur le choix retenu.**

## **Déversoirs d'orages**

Actuellement, aucun déversoir d'orages (DO) n'est présent, les effluents sont évacués vers la rivière directement.

La collecte du futur réseau étant partiellement unitaire, il est donc nécessaire d'installer des DO mais le maître d'œuvre indique que moins il y en a, mieux c'est car ce sont des ouvrages difficiles à dimensionner et surtout leur entretien doit être régulier pour éviter des débordements d'effluents au milieu naturel ou de surcharger la station.

Initialement, 2 DO (DO1 et DO2) étaient prévus afin d'évacuer les EU très diluées dans l'Aube qui sont impératifs de par leur localisation.

- Au stade EP, un 3ème DO (DO3) a été prévu (au croisement des rue du Moulin et rue Pierre Champagne) afin d'éviter une mise en charge rapide du réseau lors de fortes pluies.

Une variante a été proposée par le maître d'œuvre pour éviter ce DO n°3 mais elle est moins intéressante car elle suppose de remplacer le réseau (par une canalisation de diamètre plus important) dans le haut de la rue du Moulin où il est en bon état.



→ Au stade AVP, un quatrième DO (DO4) a été prévu pour la rue de la Maladière pour remplacer un ouvrage de délestage obsolète.

Une variante a été proposée pour éviter ce DO4 et consisterait à poser un réseau unitaire uniquement pour les eaux usées et les eaux pluviales des toitures (et très partiellement les voiries) mais qui permettrait d'éviter de collecter les eaux pluviales de la rue de la Maladière et du fossé de bord de route en amont de la rue.

**La commune doit délibérer sur le choix retenu.**

### **Traversée de l'Aube**

→ La traversée de l'Aube au bas du village en venant de Montigny sur Aube est prévue avec une méthode traditionnelle ((au niveau du lit du canal).

La canalisation étant à cet endroit considérée comme un bief, sa traversée devrait être acceptée par la police de l'Eau d'après M. Bourcelot.

**Le maître d'œuvre doit se rapprocher du service de la DDT pour en avoir confirmation.**

**La commune doit contacter dès à présent :**

- le particulier concerné par le passage de la canalisation (qui passe en partie sur son terrain) pour formaliser un accord (ou au minimum préaccord dans un premier temps).
- le propriétaire du canal pour la traversée pour formaliser également un accord (ou au minimum préaccord dans un premier temps).

### **Site de traitement**

→ Le terrain est adapté au projet communal.

→ Le diagnostic « zones humides » dans le cadre du dossier Loi sur l'Eau (dossier réglementaire à établir au stade projet) a été réalisé et en cours de finalisation.

Pas de zone humide recensée ce qui permet de valider l'emprise du terrain nécessaire pour l'implantation du site de traitement (6 200 m²) afin que la commune puisse entreprendre les formalités pour acquérir le terrain avec le propriétaire.

**Géomètre qui a réalisé le levé topographique à contacter par le maître d'œuvre pour bornage du terrain.**

**La commune doit confirmer au maître d'œuvre s'il sera possible de raccorder le site de traitement à partir de la station de pompage à proximité du site de traitement.**

### **Travaux en domaine privé**

→ Une trentaine d'habitations n'a pas été enquêtée en 2016/2017 (majoritairement des habitations secondaires ou vacantes).

Parmi elles, 14 habitations ont pu être enquêtées.

M. Bourcelot conseille au maître d'ouvrage de contacter les propriétaires avec accusé de réception.

M. Iorfida indique que s'ils ne se font pas enquêter à ce stade du projet, on ne pourra les raccrocher à l'opération par la suite.

**Le maître d'œuvre doit transmettre la liste des enquêtes non réalisées à la commune.**

### **Estimation du coût des travaux**

→ Le montant total des travaux a été réévalué à la hausse (2 646 600 € HT) compte-tenu notamment de la hausse actuelle du prix des matériaux.

→ Le coût des travaux en domaine privé sera mis à jour après la réunion publique et les permanences en mairie.



## **Travaux sous voirie départementale**

**Le maître d'œuvre doit se rapprocher du pôle technique du Conseil Départemental car d'après la commune des carottages seraient prévus prochainement sur la voirie afin de savoir si ceux-ci sont réalisés pour la recherche d'amiante.**

**Dans le cas contraire, un diagnostic devra être prévu (prestation supplémentaire avec consultation)**

## **Choix à délibérer par le maître d'ouvrage**

Installation d'un 3 <sup>ème</sup> déversoir d'orages (DO3) dans la rue du Moulin ou remplacement du réseau dans la rue du Moulin
→ Installation d'un 4 <sup>ème</sup> déversoir d'orages (DO4) à l'intersection des rues Tourne Feu, de la Maladière et Maugé ou création d'un réseau unitaire rue de la Maladière
→ Réseau de transfert : en refoulement (pose du poste rue de Beurnonville) ou en gravitaire (pose du poste au bas du site de traitement)

→ Le maître d'œuvre a besoin de cette délibération pour finaliser le projet.

## **Divers**

→ La Communauté de Communes des Trois Forêts a été incluse dans la liste des destinataires des rapports d'études et de comptes-rendus de réunion.

→ **La commune doit transmettre au maître d'œuvre la délibération prise pour l'augmentation du prix de l'Eau.**

**L'absence d'observations dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la transmission du compte-rendu sera réputée valoir approbation de son contenu**

Le chargé d'études  
B.IORFIDA





## Commune de Laferté sur Aube

Objet :

Étude du projet d'assainissement communal  
d'assainissement préalable aux travaux  
de mise en conformité à réaliser

LAFERTÉ SUR AUBE, le 30 octobre 2020

Madame, Monsieur,

Suite à l'étude du zonage d'assainissement (2016-2018), la municipalité de Laferté sur Aube poursuit son programme d'assainissement.

Il a été confié au bureau d'études **SOLEST-ENVIRONNEMENT** de Chaumont la tâche de réaliser l'étude du projet d'assainissement de la commune avec l'objectif de réaliser des travaux en 2022 en domaine public et également en domaine privé (sous réserve d'accords de subventions).

En temps normal, une réunion publique d'information est généralement prévue dans la salle communale pour présenter aux habitants la nature des travaux à réaliser et répondre aux questions diverses.

Malheureusement avec la crise sanitaire que traverse le pays depuis de nombreux mois, les rassemblements publics qui étaient fortement limités sont aujourd'hui interdits pour plusieurs semaines voire plusieurs mois.

Nous nous efforcerons donc de vous informer le plus possible soit par courrier soit sur notre site internet ([www.laferte-sur-aube52.fr](http://www.laferte-sur-aube52.fr)).

Dans un premier temps, un géomètre (le cabinet **GEOMETRE-EXPERT**) doit passer courant novembre/décembre dans l'ensemble des rues du village et également dans toutes les propriétés privées (uniquement en extérieur) pour faire des relevés afin de pouvoir positionner précisément tous les ouvrages existant et à venir.

A la suite de cette intervention, le bureau d'études **SOLEST-ENVIRONNEMENT** mettra à jour les études parcellaires qui avaient été réalisées dans chaque habitation en 2017/2018. Nous pourrions ainsi vous transmettre un plan et un devis des travaux à réaliser dans votre propriété avec une convention à signer.

L'objectif de cette opération est d'obtenir le maximum de subventions pour pouvoir financer en grande partie les travaux. Elle vous sera présentée plus en détail l'année prochaine.

Vous remerciant par avance de votre participation, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de ma considération.

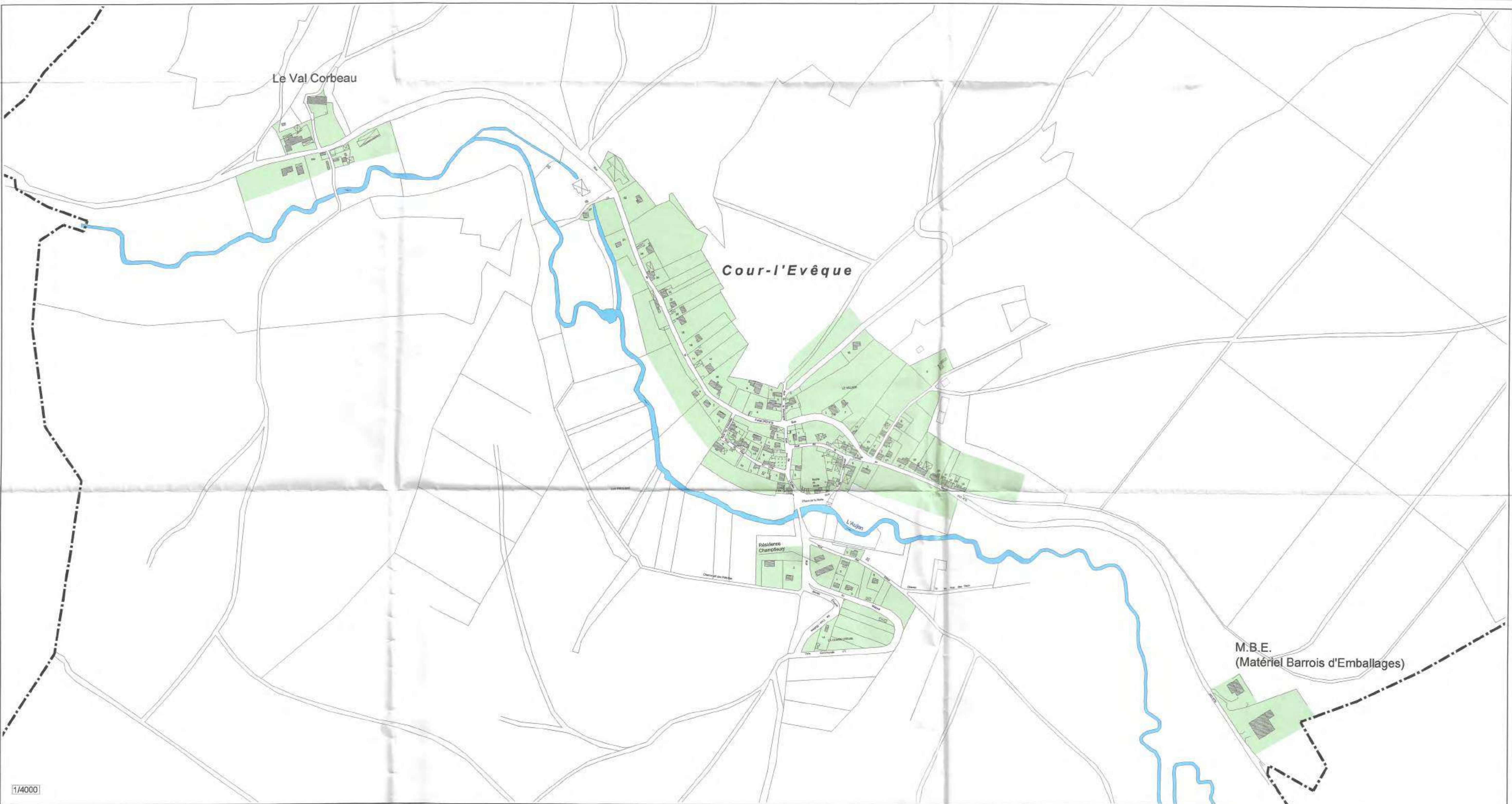
Le Maire  
de Laferté sur Aube

Monsieur Michel Seroussin



*Seroussin*





DEPARTEMENT DE LA HAUTE MARNE

Commune de  
**COUR-L'ÉVÊQUE**

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
"EAUX USEES"

Limite communale

Zones destinées à l'assainissement non collectif

CABINET BUFFET

COOPÉRATIVE D'ASSAINISSEMENT

91160 BALAINVILLERS

Tel : 01 69 74 14 00

Fax : 01 69 09 03 13

PLAN N°

1607/07/02/01

Echelle

1/18000 - 1/14000

Date

16/07/07

Mise à jour

Desinateur

D.H.

1/18000

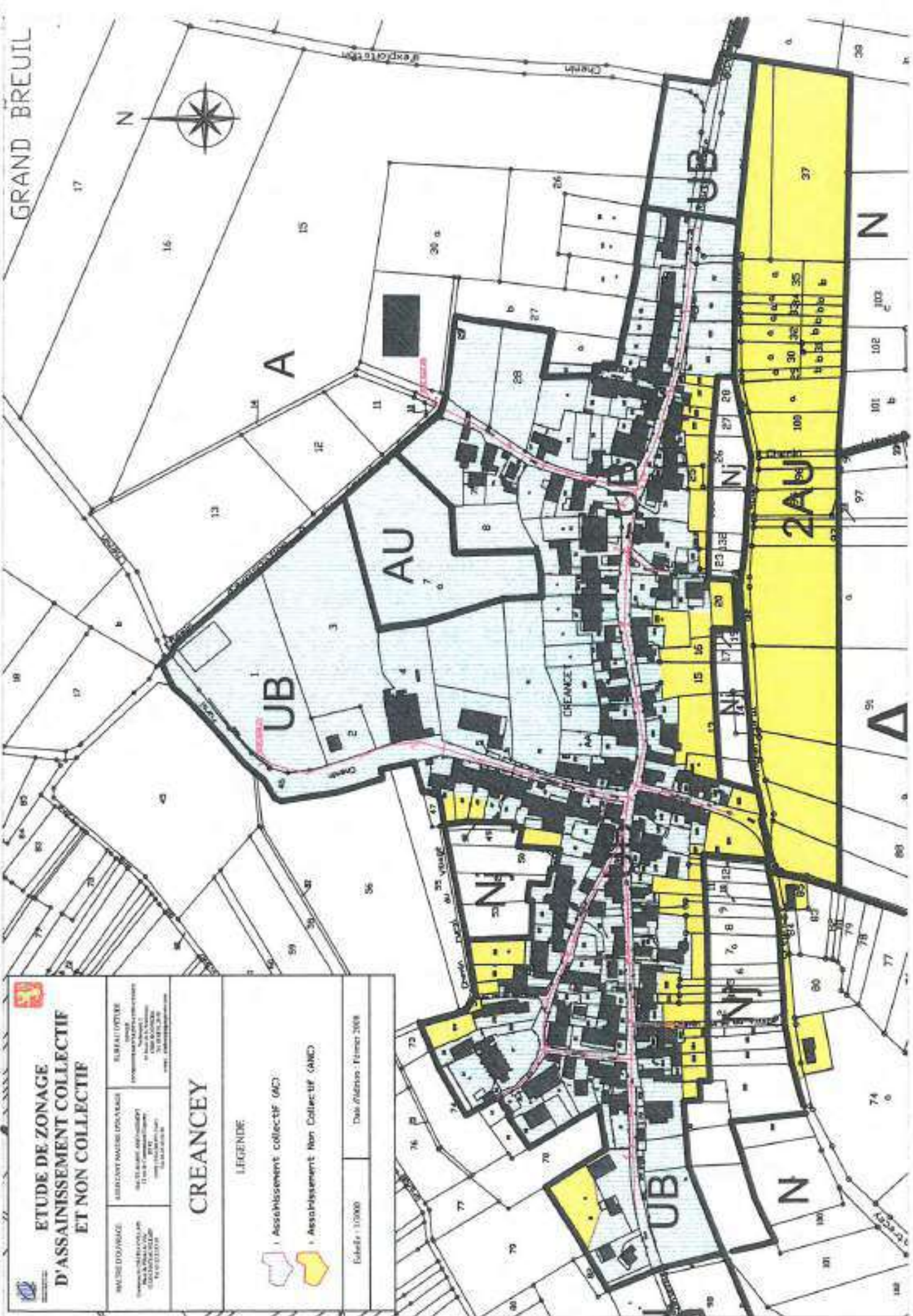













		<b>ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF</b>	
<b>MAIRIE D'OUVRAGE</b> Commune de Grand Breuil 11 rue de la République 54100 CREANCEY	<b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b> 11 rue de la République 54100 CREANCEY	<b>BUREAU D'ETUDE</b> ASSAINISSEMENT COLLECTIF 11 rue de la République 54100 CREANCEY	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b> 11 rue de la République 54100 CREANCEY
<b>CREANCEY</b>			
<b>LEGENDE</b>			
( ) Assainissement collectif (AC) ( ) Assainissement Non Collectif (ANC)			
Echelle : 1/10000		Date d'adoption : Février 2008	





# ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF



MAIRE D'OUVRAGE

Commune de ESSEY-LES-PONTS  
Mairie de Essey-les-Ponts  
10 rue de la République  
54 111 ESSEY

ASSISTANT MAIRE D'OUVRAGE

Ingénierie et Environnement  
10 rue de la République  
54 111 ESSEY

BUREAU D'ETUDE

Ingénierie et Environnement  
10 rue de la République  
54 111 ESSEY

## ESSEY-LES-PONTS

### LEGENDE

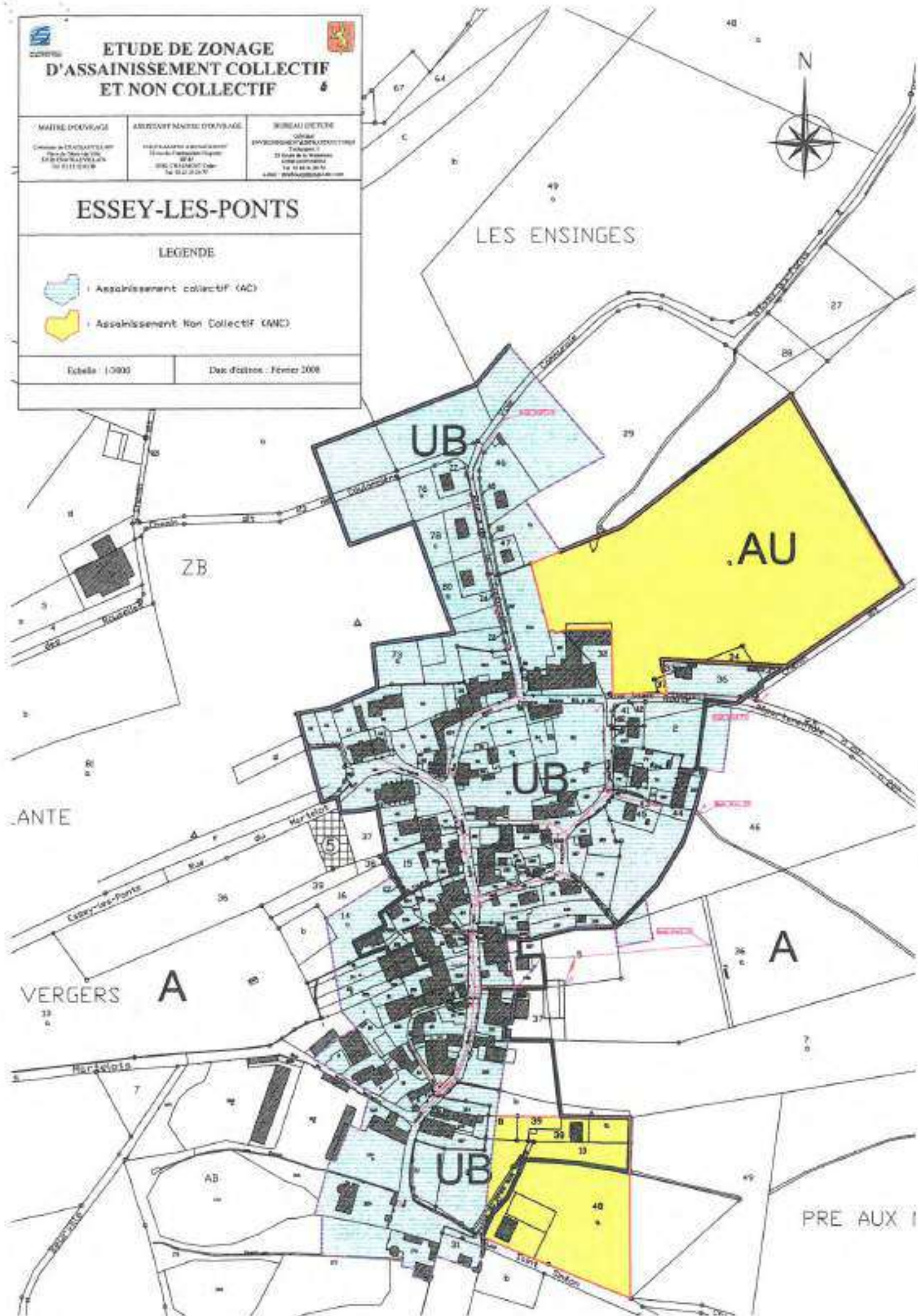


Assainissement collectif (AC)

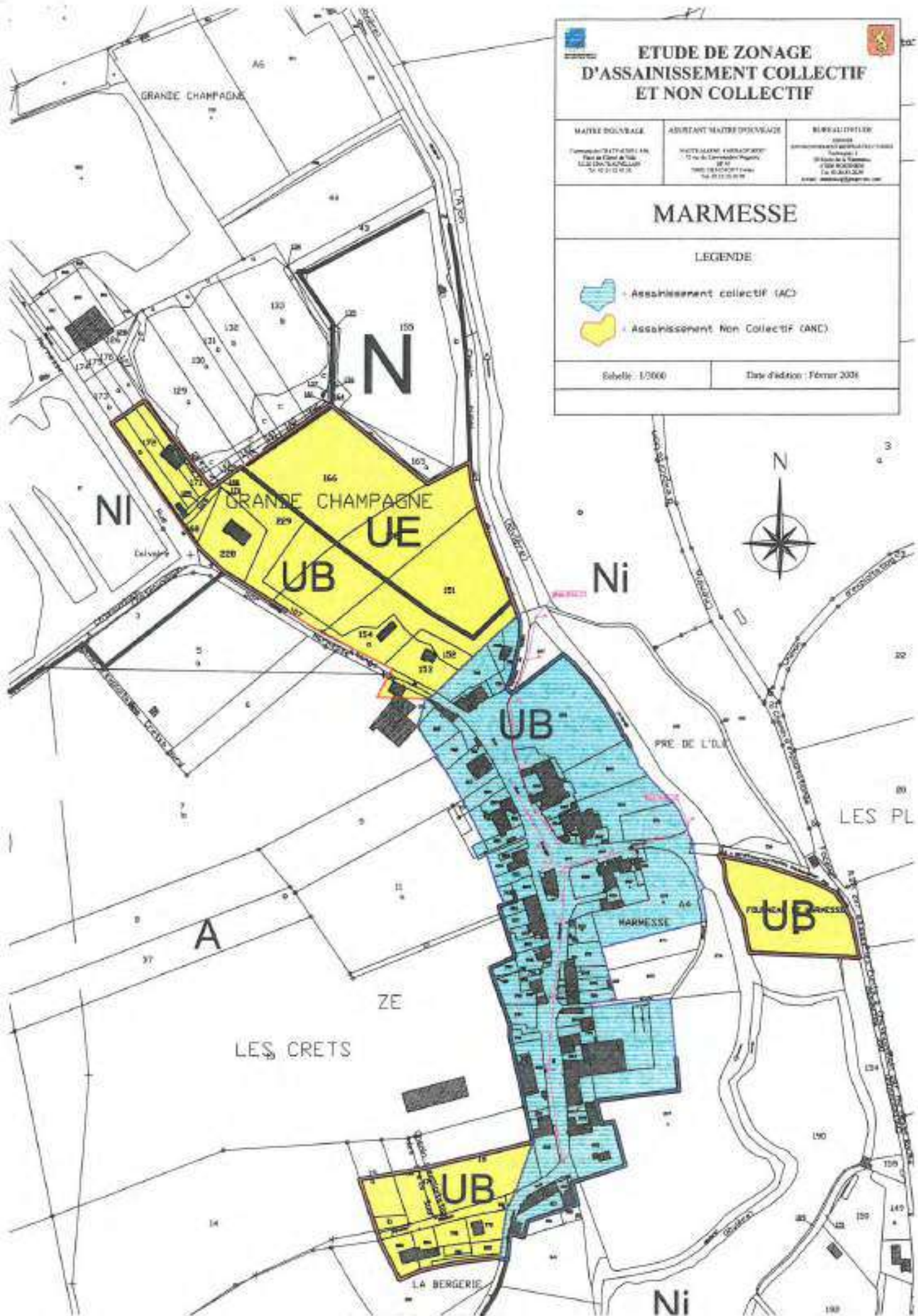
Assainissement Non Collectif (ANC)

Echelle : 1/5000

Date d'édition : Février 2008







 <h2 style="text-align: center;">ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF</h2>		
<b>MAIRE DOULAGE</b> <small>Commune de Marmesse Place de l'Église de l'Est 13120 MARMESSE Tél : 04 77 12 12 12</small>	<b>ADJOINT MAIRE DOULAGE</b> <small>Mairie de Marmesse 13 rue de la Commune de l'Est 13120 MARMESSE Tél : 04 77 12 12 12</small>	<b>BUREAU D'ETUDE</b> <small>Service d'Assainissement 13 rue de la Commune de l'Est 13120 MARMESSE Tél : 04 77 12 12 12</small>
<h1>MARMESSE</h1>		
<b>LEGENDE</b>		
<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div>  <span>Assainissement collectif (AC)</span> </div> <div>  <span>Assainissement Non Collectif (ANC)</span> </div> </div>		
Echelle : 1/3000		Date d'édition : Février 2008





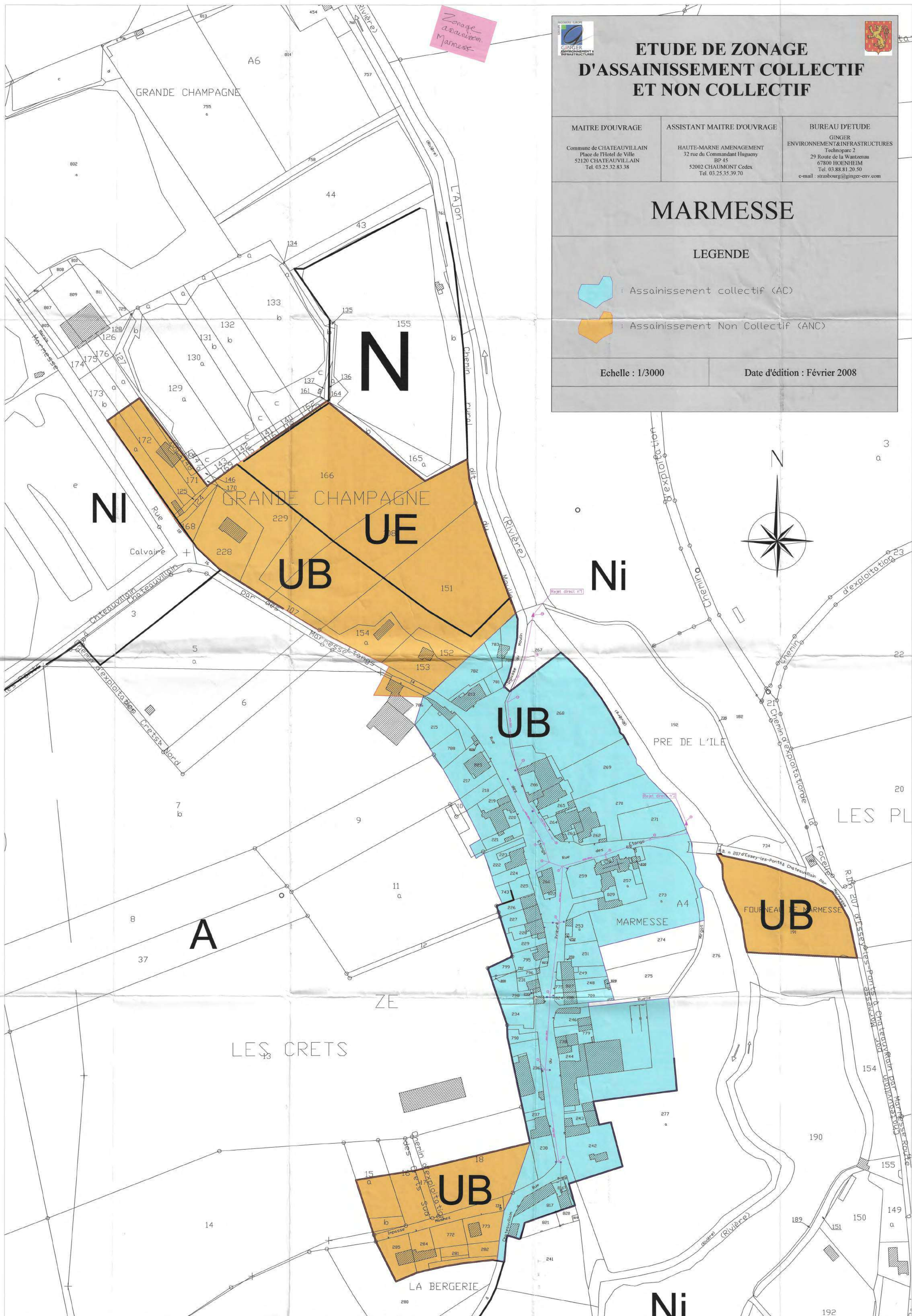


**COMMUNE DE  
CHATEAUVILLAIN**

DRESSSE LE : 22 /01/99	MISE A JOUR LE :	ECHELLE 1/2000
PAR : DIAG-ETUDES		ALTI NORMALE - IGN 69











# ETUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF



MAITRE D'OUVRAGE

Commune de CHATEAUFORT  
Place de l'Hotel de Ville  
52000 CHATEAUFORT  
Tel. 03 25 32 83 38

ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE

HAUTE-MARNE AMENAGEMENT  
32 rue du Commandant Hugueny  
52002 CHATEAUFORT Cedex  
Tel. 03 25 35 39 70

BUREAU D'ETUDE

GINGER  
ENVIRONNEMENT/TRANSPORTS/STRUCTURES  
Technique 2  
29 Route de la Montagne  
67000 HOENHEIM  
Tel. 03 88 81 20 50  
e-mail : ginger@ginger-env.com

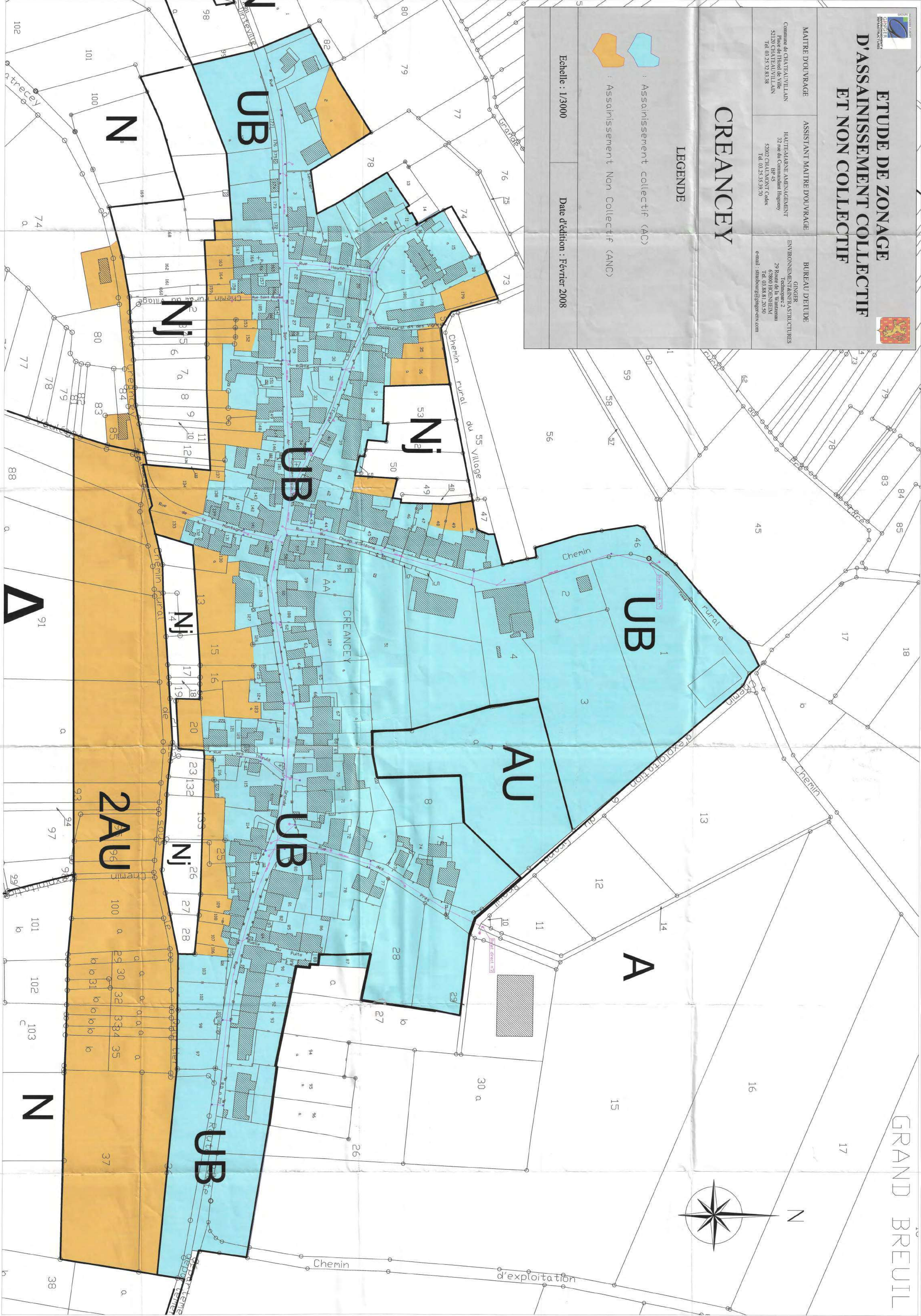
## CREANCEY

### LEGENDE

-  : Assainissement collectif (AC)
-  : Assainissement Non Collectif (ANC)

Echelle : 1/3000

Date d'edition : Février 2008





**COMMUNE DE  
CHATEAUVILLAIN**

**LEGENDE**

..... SUEUX CHAMÈS  
— BÂLE DÉCÈS  
— HÉRIKAK UNANIMÉS  
— HÉRIKAK  
NO PLACE NON COMME  
NI PLACE NON TROUVE  
— DÉSESSER D'OUVER  
— ORNIE  
FOURNE  
— CAPITE FOSSE  
— RÉFÉ MARDI MARDI  
— SECOND

DRESSE LE : 22 /01 /99	MISE A JOUR LE :	ECHELLE 1/2000
PAR : DIAG-ETUDES		ALTI NORMALE - IGN 69





Département de la Haute-Marne

COMMUNE  
DE  
**DANCEVOIR**

ETUDE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

**CARTE DES SOLS**

Echelle 1 / 5000

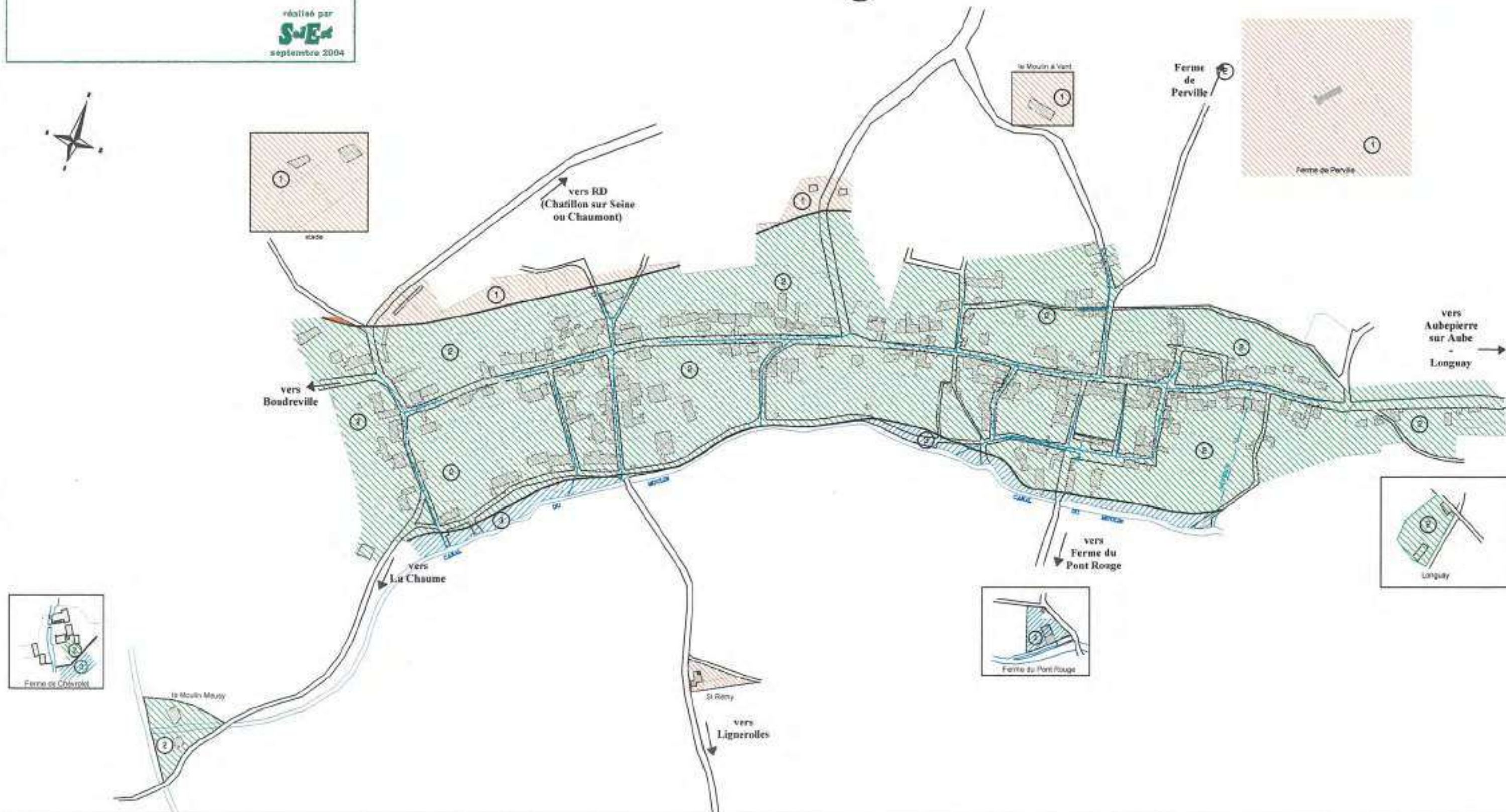
réalisé par  
**SUE**  
septembre 2004

## Légende

Unités de sol	Aptitude à l'assainissement autonome	Filière préconisée	Filière de substitution
<b>1</b> Sols calcaireux superficiels de plateau et rebord de plateau	Peu favorable	Filtre à sable vertical non drainé	Terre d'infiltration
<b>2</b> Sols colluviaux de versant et de bas de versant	Peu favorable	Filtre à sable vertical non drainé	-
<b>3</b> Sols alluviaux de fond de vallée	Défavorable	Terre d'infiltration (en dehors de la zone inondable)	Filtre à sable vertical non drainé sur remblai

— Limites pédologiques supposées

**1** Type de sol





Département de la Haute-Marne

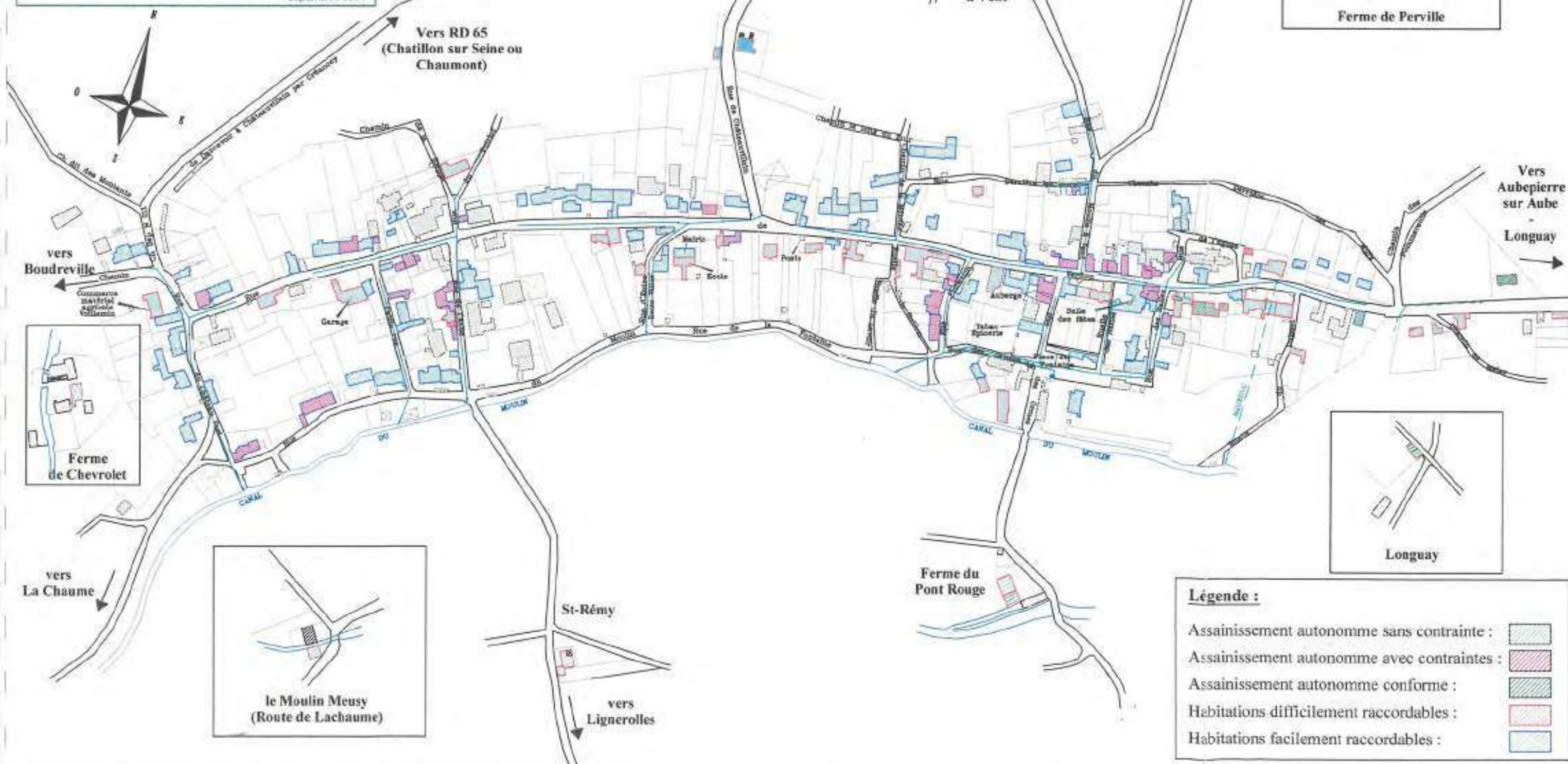
COMMUNE  
DE  
**DANCEVOIR**

**ETUDE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

**CARTE DES CONTRAINTES**

Echelle 1 / 4000

réalisé par  
**S&E**  
septembre 2004



**Légende :**

- Assainissement autonome sans contrainte :
- Assainissement autonome avec contraintes :
- Assainissement autonome conforme :
- Habitations difficilement raccordables :
- Habitations facilement raccordables :



Département de la Haute-Marne

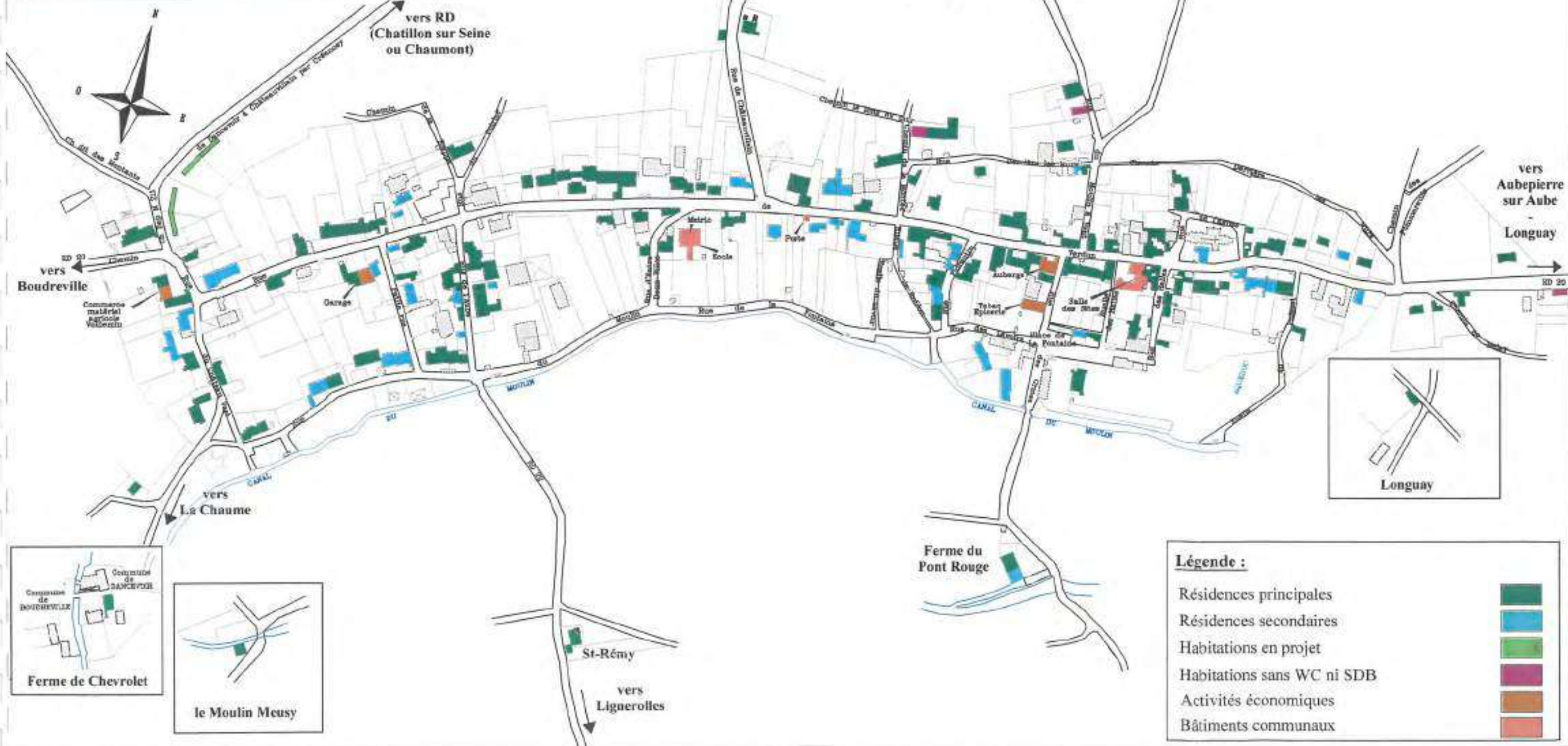
COMMUNE  
DE  
**DANCEVOIR**

**PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Echelle 1 / 4000

Délimitation des zones d'assainissement collectif  
et des zones d'assainissement non-collectif  
conformément à l'article L. 2224-10  
du Code général des Collectivités territoriales  
(article 35 de la Loi sur l'Eau)

réalisé par  
**SuEa**  
septembre 2004



Ferme  
de  
Perville

Ferme de Perville

Le Moulin  
à Vent

vers RD  
(Chatillon sur Seine  
ou Chaumont)

vers  
Aubepierre  
sur Aube  
-  
Longuey

vers  
Boudreville

vers  
La Chaume

Ferme du  
Pont Rouge

St-Rémy

vers  
Lignerolles

Longuey

le Moulin Meusy

**Légende :**

- Résidences principales
- Résidences secondaires
- Habitations en projet
- Habitations sans WC ni SDB
- Activités économiques
- Bâtiments communaux



Commune de  
Boudreville

Ferme de Chevolet











Direction  
Départementale  
de l'Équipement  
Seine-Marne  
Service  
Aménagement et  
Environnement  
Bureau d'Études  
Associées

Date 05/07/2007	Virtité et présenté par le Chef du S.A.M.E.  P. GIRARD
Dressé par le Chef du Bureau d'Etudes Assainissement  M.L. CHEVALLIER	

82 Rue du Cat. Hugueny - B.P. 2037 - 52 903 CHAUMONT Cedex 56 - Tél : 03 25 30 79 79 - Télécopie : 03 25 30 79 80

131x8

## LEGENDDE

Condilisation Eau Usée PVC Ø200	
Branchement Eau Usée des particuliers	
Condilisation Eau Pluviale	
Condilisation Alimentation Eau Potable	
Réseau E.D.F. enterré	

Echelle: 1/200













BUGNIERES (Haute-Marne)



Périmètre délimitant les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non-collectif

ELIERE D'ASSAINISSEMENT AUTONOME :

FSND : filtre à sable vertical non drainé

Département de la Haute-Marne

Commune de  
**BUGNIERES**

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

PLAN DE ZONAGE  
D'ASSAINISSEMENT

Fond cadastral  
Echelle 1/1 000

Délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif conformément à l'article L. 2 224-10 du Code général des Collectivités territoriales (Article 35 de la Loi sur l'eau)

Révisé par  
**SUE**  
Décembre 2001







# Commune de BRICON

échelle = sans

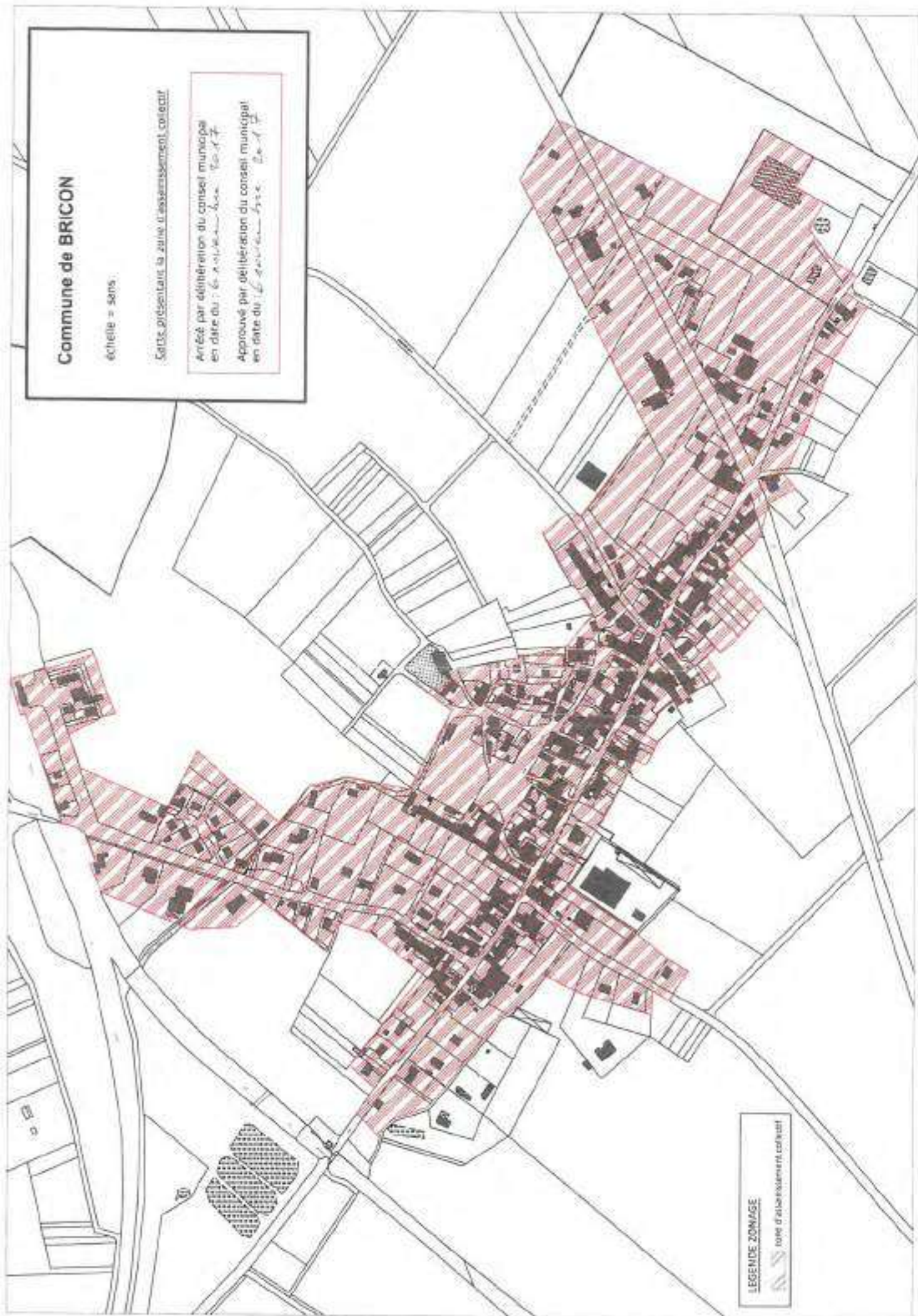
Cette présente la zone d'assainissement collectif

Arrêté par délibération du conseil municipal  
en date du : 26 mai 2006

Approuvé par délibération du conseil municipal  
en date du : 26 mai 2006

LEGENDE ZONAGE

zone d'assainissement collectif



République Française  
\*\*\*\*\*  
Département de la Haute-Marne

**DELIBERATION**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Commune de Bricon**  
\*\*\*\*\*  
**SEANCE DU 06 NOVEMBRE 2017**

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	8	8 + 1 pouvoir

Date de convocation
30 octobre 2017

Date d'affichage
30 octobre 2017

L'an deux mille dix-sept, le six novembre à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Franck DUHOUX**, maire.

**Présents** : Brigitte BOURGEOIS, Gilles COLLIER, Christelle DEVITRY, Franck DUHOUX, Franck FABRE, Roger GALAN, Etienne HENRY, Jean-Claude PAPERIN,

**Absents** : Aline BIENAIME, Patrick CHECCHI.

**Représentés** : Adeline BICHOTTE par Christelle DEVITRY.

**Madame Christelle DEVITRY** a été nommée secrétaire

**Objet : Zonage d'assainissement - Validation de la zone retenue pour réaliser le dossier de zonage**

**N° de délibération : 031\_2017**

Suite au report de la décision lors du conseil municipal du 12 octobre 2017, et après la réunion de travail du 17 octobre 2017 avec les différents organismes et prestataires, monsieur le Maire présente au conseil le plan de zonage d'assainissement modifié suivant ses remarques.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré valide à l'unanimité la zone retenue pour réaliser le dossier de zonage, dans le cadre du scénario 1 qui lui avait été précédemment été proposé (Scénario 1 : respect du caractère strict du réseau séparatif séparation des eaux pluviales des eaux usées, déconnexion des organes de prétraitement type fosse septique ou bac à graisses raccordement au réseau de l'ensemble des eaux usées d'une habitation).

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Pour extrait conforme  
Le maire, Franck DUHOUX

Le Maire



Franck DUHOUX

Ce document a été signé électroniquement  
sous sa forme originale le 21/11/2017 à 12:45:10  
Référence : 192a55746895e79e194d1e0d6a23b1c355



République Française  
\*\*\*\*\*  
Département de la Haute-Marne

**DELIBERATION**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Commune de Bricon**  
\*\*\*\*\*  
**SEANCE DU 19 JUIN 2018**

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Volants
11	7	7 + 2 pouvoirs

Date de convocation  
13 juin 2018

Date d'affichage  
14 juin 2018

L'an deux mille dix-huit, le dix-neuf juin à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Franck DUHOUX**, maire,

**Présents** : Brigitte BOURGEOIS, Patrick CHECCHI, Gilles COLLIER, Christelle DEVITRY, Franck DUHOUX, Franck FABRE, Jean-Claude PAPERIN.

**Absents** : Aline BIENAIME, Etienne HENRY.

**Représentés** : Adeline BICHOTTE par Christelle DEVITRY, Roger GALAN par Gilles COLLIER.

**Madame Christelle DEVITRY** a été nommée secrétaire

**Objet : Approbation du plan de zonage de l'assainissement**

**N° de délibération : 2018\_018**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-8, L. 2224-10 et R. 2224-7 à R. 2224-9

Vu le du code de l'environnement, et notamment les articles R.123-23 à R.123-6

Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 2017 proposant le plan de zonage de l'assainissement ;

Vu l'arrêté municipal du 6 février 2018 soumettant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique ;

Vu les conclusions du Commissaire Enquêteur (avis favorable avec une recommandation) ;

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente.

- dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.10 et R 123.12 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux.

- dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :

- à la mairie de Bricon aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.
- à la Préfecture de Haute-Marne.

- dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Pour extrait conforme  
Le maire, Franck DUHOUX

(e) Maire



Franck DUHOUX

Ce document a été signé électroniquement  
sous sa forme originale le 26/06/2018 à 07:55:49  
Référence : 60608d2c715f5c44cc6e9e44080aa7c73fb





Assainissement – Eau – Sol – Environnement

**Commune de LAFERTE-SUR-AUBE**  
**REHABILITATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT**  
**COMMUNAL**

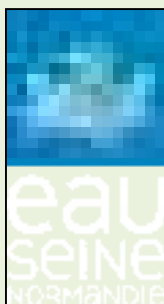
**AVANT-PROJET**



**Août 2021**

Maître d'ouvrage :	Commune de Laferté-sur-Aube
Assistant Maître d'ouvrage :	Conseil Départemental de la Haute-Marne
Maître d'œuvre :	SCOP ARL SOLEST Environnement

Partenaires techniques et financiers :



# SOMMAIRE

page

<b>1</b>	<b>- OBJECTIF DE L'AVANT-PROJET</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>- RAPPEL DU CONTEXTE</b>	<b>5</b>
2.1.	LA COMMUNE.....	5
2.2.	HYDROGRAPHIE.....	6
2.3.	MILIEU NATUREL.....	8
2.4.	OCCUPATION DES SOLS.....	9
2.5.	RISQUES SUR LA COMMUNE.....	9
2.6.	PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE AEP.....	10
2.7.	URBANISME ET HABITAT.....	11
2.8.	LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT.....	12
2.9.	LES EAUX CLAIRES PARASITES.....	13
<b>3</b>	<b>- RAPPEL DES INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES REALISEES DANS LE CADRE DU SCHEMA DIRECTEUR</b>	<b>14</b>
<b>4</b>	<b>- INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES REALISEES DANS LE CADRE DU PROJET DE TRAVAUX</b>	<b>16</b>
4.1.	LEVE TOPOGRAPHIQUE.....	16
4.2.	ÉTUDE GEOTECHNIQUE.....	17
<b>5</b>	<b>LES CONTRAINTES DU PROJET DE TRAVAUX</b>	<b>19</b>
5.1.	LA CIRCULATION ROUTIERE.....	19
5.2.	LES TRAVAUX SOUS VOIRIE DEPARTEMENTALE.....	19
5.3.	LES DECLARATIONS DE TRAVAUX (DT).....	20
5.4.	LA CONSERVATION DU RESEAU EXISTANT PENDANT LES TRAVAUX.....	20
5.5.	LA NATURE DES CANALISATIONS EXISTANTES EN AMIANTE.....	20
5.6.	LA TRAVERSEE DE L'AUBE.....	24
<b>6</b>	<b>- TRAVAUX SUR LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT</b>	<b>26</b>
6.1.	CREATION D'UN RESEAU SEPARATIF - TRAVAUX EN TRANCHEES.....	26
6.2.	CREATION D'UN RESEAU UNITAIRE - TRAVAUX EN TRANCHEES.....	27
6.3.	REHABILITATION DU RESEAU EXISTANT - TRAVAUX SANS TRANCHEES.....	27
6.4.	REHABILITATION EN TRANCHEES.....	30
6.5.	OUVRAGES PARTICULIERS.....	31
6.6.	CREATION D'UN RESEAU DE TRANSFERT.....	34
<b>7</b>	<b>LE SITE DE TRAITEMENT</b>	<b>37</b>
7.1.	LOCALISATION DU SITE DE TRAITEMENT.....	37
7.2.	NATURE ET QUANTITE D'EAUX USEES A TRAITER.....	38
7.3.	NIVEAU D'EXIGENCE DE TRAITEMENT.....	39
7.4.	PRINCIPE EPURATOIRE DES FILTRES PLANTES DE ROSEAUX.....	40
7.5.	CONCEPTION DE LA FILIERE DE TRAITEMENT.....	42
<b>8</b>	<b>- L'ASPECT REGLEMENTAIRE</b>	<b>47</b>
	<b>(REJET D'EAUX EPUREE DANS LE MILIEU RECEPTEUR)</b>	<b>47</b>
8.1.	ZONE HUMIDE.....	47
8.2.	IMPACT SUR LE MILIEU RECEPTEUR - DOSSIER LOI SUR L'EAU.....	47
<b>9</b>	<b>- RACCORDEMENT DES HABITATIONS AU RESEAU DE COLLECTE</b>	<b>48</b>
<b>10</b>	<b>- MISE EN CONFORMITE DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS</b>	<b>50</b>
<b>11</b>	<b>- COUT DES TRAVAUX EN DOMAINE PUBLIC</b>	<b>51</b>
<b>12</b>	<b>- COUT DES TRAVAUX EN DOMAINE PRIVE</b>	<b>52</b>
<b>13</b>	<b>- PLAN DE FINANCEMENT ET IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU</b>	<b>53</b>
13.1.	SUBVENTIONS.....	53
13.2.	IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU.....	54
13.3.	COUT D'EXPLOITATION.....	55
13.4.	RECAPITULATIF.....	59
<b>14</b>	<b>- VALIDATION DES CHOIX DU MAITRE D'OUVRAGE</b>	<b>60</b>

## **PLANS**

- 1- Plan AVP - partie NORD
- 2- Plan AVP - partie SUD
- 3- Plan AVP – réseau de transfert – solution 1
- 4- Plan AVP – réseau de transfert – solution 2
- 5- Plan de la coupe du pont du canal de dérivation

## **ANNEXE**

- 1- Rapport de carottage d'amiante



## 1 - OBJECTIF DE L'AVANT-PROJET

Suite à l'étude du Schéma Directeur d'Assainissement de la commune de LAFERTÉ-SUR-AUBE mené en 2016-2017 par le bureau d'étude SOLEST ENVIRONNEMENT, un programme de travaux a été arrêté.

Le périmètre de l'étude comprend le territoire communal, aussi bien en domaine public qu'en domaine privé.

**Les travaux prévus** consistent en :

- sur le domaine public : création d'un réseau séparatif eaux usées, de tronçons de réseau pluvial, réhabilitation de tronçons de réseau séparatif existants (chemisage), remplacement de regards et tampons, création d'une unité de traitement.
- sur le domaine privé : mise en conformité les habitations raccordées au réseau ainsi que celles situées en zone d'assainissement non collectif

La phase d'Avant-Projet (AVP) s'appuiera sur ce Schéma Directeur (diagnostic du réseau, enquêtes parcellaires et proposition de travaux) ainsi que sur l'analyse des études complémentaires (levé topographique, étude géotechnique) qui ont été réalisées cette année.

**Les objectifs** de cette phase sont de :

- **déterminer la faisabilité des solutions projetées** (nature des travaux envisagés, entretien des ouvrages...) ;
- **définir et localiser les contraintes** du projet ;
- **présenter les travaux supplémentaires éventuels** non prévus au marché ;
- **affiner l'estimation prévisionnelle** des travaux en distinguant les différentes catégories de travaux ;
- **estimer l'impact sur le prix de l'eau** des travaux projetés et définir un plan de financement ;
- **définir un planning prévisionnel**

**Pour rappel, les enjeux de ce projet sont multiples :**

- **Aspect environnemental** : limiter l'impact du réseau d'assainissement sur les masses d'eau en présence (l'Aube et son canal de dérivation) afin d'assurer un bon état écologique et chimique
- **Aspect sanitaire**
- **Aspect réglementaire** : la conformité du réseau d'assainissement est définie dans un cadre légal (code de l'environnement, code général des collectivités territoriales, arrêté du 21 juillet 2015) exigeant une mise à niveau du réseau d'assainissement de Laferté-sur-Aube
- **Aspect économique** : les solutions proposées doivent constituer des solutions viables et économiquement réalistes pour le maître d'ouvrage

## 2 - RAPPEL DU CONTEXTE

### 2.1. LA COMMUNE

Le village de Laferté-sur-Aube est situé à 25 km à l'ouest de Chaumont, le chef-lieu du département de la Haute-Marne.

Laferté-sur-Aube est rattaché à la Communauté de Communes des Trois Forêts.

Le territoire communal dont la superficie totale est de 32,54 km<sup>2</sup> est traversée par :

- la D396 reliant Ville-sous-Laferté à Dinteville
- la D105 permettant de rejoindre Pont-la-Ville
- l'A5 qui relie la francilienne au plateau de Langres.



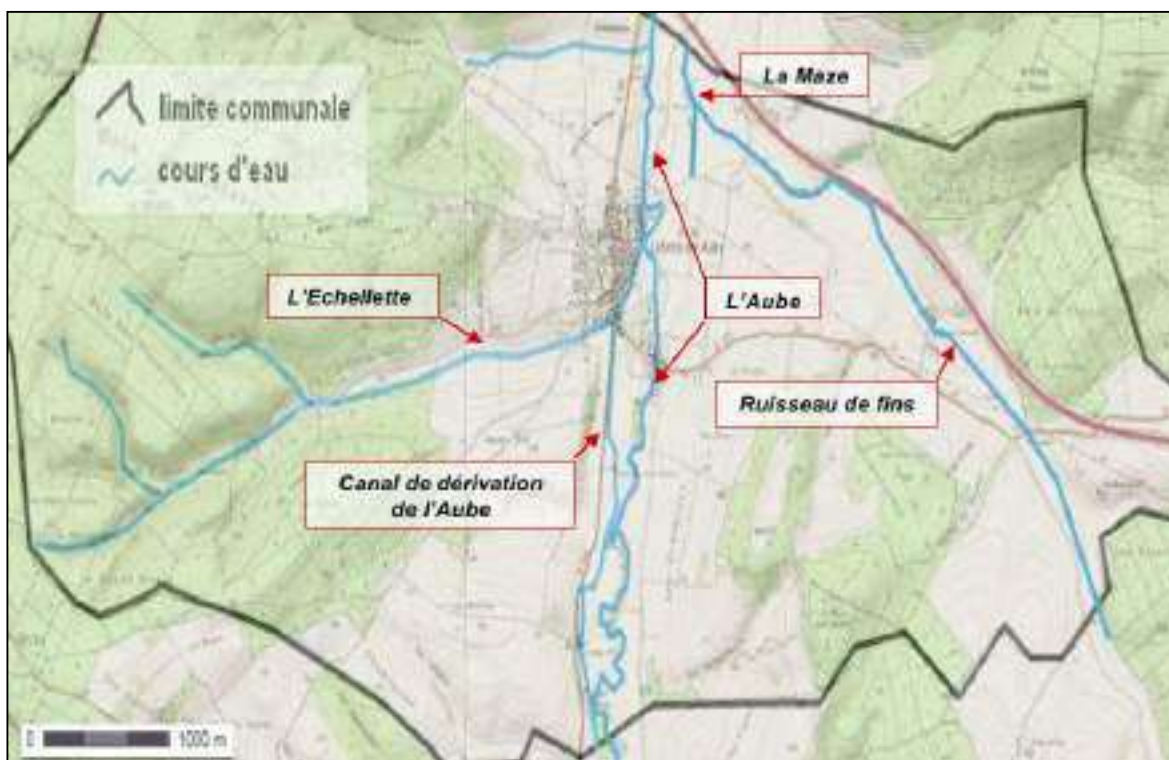
*Plan d'ensemble de Laferté-sur-Aube – Source Géoportail*

## 2.2. HYDROGRAPHIE

La commune de Laferté-sur-Aube appartient au grand bassin-versant de la Marne. La commune est traversée par plusieurs cours d'eau :

- l'Aube, prenant sa source au Mont Armet dans la forêt d'Auberive
- la rivière de La Maze, affluent de l'Aube
- le ruisseau de Fins d'une longueur de 7 km

Le territoire communal est également traversé par un canal de dérivation de l'Aube dans lequel se jette le ruisseau de l'Échelette. Ce dernier est une source venant en complément du captage (*forage de la Prairie*) afin d'assurer une alimentation en eau d'octobre à mai.



Réseau hydrographique de la commune

La commune est inscrite depuis 2015 à l'Atlas des Zones Inondable. On en recense plusieurs sur le territoire communal :

- ➔ principalement entre l'Aube et son bief de dérivation
- ➔ dans la partie basse du village qui est touchée par des crues de l'Aube lors des périodes hivernales.



Localisation des zones inondables



Laferté-sur-Aube est aussi concerné par les zones dites « sensibles » :

- ➔ Zones humides dites « Loi sur l'eau »
- ➔ Zones à dominante humide diagnostiquées aux abords des cours d'eau et des mouillères
- ➔ Boisements alluviaux



Localisation des zones dites sensibles

Les tableaux ci-dessous récapitulent les objectifs et les données connus pour les masses d'eaux superficielles et souterraines concernant la commune de Laferté-sur-Aube.

Cadre réglementaire

Masse d'eau FRHR 14 : **L'Aube**

« L'Aube, de sa source au confluent de l'Aujon (exclu) »

	Police de l'eau Police de la pêche	Programmes d'aménagement	Catégorie piscicole
Cours d'eau principal : <b>L'Aube</b>	DDT de la Haute-Marne	Pas de SAGE <sup>(1)</sup> , Pas de contrat de rivière	1 <sup>ère</sup> catégorie
Cours d'eau secondaires sur le territoire communal : <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ <b>L'Echelette,</b></li> <li>➔ <b>Le ruisseau de Fins,</b></li> <li>➔ <b>La Maze,</b></li> <li>➔ <b>Le canal de dérivation de l'Aube</b></li> </ul>			

(1) : SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux



### Objectifs de qualité – Débits connus

Cours d'eau	Objectifs de qualité (SAGE Seine-Normandie <sup>(1)</sup> 2016-2021)			Qualité biologique et physico- chimique mesurée (Station de Ville- sous-Laferté)	Débits mesurés (Station de Longchamp-sur-Aujon)		
	Écologique	Chimique	Global		Moyen Qm (données 2020)	Crue Q2 (données 2020)	Étiage QMNA 5 (données 1965-2021)
L'Aube de sa source au confluent de L'Aujon (exclu) (FRHR 14)	Bon état 2015	Bon état reporté 2027 → Paramètre déclassant : HAP <sup>(2)</sup>	Bon état reporté 2027	Lessivage pesticides	7,44 m³/s	59,3 m³/s	0,47 m³/s

<sup>(1)</sup> SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

<sup>(2)</sup> HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques : molécules chimiques toxiques analysées sur eaux brutes, sédiments ou matières en suspension

## 2.3. MILIEU NATUREL

On recense trois sites classés ZNIEFF et une zone d'importance pour la conservation des oiseaux concernant le territoire de Laferté-sur-Aube.

**ZNIEFF** : Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

L'inventaire des ZNIEFF, lancé en France en 1982 et réactualisé depuis, localise et décrit les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique.

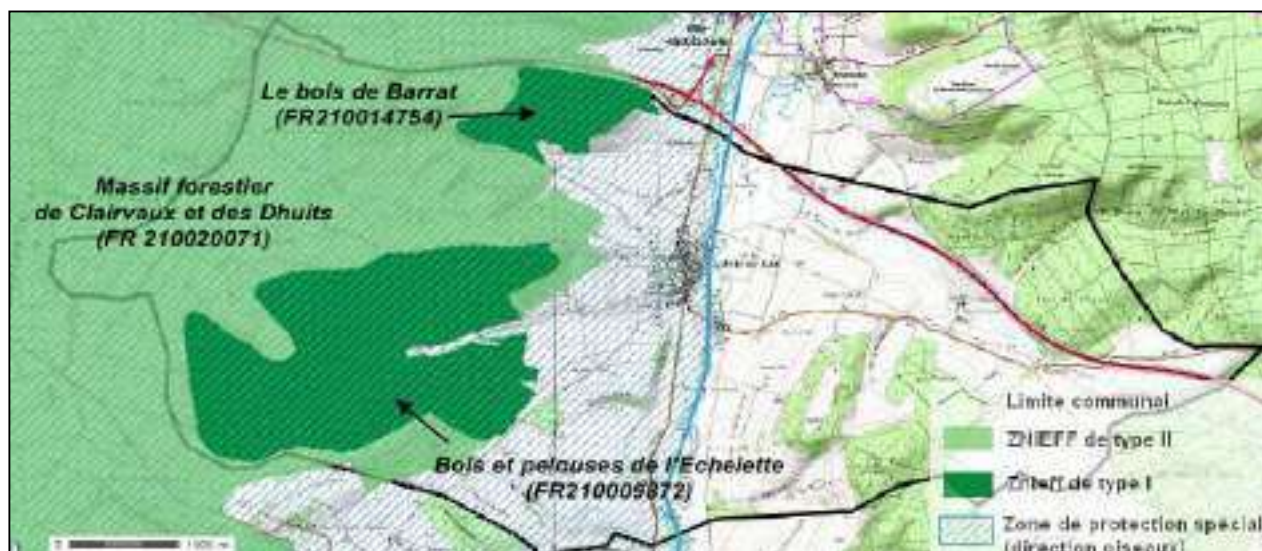
Les ZNIEFF de type I correspondent à des zones d'intérêt biologique remarquable au titre des espèces ou des habitats de grande valeur écologique.

Les ZNIEFF de type II sont constituées de grands ensembles naturels, riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Espaces naturels particuliers concernant ou touchant le territoire communal (source DREAL)

ZNIEFF type I	BOIS ET PELOUSES DE L'ÉCHELETTE À L'OUEST DE LAFERTÉ-SUR-AUBE (FR210009872)
ZNIEFF TYPE I	LE BOIS DE BARRAT À LAFERTÉ-SUR-AUBE ET VILLE-SOUS-LAFERTÉ (FR210014794)
ZNIEFF DE TYPE II	MASSIF FORESTIER DE CLAIRVAUX ET DES DHUITS (FR 210020071)
ZPS	BARROIS ET FORÊT DE CLAIRVAUX (FR 2112010)

Milieux naturels intéressants sur la commune





## 2.4. OCCUPATION DES SOLS

Le village de Laferté-sur-Aube s'inscrit dans un territoire partagé entre agriculture et zone forestière. Le massif forestier représente 1 750 ha et couvre Laferté-sur-Aube à plus de 54 %.

Proportion des types de couvertures	
Forêts	54 %
Terres arables	43,8 %
Prairies	3 %
Zones urbanisées	0,92 %

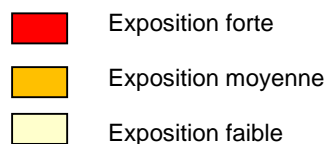
## 2.5. RISQUES SUR LA COMMUNE

Deux risques sont recensés sur la commune qui sont liés :

- aux phénomènes de retrait et de gonflement des sols argileux :



Légende :



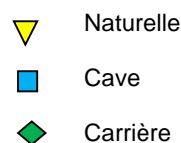
Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

Phénomènes de retrait et de gonflement des sols  
(Source BRGM, Géorisque)

- aux cavités souterraines :



Légende :



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'Homme.

La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

Cavités souterraines  
(Source BRGM, Géorisque)

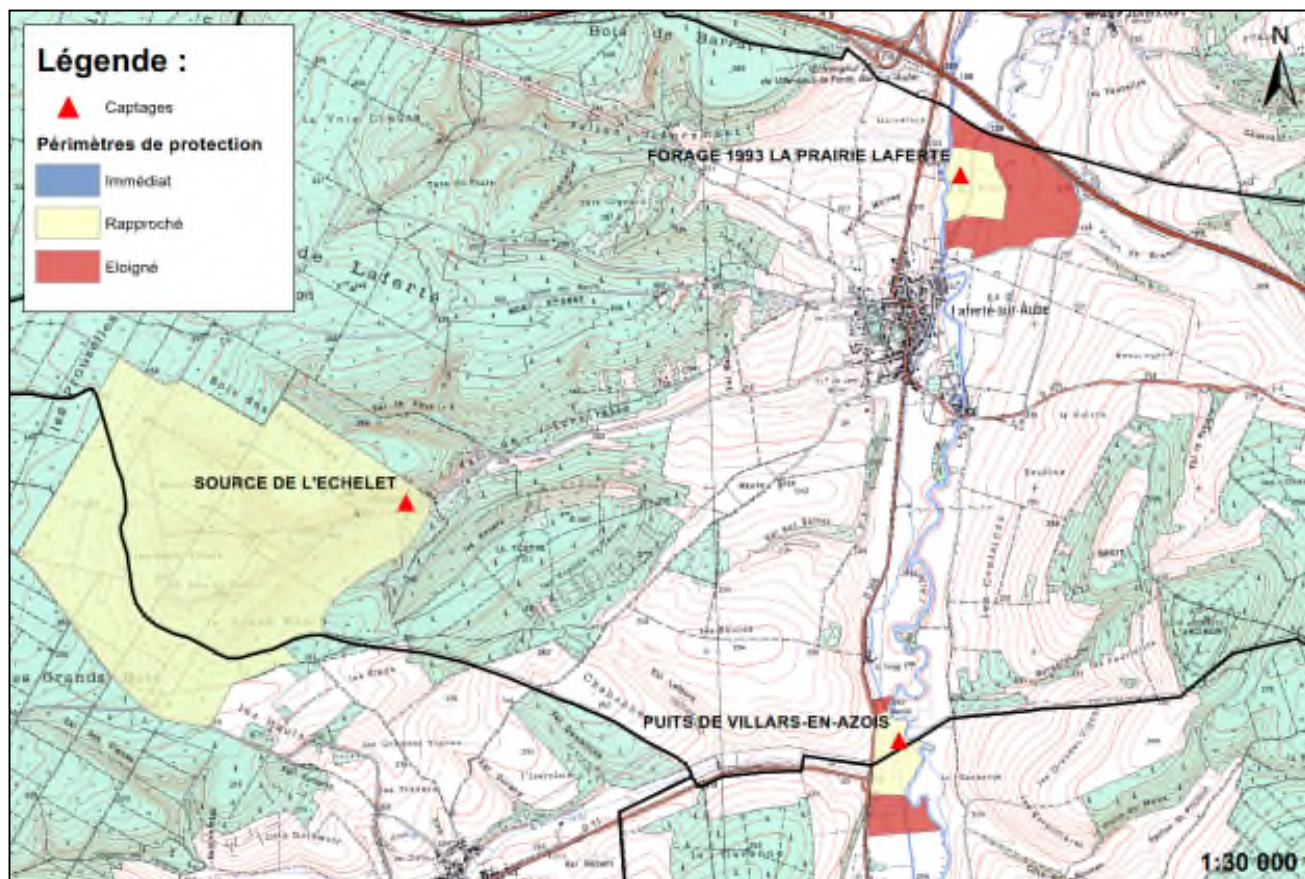


## 2.6. PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DE CAPTAGE AEP

L'alimentation en eau potable de la Commune de Laferté-sur-Aube est assurée en régie communale par le Forage de la Prairie et par la source de l'Échelette.

Le forage de la Prairie dispose d'un périmètre de protection immédiat, rapproché et éloigné, tandis que la source de l'Échelette ne dispose seulement d'un périmètre de protection rapproché.

*Périmètre de protection des captages AEP et périmètres de protection associés (Source ARS)*



### Distribution d'eau potable

Le réseau d'eau potable avait un rendement de l'ordre de 66 % en 2014.

La consommation domestique totale annuelle en eau potable en 2019 était de l'ordre de 16 651 m<sup>3</sup> (la consommation domestique de 2020 semble anormalement haute : 20 039 m<sup>3</sup>) et le prix de l'eau (en 2020) de **1,10 € HT/m<sup>3</sup>** (et **0,22 € HT/m<sup>3</sup>** pour la redevance AESN).

Les dernières données communiquées par la mairie de LAFERTE-SUR-AUBE font état d'une augmentation de la consommation entre 2018 et 2019 avant d'augmenter de manière importante en 2020.

Consommation AEP	2018	2019	2020
Domestique (m <sup>3</sup> )	15 731	16 651	20 039 (*)

(\*) augmentation importante entre 2019 et 2020 qui serait, a priori, liée à l'importante sécheresse de l'été.

Les coûts d'investissement et d'exploitation liés aux travaux d'assainissement collectif doivent être inscrits au budget « eau – assainissement » de la commune puis répercutés sur l'utilisateur sous forme d'augmentation du prix de l'eau et/ou mise en place d'un abonnement annuel.



Données relatives au prix de l'eau à Laferté-sur-Aube :

	2020
<b>Consommation totale</b>	20 039 m <sup>3</sup> Soit 55 m <sup>3</sup> /an/habitant Soit 157 l/j/habitant
<b>Prix de l'eau potable</b>	1,10 € HT/m <sup>3</sup>
<b>Redevance pour pollution d'origine domestique (AESN)</b>	0,22 € HT/m <sup>3</sup>
<b>Abonnement compteur</b>	20 € HT

## 2.7. URBANISME ET HABITAT

La population a eu tendance à diminuer ces 50 dernières années.

*Evolution de la population de Laferté-sur-Aube (source : INSEE)*

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population	537	480	410	428	375	361	361	331

Le village de Laferté-sur-Aube apparaît relativement bien groupé au niveau de son bourg. On constate un pourcentage élevé de résidences secondaires et de logements vacants.

Les écarts sont au nombre de 10 à savoir :

- 1 habitation au 2 Chemin de la Vigne aux Cannes,
- 3 habitations aux 2,4, et 6 Chemin de Silvarouvres,
- 1 habitation Ferme de Varency,
- 2 habitations aux 8 et 10 rue de l'Orme,
- 2 habitations aux 3 et 5 rue du Général de Gaulle.
- 1 habitation au lieu-dit La Forge.

Localisation des écarts habités





*Evolution des types de logement entre 1990, 2017 et 2020 (source : INSEE et commune)*

	Données INSEE 1990		Données INSEE 2017		Données communales 2020	
Résidences principales	178	71,2 %	160	64,7 %	153	62,7 %
Résidences secondaires et logements occasionnels	40	16 %	39	15,7 %	50	20,5 %
Logements vacants	32	12,8 %	48	19,6 %	41	16,8 %
<b>Total</b>	<b>250</b>	<b>100 %</b>	<b>247</b>	<b>100 %</b>	<b>244</b>	<b>100 %</b>

Selon les données INSEE de 2017, il y aurait environ 160 résidences principales, soit un taux d'occupation moyen de 2,1 personnes par foyer. Avec 39 résidences secondaires, la variabilité saisonnière est forte. On dénombre 48 habitations vacantes (encore habitables ou réhabilitables).

**Pour rappel, la commune de LAFERTE-SUR-AUBE dispose d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du conseil municipal du 9 février 1990.**

**Une évolution de la population est à envisager ainsi qu'une extension des lotissements.**

## 2.8. LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

Le village dispose d'un réseau d'assainissement unitaire de 2 760 ml qui collecte à la fois les eaux pluviales (de chaussées et de toitures) et les eaux usées domestiques. Les canalisations sont en majorité en béton, même si certaines parties sont en PVC.

Trois dessableurs sont présents :

- au croisement de la rue du Général de Gaulle et de la D396
- après le regard de la rue Maugé
- juste avant l'exutoire rue des Frères Bilette

Aucune station de traitement n'est présente sur le territoire communal.

Réseau d'assainissement - LAFERTÉ-SUR-AUBE	
<b>Caractéristiques du réseau</b>	<p>Réseau du village : <b>2 760 mètres linéaires (ml)</b>.</p> <p>1 type de réseaux : <b>Réseau unitaire (eaux pluviales + eaux usées)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>en béton</b> : en béton diamètre 250 à 400 mm dans la très grande majorité des rues du village.</li> <li>- <b>en PVC</b> : en PVC diamètre 250 à 400 mm dans le Lotissement de la Maladière, Rue du Moulin et un tronçon de 10 mètres sur la Route de Troyes.</li> </ul>
<b>Exutoires</b>	<p>5 exutoires : les eaux usées rejoignent l'Aube, soit directement pour une partie du réseau, soit par l'intermédiaire d'un canal de dérivation pour 4 exutoires.</p> <p>De nombreuses habitations rejettent tout ou en partie leurs eaux usées dans des puits perdus.</p>
<b>État du réseau</b>	<p>L'inspection caméra a montré globalement un « état moyen » du réseau mais certains tronçons sont très détériorés. Cependant, l'inspection nocturne n'a identifié aucune arrivée d'eaux claires parasites.</p> <p>Le dimensionnement du réseau semble correct ; aucun dysfonctionnement notable n'a été recensé.</p>



## 2.9. LES EAUX CLAIRES PARASITES

Une inspection nocturne a été réalisée le 16 février 2021 de 3h30 à 6h30.

L'objectif était de localiser les endroits présentant des Eaux Claires Parasites (ECP). L'étude s'est déroulée en condition de nappe haute : même s'il ne pleuvait pas à ce moment-là, quelques millimètres de pluie étaient tombés les heures précédentes.

Les regards avals de chaque bassin versant ont été ouverts, puis les techniciens ont remonté le réseau vers les regards amont.

→ **Chaque regard ouvert était sec, aucune ECP n'a été recensée.**

On peut donc en conclure que la pluie tombée quelques heures auparavant a été très rapidement évacuée par le réseau.



*Regard sec*



*Exutoire du déversoir d'orages 1*



*Regard sec présentant plusieurs arrivées*



*Mesure de débit avec un courantomètre*

### En résumé :

**Sur la commune de Laferté-sur-Aube** : l'assainissement collectif est constitué d'un réseau unitaire et l'ensemble des eaux usées est rejeté soit dans l'Aube directement ou par le biais de son canal de dérivation, soit dans des puits perdus.

**Le diagnostic a mis en lumière un réseau globalement en état moyen, présentant quelques dalots et dégradé à certains endroits.** Cependant aucune eau claire parasite n'est recensée au village



### **3 - Rappel des investigations complémentaires réalisées dans le cadre du schéma directeur**

#### **L'INSPECTION TÉLÉVISÉE (ITV)**

- L'inspection télévisée a été réalisée sur l'ensemble du réseau à l'exception des tronçons de réseau non réutilisables (dalots en pierre) et des tronçons non inspectables et présentant des défauts divers (branchement pénétrant, dépôt de gravier) soit un total de 863 ml.
- De nombreuses fissures, notamment au Lotissement de la Maladière et de la rue de Verdun ont été constatées.
- Différents problèmes ont été recensés au Lotissement de la Maladière : dépôt important de béton, effondrement partiel, fissures importantes, racinelles, flache...

#### **BILAN DE POLLUTION**

Les analyses physico-chimiques n'ont pas permis de mettre en évidence de manière significative l'incidence des rejets domestiques non traités des habitations sur les milieux récepteurs constitués par l'Aube et son canal de dérivation. Cependant, l'incidence du contexte agricole (secteur prédominant) a été constatée au vu de la concentration en nitrates.

Les analyses biologiques, au regard de l'I.B.G.N., traduisent au niveau du canal de dérivation, une charge en matière organique relativement stable entre les deux stations étudiées (PR1 amont et PR2 aval). Toutefois, sur l'Aube, on assiste à une augmentation significative de l'abondance absolue entre les stations PR 3 amont et PR4 aval. Le milieu subit donc un enrichissement en matière organique qui apparaît limité. Les rejets domestiques non traités des habitations de la commune peuvent en être une source potentielle.

**→ L'impact des rejets de la commune serait plus significatif si toutes les habitations étaient raccordées au réseau d'assainissement.**

#### **CAMPAGNE DE MESURES DE DEBIT**

##### **Eaux claires parasites :**

En termes d'eaux claires parasites, aucune n'a été recensée lors de l'inspection nocturne.

On en conclut que la pluie tombée quelques heures auparavant est très rapidement évacuée par le réseau.



## **LES ENQUÊTES PARCELLAIRES**

### **OBJECTIFS**

Les enquêtes parcellaires visent à :

- Définir la nature et l'état des équipements existants pour les habitations raccordées/non raccordées et également les prétraitements des entreprises avec rejet autre que des effluents domestiques ;
- Indiquer si le raccordement/la filière d'assainissement est fonctionnel(le) et conforme ;
- Le cas échéant, établir un projet de travaux, soit en réhabilitant l'existant (ajout d'éléments manquants), soit en créant un raccordement au réseau collectif, soit en créant une nouvelle filière d'assainissement non collectif pour les habitations à l'écart.

### **RÉSULTAT (réalisé lors de l'étude du zonage de 2016/2017) :**

#### **Assainissement collectif :**

→ **233 enquêtes de raccordement** ont été réalisées. **23 habitations n'ont pas pu être visitées.**

#### **Assainissement non collectif :**

10 habitations sont situées en zone d'assainissement non collectif

→ **Ci-dessous un récapitulatif des enquêtes menées par année et par nécessité d'intervention.**

	ANC		AC		TOTAL
	Conforme	Non conforme	Conforme	Non conforme	
2016/2017	1	9	9	201	220
2021			/	13	13
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>215</b>	<b>234</b>

#### **A noter :**

Il était prévu au marché du schéma directeur de 2016/2017, de réaliser 229 enquêtes parcellaires en zone collectif et 16 en zone non collectif (245 enquêtes au total). Afin de ne pas générer d'inégalité de traitement, la Commune de Laferté-sur-Aube a validé la réalisation d'enquêtes parcellaires supplémentaires (une trentaine d'habitations au maximum). Ce sont, pour la majorité, des résidences secondaires qui sont difficiles à enquêter (les propriétaires n'étant pas sur place tout le temps). Les habitations restantes sont à vendre ou vacantes.

Une boîte de branchement sera prévue pour ces habitations qui devront se raccorder dans un délai de 2 ans après la mise en service du nouveau réseau séparatif.

**Au final, seulement 14 enquêtes ont pu être réalisées en 2021 soit un total de 234 enquêtes réalisées à ce jour.**



## 4 - Investigations complémentaires réalisées dans le cadre du projet de travaux

### 4.1. LEVÉ TOPOGRAPHIQUE

#### OBJECTIF

L'objectif principal de la prestation est d'apporter les éléments altimétriques et planimétriques et de localiser les réseaux existants en vue de l'implantation de collecteurs d'assainissement sous domaine public.

#### CONTENU

La prestation consiste en :

- un levé de type "corps de rues" détaillé dans les zones où les travaux sont prévus en domaine public et en domaine privé (emprise de chaussée, élément apparents de réseaux existants, etc.)
- un relevé simplifié (dans les zones où les travaux sont prévus uniquement en domaine privé)
- un levé du terrain naturel du futur site de traitement
- un calage des levés réalisés sur le fond cadastral du village pour la réalisation des enquêtes parcellaires.

#### RÉALISATION

La prestation a été réalisée en décembre 2016 par le cabinet de géomètres CARDINAL de Langres/Chaumont et le rendu a été effectué partiellement avant les congés de Noël.

→ Notons qu'il reste à finaliser l'application cadastrale et le relevé en domaine privé.





## 4.2. ÉTUDE GÉOTECHNIQUE

### OBJECTIF

Les études géotechniques relatives aux opérations d'assainissement, ont pour objectifs essentiels :

- de déterminer la faisabilité de travaux d'assainissement au regard des conditions géotechniques,
- d'identifier les contraintes géotechniques susceptibles d'avoir une incidence sur la construction, la pérennité et les conditions d'exécution des ouvrages d'assainissement projetés,
- de fournir au maître d'oeuvre les différents paramètres permettant d'effectuer les calculs de résistance mécanique des canalisations selon les prescriptions du fascicule 70,
- de fournir au maître d'oeuvre les paramètres techniques nécessaires à la conception du projet et à la réalisation des travaux dans les conditions technico-économiques optimales : caractériser l'aptitude des sols au compactage et au blindage, définir les modalités de compactage afin de bâtir la ou les épreuves de convenance sur la base des préconisations de l'étude géotechnique,
- d'indiquer au maître d'oeuvre les possibilités de réutilisation des matériaux extraits,
- de préciser, le cas échéant, la profondeur de la nappe.

### RÉALISATION

La prestation, confiée à la société GEOTEC de Dijon, a été réalisée de décembre 2020 à février 2021 :

- **28 sondages géologiques (ST1 à ST28)** réalisés à la tarière en diamètre 63 mm, à l'aide d'une sondeuse de marque SOCOMAFOR type 50 et descendus jusqu'à une profondeur comprise entre 2.00 m et 4.00 m/TA. Ces sondages ont permis de visualiser la nature des différentes couches de sol traversées et les éventuelles arrivées d'eau.
- **1 sondage géologique (PZ1)** réalisé à la tarière en diamètre 100 mm, à l'aide d'une sondeuse de marque GEOTEC type TB175 et descendus jusqu'à une profondeur de 3.80 m/TA.
- **des analyses en laboratoire** effectuées sur des échantillons prélevés dans les sondages précédents. Elles ont consistées en la réalisation de 28 identifications GTR (Guides des Terrassements Routiers : W%, analyse granulométrique et VBS / limites d'Atterberg).

### RÉSULTAT

Les sols de **Laferté-sur-Aube au droit de la station de traitement** (sondages ST1 à ST6, ST24, ST25, PZ1) sont principalement constitués de **terre végétale argileuse marron** jusqu'à une profondeur comprise entre 0.20 m et 0.30 m/TA.

Les horizons suivant sont principalement composés de **d'argile plus ou moins limono-sableuse brune à cailloux**(classe A<sub>1</sub> selon les essais laboratoire) et de **blocs et cailloux à matrice argilo-limono-sableuse plus ou moins importante** (classe A<sub>1</sub> selon les essais laboratoire). Ces matériaux sont moyennement sensibles aux variations hydriques, peu plastiques et peuvent être +/- sensible aux phénomènes de retrait/gonflement.



Les sols de **Laferté-sur-Aube au droit du réseau de transfert** (sondages ST7 à ST9) **et du futur réseau d'assainissement** (ST10 à ST23 et ST26 à ST29) sont principalement constitués :

- **de remblais** (sous 5 cm d'enrobé) **puis d'argile graveleuse, de blocs, de graviers et/ou de sables argileux blanc-beige**, observés au droit de tous les sondages du futur réseau d'assainissement jusqu'à une profondeur comprise entre 0.50 m et 0.80 m/TA (classe B<sub>5</sub> selon les essais laboratoire).
- **d'argile brun-gris à cailloux**, observée au droit des sondages ST7 à ST9, ST16 et ST28 jusqu'à une profondeur comprise entre 0.70 m et 2.10 m/TA ; et jusqu'en fond des sondages ST19, ST21 et ST27 arrêtés à une profondeur comprise entre 2.00 et 4.00 m/TA (classe A<sub>1</sub> et B<sub>5</sub> selon les essais laboratoire).
- **de sables et graviers à matrice limono-argileuse à +/- de cailloux et blocs**, observés jusqu'en fond des sondages ST7 à ST9, ST13, ST16, ST26 et ST28 arrêtés à une profondeur comprise entre 2.00 m et 4.00 m/TA.
- **de blocs et cailloux à matrice argilo-limono-sableuse +/- importante**, observés jusqu'en fond des sondages ST10 à ST12, ST14 à ST17, ST20, ST22 et ST23 arrêtés à une profondeur comprise entre 2.00 m et 4.00 m/TA.

Les principales remarques et observation de la société GEOTEC concernant les conditions de terrassement au vu des résultats précédent sont les suivantes :

- dans les terrains meubles du site (remblais lâches et argiles), les terrassements ne poseront pas de problèmes particuliers d'extraction. Les déblais pourront être extraits à la pelle mécanique après découpe préalable des enrobés superficiels des chaussées.
- dans les terrains compacts (remblais compacts, blocs, substratum marno-calcaire...), les terrassements se feront à l'aide d'engins puissants (de type BRH, ripper, fraise hydraulique).
- compte tenu de la présence de sols sensibles à l'eau (argileux) et du risque d'éboulements des sols (remblais graveleux), les parois nues des fouilles en tranchées pourront présenter des défauts de stabilité. Ainsi, pour se prémunir de tout éboulement, il sera nécessaire de travailler par tranches courtes avec un blindage provisoire pour des hauteurs de tranchée supérieures à 1.20m. un blindage simple avec un retrait par couche avant compactage pourra être effectué.
- Il est recommandé de travailler par **temps sec et en période de basses eaux** afin de limiter les dispositions de mise hors d'eau (pompage avec exutoire adapté et dimensionné, curage des fonds de fouille, ...) et limiter les volumes d'exhaure liés aux éventuels ruissellements ou aux infiltrations ponctuelles qui viendraient se concentrer dans la fouille.





## 5 Les contraintes du projet de travaux

### 5.1. LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Les contraintes concernent principalement des voies communales à faible trafic mais également 700 ml sous voirie départementale avec un trafic plus important (Rue de Verdun, Rue du Général de Gaulle et Rue Pierre Champagne).

La gestion de la circulation sera donc à gérer principalement par la commune. Un arrêté de circulation sera à prévoir durant les travaux avec des rues où il faudra dévier la circulation.

Toutes les rues sont concernées par les travaux en tranchées exceptées le lotissement de la Maladière, la rue des Juifs, et la rue Maugé. Les axes majeurs traversant le village (Départementale D396 comprenant la rue Pierre Champagne et la rue de Verdun; et Départementale D105 comprenant la rue du Général de Gaulle) sont également concernés par des travaux en tranchées.

Les travaux de réhabilitation et/ou de création de réseau sont prévus soit sous voirie (communale ou départementale) soit sous accotement.



### 5.2. LES TRAVAUX SOUS VOIRIE DEPARTEMENTALE

Des travaux sont prévus sous des voiries départementales :

- la RD396 (Lanty sur Aube à Bar sur Aube) : rue de Verdun et rue Pierre Champagne
- la RD105 (Laferté sur Aube à Bricon) : rue du Général de Gaulle

Le pole technique de Chaumont du service du Conseil Départemental sera contacté lors de la phase suivante d'études pour l'informer des travaux à venir.

Cela permettra d'intégrer leurs prescriptions dans le projet de travaux sur la base duquel sera établi la consultation des d'entreprises.

Un convention entre le Conseil Départemental et le maître d'ouvrage sera établie par la suite pour formaliser l'acceptation du projet et les prescriptions à respecter.



### 5.3. LES DÉCLARATIONS DE TRAVAUX (DT)

#### Encombrement du sous-sol et réseaux divers

Réseaux enterrés et réseaux divers	Gestionnaire
Eau potable	Commune
Assainissement	Commune
Electricité	Enedis
Réseau d'éclairage public	SDED 52
Téléphonie / Fibre	Orange

### 5.4. LA CONSERVATION DU RÉSEAU EXISTANT PENDANT LES TRAVAUX

Le réseau devra rester fonctionnel pendant les travaux dans les secteurs où des travaux de réhabilitation de réseaux existants sont programmés et où transitent actuellement des effluents.

Un pompage des eaux usées et une dérivation des effluents sera à prévoir.

### 5.5. LA NATURE DES CANALISATIONS EXISTANTES EN AMIANTE

#### 5.5.1 Réglementation

La présence de canalisations amiante-ciment (ou éternit) qui contiennent donc de l'amiante est un élément important à prendre en compte avant et pendant la réalisation de travaux car cela entraîne des contraintes conséquentes avec un mode opératoire spécifique et bien réglementé, source de plus-value financière aussi bien pour les travaux sur les réseaux d'eaux usées que ceux sur les réseaux pluviaux.

L'objectif est donc de limiter au maximum les interventions sur des canalisations en amiante et de privilégier soit :

- le maintien en place des canalisations endommagées et de les doubler à proximité ;
- la réhabilitation sans tranchée des canalisations.



Pour toute intervention sur des canalisations en méthode traditionnelle (en tranchée), il faudra respecter le mode opératoire fixé par le code du travail en fonction de la nature des travaux et de leur classement : sous section 3 ou 4.



#### Procédure de transmission du mode opératoire aux institutions :



Dans tous les cas, l'entreprise devra se conformer à la réglementation et établir un mode opératoire et le transmettre aux services compétents :



D'après les investigations menées sur le réseau d'assainissement :

- levé topographique
- observations visuelles des principaux regards
- inspection caméra de l'ensemble des collecteurs,

**il n'y aurait pas de canalisations en amiante-ciment** en domaine public sur la commune de Laferté sur Aube.

### 5.5.2 Le repérage de l'amiante dans les chantiers de voiries

Depuis le décret du 9 mai 2017, le Code du Travail impose aux donneurs d'ordres, maîtres d'ouvrages et propriétaires de procéder à un repérage de l'amiante et des matériaux contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil. Cela passe notamment par la réalisation d'un diagnostic amiante dans les enrobés bitumineux en amont de tous travaux sur les chaussées. En effet, jusqu'en 1995, certains enrobés ont été réalisés avec des fibres d'amiante, utilisées afin d'améliorer la résistance à l'usure du revêtement.

Le diagnostic de recherche d'amiante doit donner lieu à un rapport mentionnant, le cas échéant, la présence, la nature et la localisation des matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ce document, le R.A.T. (Repérage d'Amiante avant Travaux) doit obligatoirement être joint à tout document de consultation remis aux entreprises candidates à la réalisation de l'opération, et fourni à l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux avant le démarrage du chantier, dans le but qu'elle procède à l'évaluation des risques professionnels et qu'elle ajuste les protections individuelles et collectives de ses intervenants.



Le rapport retraçant le repérage conclut **soit à l'absence soit à la présence** de matériaux ou produits contenant de l'amiante, et précise dans ce second cas, **leur nature, leur localisation et leur quantité estimée**.

#### 5.5.2.1. Le rôle du maître d'ouvrage

Dans le cadre de la préparation des travaux, c'est le maître d'ouvrage qui a la responsabilité et l'obligation réglementaire de faire réaliser la recherche d'amiante dans les enrobés et de toutes autres matières dangereuses tels que les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques). Cette recherche doit être réalisée en phase PROJET et doit permettre au maître d'ouvrage d'obtenir son R.A.T. **Ce n'est qu'après l'obtention de ce document que les travaux pourront être ordonnés**. Ce document pourra ainsi déterminer les obligations vis-à-vis de la valorisation et de l'élimination des déchets issus des travaux.

#### 5.5.2.2. Le rôle du diagnostiqueur

Le diagnostiqueur réalise les prélèvements et fait analyser les échantillons par un laboratoire d'analyses certifié **COFRAC** conformément à la norme **NF X 46-020** qui définit la méthodologie à adopter afin de repérer l'amiante.



### 5.5.2.3. Méthodologie

#### 1- Phase préparatoire

- Définition de la demande par le donneur d'ordre
- Transmission de tous les documents nécessaires à la préparation de travaux (plans, programme de travaux...)
- Désignation de l'accompagnateur par le donneur d'ordre
- Réalisation d'une inspection commune préalable
- Rédaction d'une stratégie d'échantillonnage précisant l'implantation des prélèvements et leur nombre
- Prise en charge des démarches dans le but de répondre aux obligations vis-à-vis de la DICT et des arrêtés de circulation
- Rédaction d'un plan d'intervention adapté à cette mission en prenant en compte les particularités et les besoins.



Sciage de chaussée

#### 2- Intervention terrain

- Visite de repérage du périmètre des travaux prévus
- Recherche des similitudes de couches
- Réalisation de prélèvements d'échantillons sur enrobés bitumeux avec utilisation de matériel adapté (carotteuse...) et enregistrement des coordonnées GPS de localisation
- Envoi des échantillons à un laboratoire d'analyse accrédité COFRAC

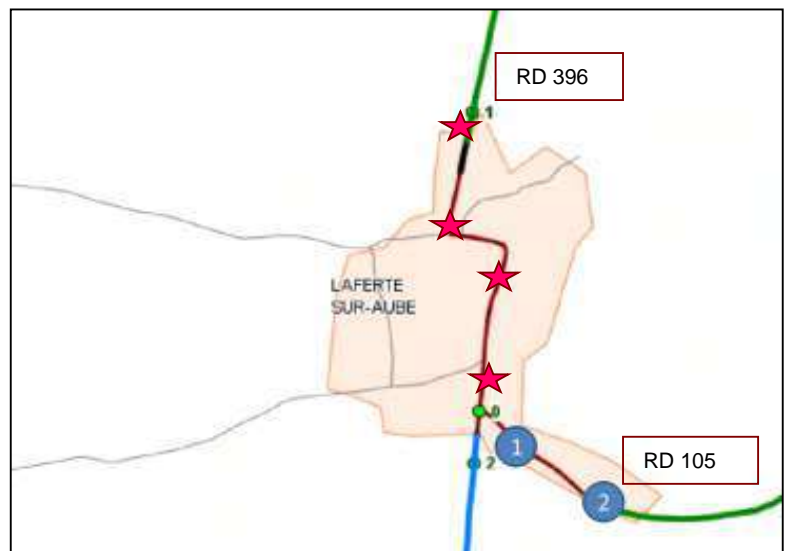
#### 3- Restitution et contenu des rapports

- Contrôle de cohérence des résultats des analyses
- Contenu du rapport :
  - Informations générales concernant le projet
  - Programme de travaux du donneur d'ordre
  - Programme et périmètre de repérage définis par l'opérateur de repérage
  - Conditions de réalisation et résultats du repérage
  - Fiches d'identification et de cotation des ouvrages
  - Plans du projet
  - Cartographie et photographie des points de prélèvements amiante et/ou HAP
  - Rapports d'essais de laboratoire
- Contrôle-qualité selon le référentiel interne avant autorisation d'émission
- Réunion de restitution du rapport auprès du donneur d'ordre et des entreprises concernées par les travaux.

#### L'amiante dans la commune :

Deux carottages nous ont été transmis par le pôle technique du Conseil Départemental. Ces derniers concernent la route départementale RD105.

N'ayant aucune donnée disponible concernant l'éventuelle présence d'amiante sur la route départementale RD 396, **3 à 4 sondages (★) devront être réalisés afin de conclure à son éventuelle présence ou absence.**





➤ Carottage n°1 :



Ce carottage d'une longueur de 45 cm est constitué sur les 5 premiers centimètres de béton bitumineux, puis se termine par de la grave ciment. Il a été réalisé au niveau du pont du canal de dérivation de l'Aube.

➔ **Cet échantillon ne contient pas d'amiante.** Cependant, l'échantillon de béton bitumineux est réactif au test Pak Marker (dosage des 16 HAP : 160 mg/kgMS)

➤ Carottage n°2 :



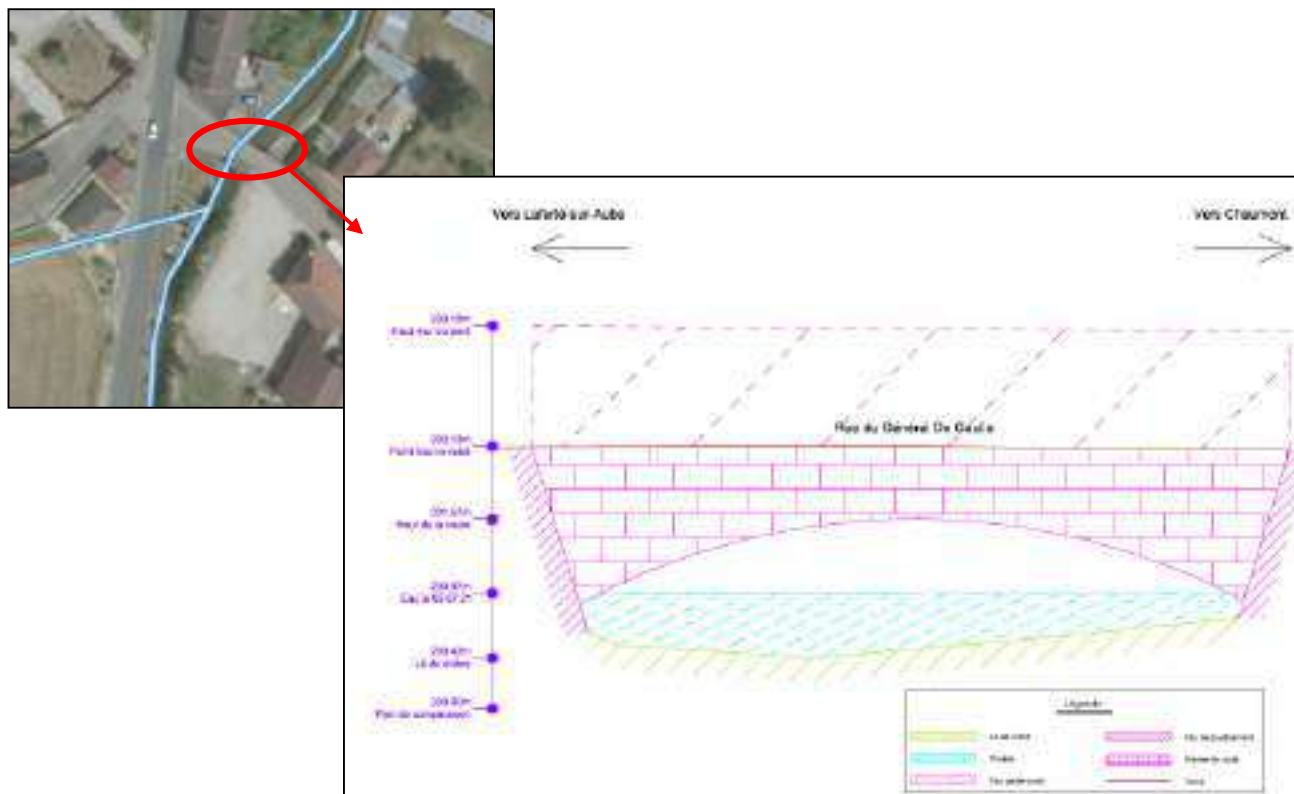
Ce carottage d'une longueur de 15 cm est composé d'ESU (Enrobé Superficiel d'Usure) sur une épaisseur d'1 cm puis se termine par du béton bitumineux.

➔ **Cet échantillon ne contient pas d'amiante.** Cependant, les 2 derniers centimètres de béton bitumineux sont réactifs au test Pak Marker mais aucun HAP n'a été dosé.



## 5.6. LA TRAVERSÉE DE L'AUBE

La traversée de l'Aube nécessitera la traversée du pont.



### Solution 1 :

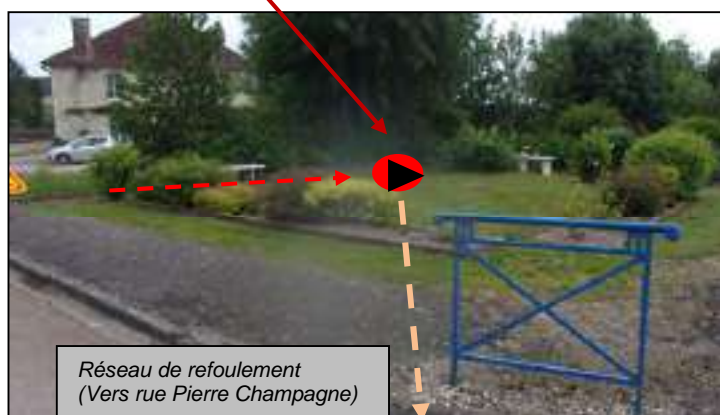
Le réseau serait posé en tranchée dans le lit du canal de dérivation puis rejoindrait le poste de refoulement (PR2) qui sera installé sur le petit terrain communal.



Vue du bas de la rue du Général de Gaulle



Passage en tranchée dans le canal de dérivation



Localisation du futur poste de refoulement



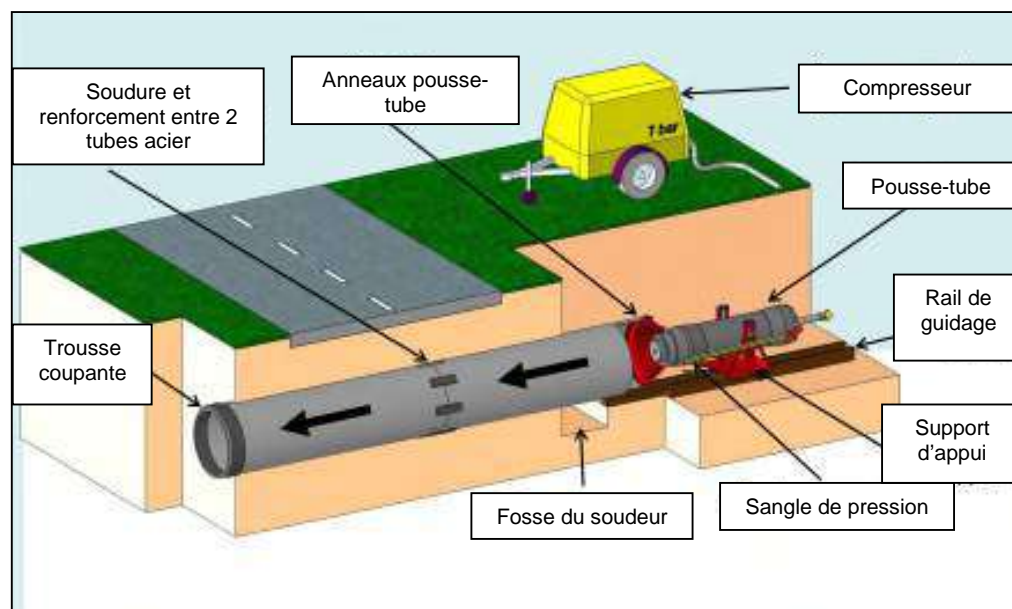
Dans le cas d'un passage en tranchée dans le lit, le canal de dérivation étant classé comme cours d'eau, une demande sera à formuler auprès de la DDT « Police de l'Eau ».

### Solution 2 :

Dans le cas d'une réponse défavorable de la DDT, il faudrait passer en fonçage sous le canal.

Cette technique sans tranchée au moyen d'un pousse-tube est une procédure majoritairement souterraine qui n'implique pas de déblayer la partie du sol située au-dessus.

- Technique rapide
- Simplicité de mise en oeuvre



Elle nécessitera tout de même de créer 2 fosses (une de départ et une d'arrivée) de part et d'autre du canal.



Localisation des 2 fosses en cas de fonçage (solution 2)



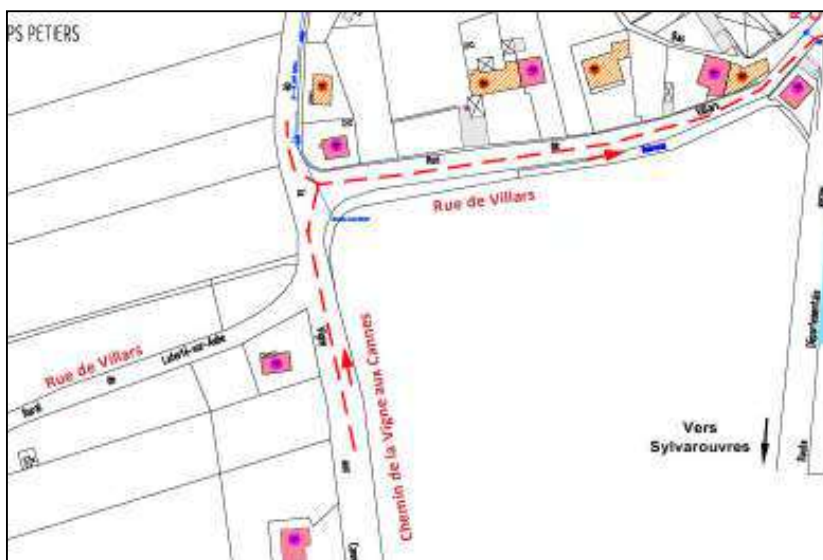
## 6 - Travaux sur le réseau d'assainissement

### 6.1. CREATION D'UN RESEAU SEPARATIF - TRAVAUX EN TRANCHEES

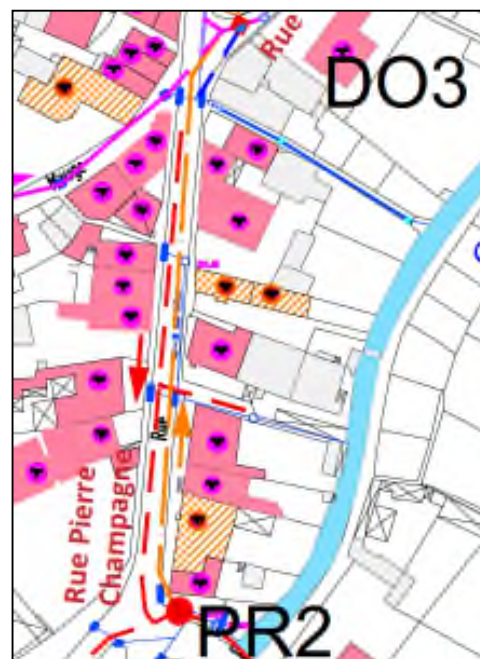
Dans plusieurs cas de figure, la création d'un réseau séparatif a été retenue par le maître d'ouvrage :

#### 6.1.1 Secteurs dépourvus de réseaux (eaux usées et pluvial) :

- Chemin de la Vigne aux Cannes/Rue de Villars (385 ml – Ø 200)
- Chemin de Tourne Feu (135 ml – Ø 200)
- Place du Château (50 ml – Ø 200)
- Rue de Verdun (280 ml – Ø 200)
- Rue de Troyes (120 ml – Ø 200)
- Rue du Moulin / Rue Pierre Marasi (425 ml – Ø 200)
- Rue du Val Pertaut / Rue Gilson (155 ml – Ø 200)
- Rue du Général de Gaulle (100 ml – Ø 200)
- Rue Pierre Champagne (205 ml – Ø 200)



Chemin de la Vigne aux cannes / Rue de Villars



Rue Pierre Champagne

#### 6.1.2 Secteurs avec réseau pluvial mais où un poste de refoulement est nécessaire :

- Rue du Général de Beurnonville (20 ml – Ø 200)
- Rue Pierre Champagne (160 ml – Ø 80)

#### 6.1.3 Secteurs après déversoir d'orages :

- Rue du Moulin (DO3 puis DO1)
- Rue du Général de Beurnonville (DO2)
- (Rue Maugé (DO4) si variante non retenue)



## 6.2. CREATION D'UN RESEAU UNITAIRE - TRAVAUX EN TRANCHEES

- Rue des Frères Billette (10 ml – Ø 200) avant de rejoindre le déversoir d'orages (DO1)
- Rue du Général de Beurnonville (20 ml – Ø 200) avant de rejoindre le déversoir d'orages (DO2)
- Rue du Moulin (35 ml – Ø 200) avant de rejoindre le déversoir d'orages (DO3)
- Rue Pierre Champagne (25 ml – Ø 200) en aval du déversoir d'orages (DO3)
- Rue de la Maladière (165 ml – Ø 200 et 105 ml – Ø 300)
  - si la variante est retenue par le maître d'ouvrage
- Variante : Rue du Moulin (105 ml – Ø 500)
  - si la création du DO3 n'est pas retenue

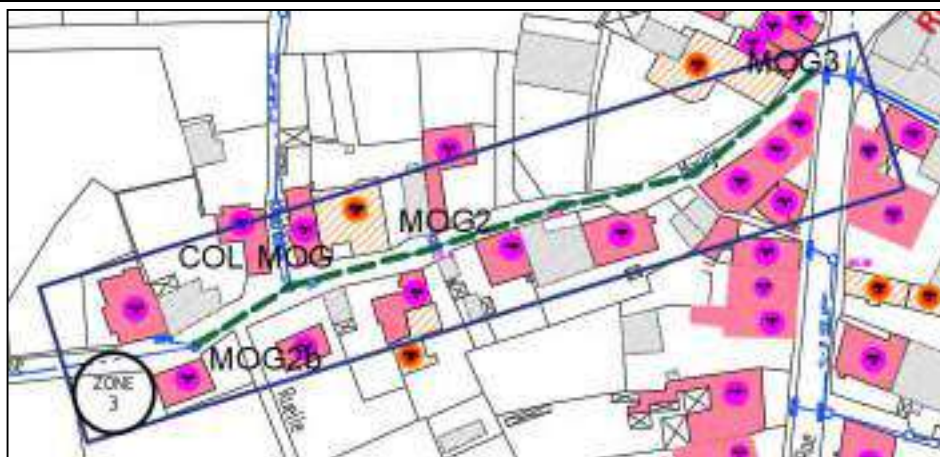
## 6.3. REHABILITATION DU RESEAU EXISTANT - TRAVAUX SANS TRANCHEES

### Chemisage



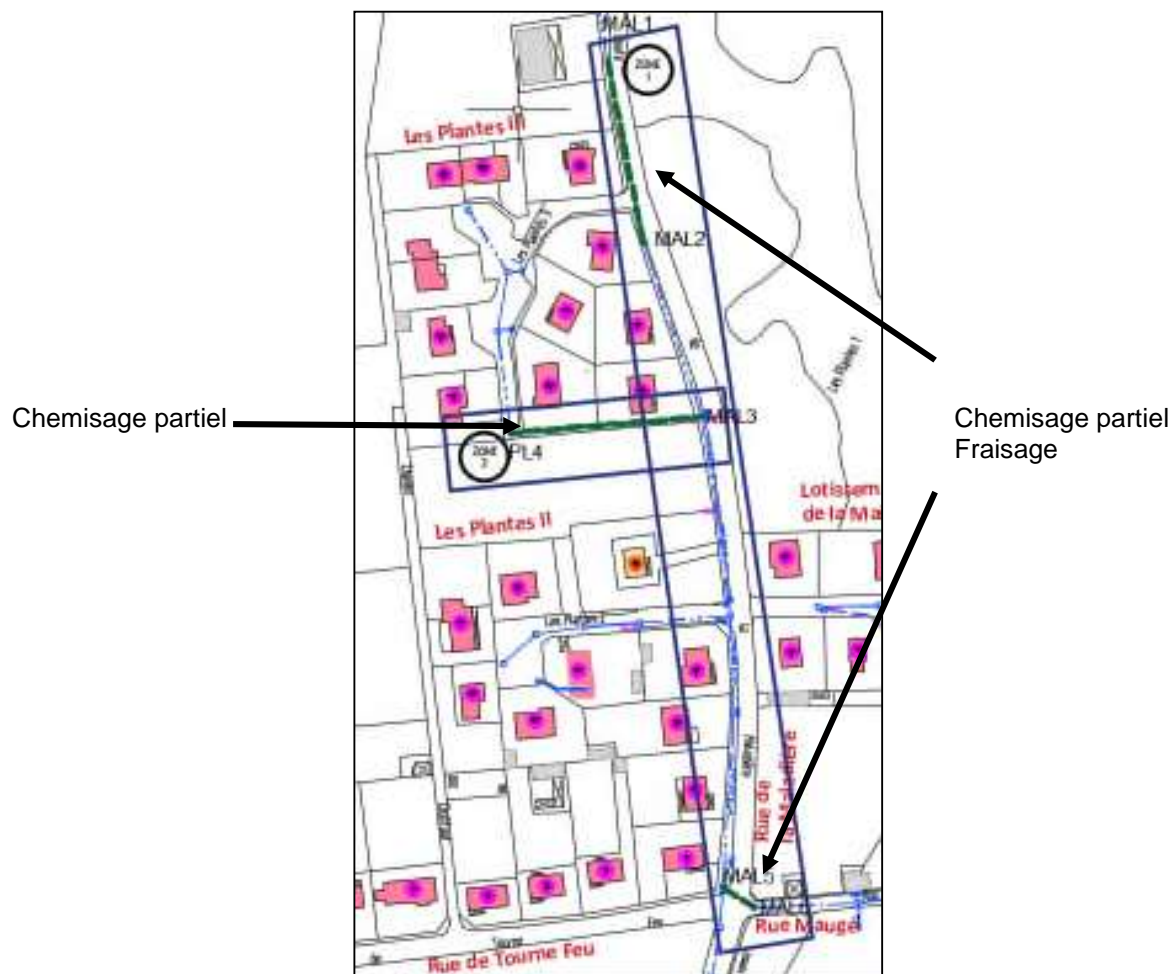
Zone de travaux	Rues	Défauts	Préconisations
Zone 1	Rue de la Maladière	Radicelles	Chemisage partiel Ø300/400 ; 6 fraisages
Zone 2	Lotissement Les Plantes III	Branchement pénétrant, joint sortis	Chemisage partiel Ø300
Zone 3	Rue Maugé	Branchement pénétrant, dépôt en radier	2 Chemisages partiels Ø300 ; 6 fraisages
Zone 4	Rue des Frères Billette	Branchements pénétrants	14 fraisages ; 1 chemisage partiel Ø300
	Rue du Moulin		
	Rue Pierre Champagne		
Zone 5	Rue de Verdun	Branchements pénétrants, dépôts en radier	Fraisage , chemisage partiel Ø300
	Rue Pierre Champagne		
Zone 6	Rue de l'Orme	Rupture	Chemisage Ø300 sur 25 ml ; fraisage
	Rue de Verdun		
Zone 7	Rue des Juifs	Branchements pénétrants	Chemisage partiel Ø500
	Rue de l'Adjudant Gilson		
TOTAL			725 ml

Rue Maugé :

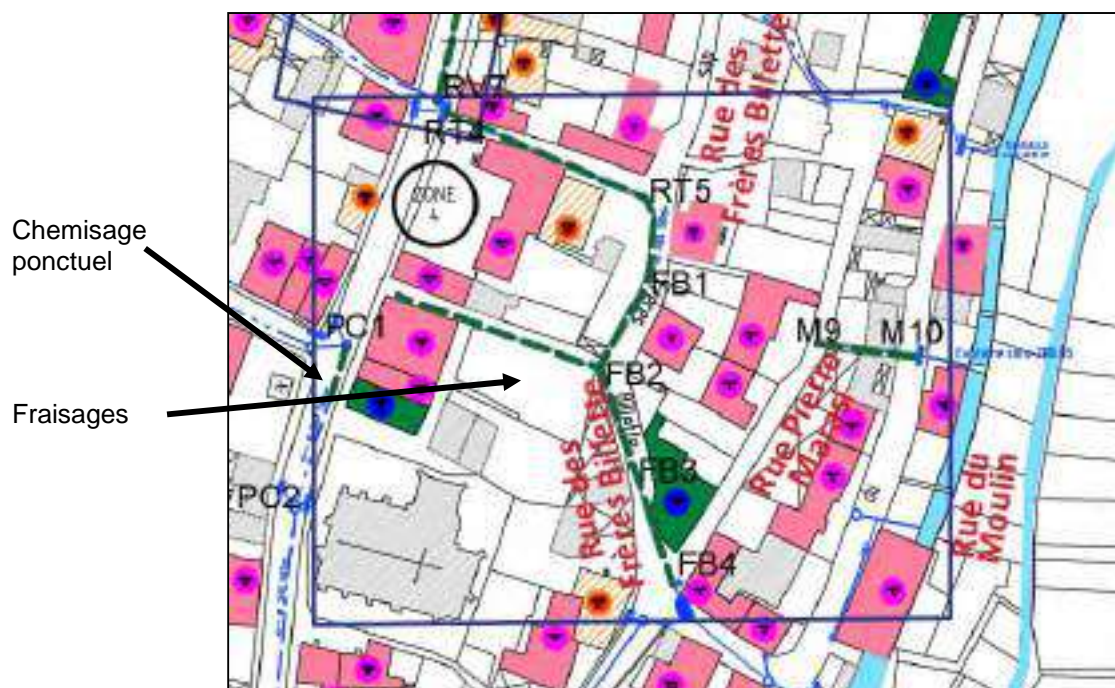




**Lotissement Les Plantes III / Rue de la Maladière :**

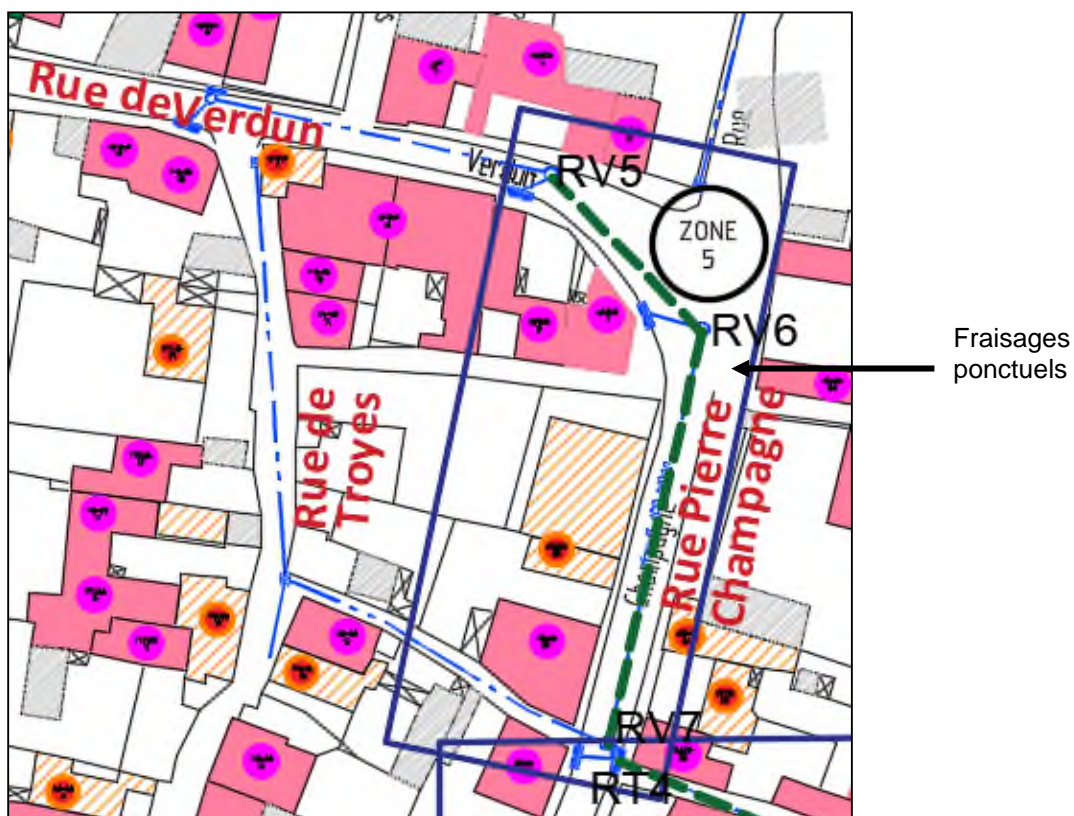


**Rue des Frères Billette / Rue du Moulin / Rue Pierre Champagne :**

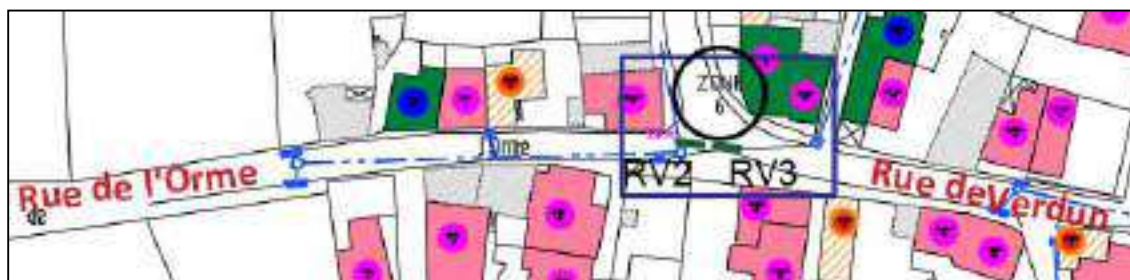




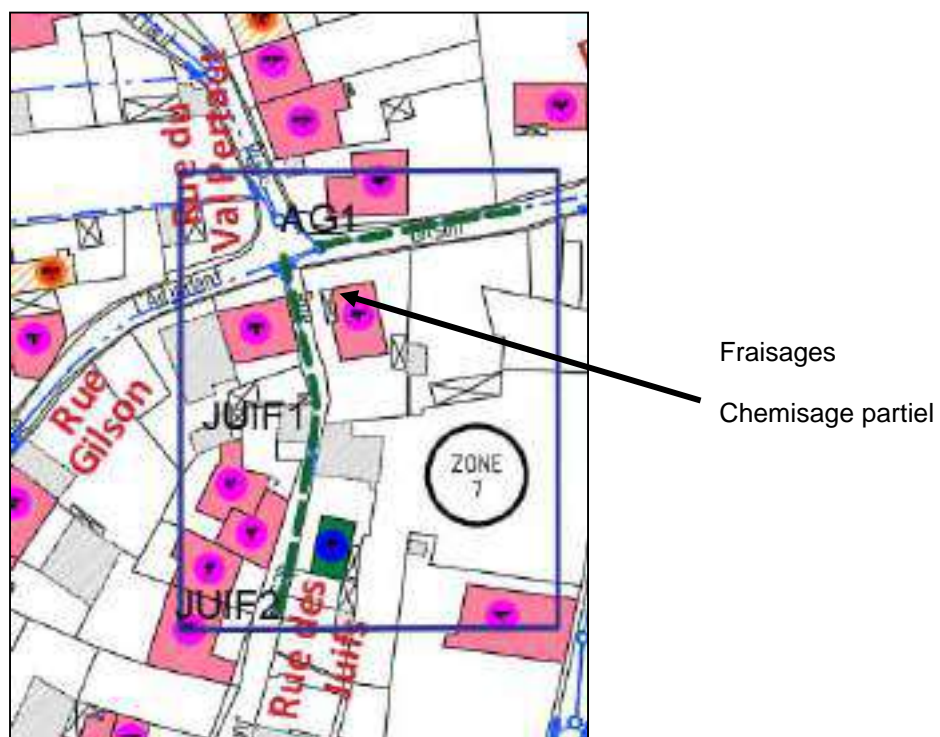
**Rue de Verdun / Rue Pierre Champagne :**



**Rue de l'Orme / Rue de Verdun :**



**Rue des Juifs / Rue de l'Adjudant Gilson :**





## 6.4. REHABILITATION EN TRANCHEES

Les travaux consistent à remplacer la partie de tronçon fortement endommagée par une nouvelle canalisation raccordée au tronçon (flaches, fissures, affaissements, écroulements/cassures, suppression de regards borgnes).

Zones	Rues	Linéaire (MI)	
Zone A	Lotissement Les Plantes II	35 ml	70 ml
	Rue de la Maladière	35 ml	
Zone B	Lotissement Les Plantes III	60 ml	130 ml
	Rue de la Maladière	70 ml	
Zone C	Rue de l'Orme	60 ml	
Zone D	Rue de Troyes	80 ml	
Zone E	Rue des Frères Billette	60 ml	
Zone F	Rue du Général de Beurnonville	40 ml	
TOTAL		440 ml	

### Rue du Général de Beurnonville :

Le réseau sera réhabilité en tranchée sur 40 ml.

Ce réseau sera raccordé en amont du déversoir d'orages (DO2) et du poste de refoulement (PR2).



### Lotissement Les Plantes II / Les Plantes III / Rue de la Maladière :

Le réseau sera réhabilité sur 95 ml de diamètre Ø200.

Concernant la rue de la Maladière, il sera réhabilité sur 105 ml de diamètre Ø200 (ou non réhabilité si le choix du maître d'ouvrage se porte sur la création d'un nouveau réseau unitaire).



### Rue de l'Orme / Rue de Troyes :

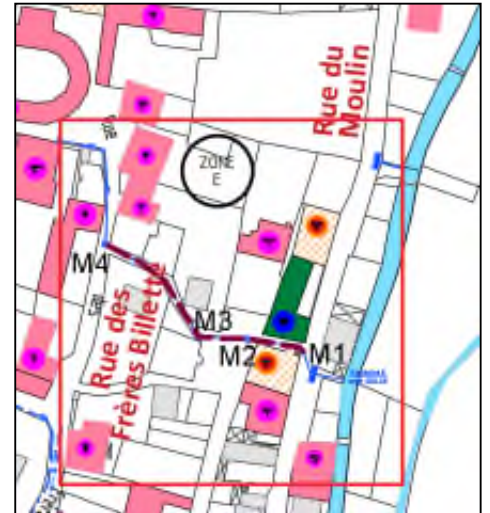
Le réseau sera réhabilité sur 60 ml de diamètre Ø200. Concernant la rue de Troyes, il sera réhabilité sur 80 ml de diamètre Ø200.





### Rue des Frères Billette :

Le réseau sera réhabilité sur 60 ml de diamètre Ø200.

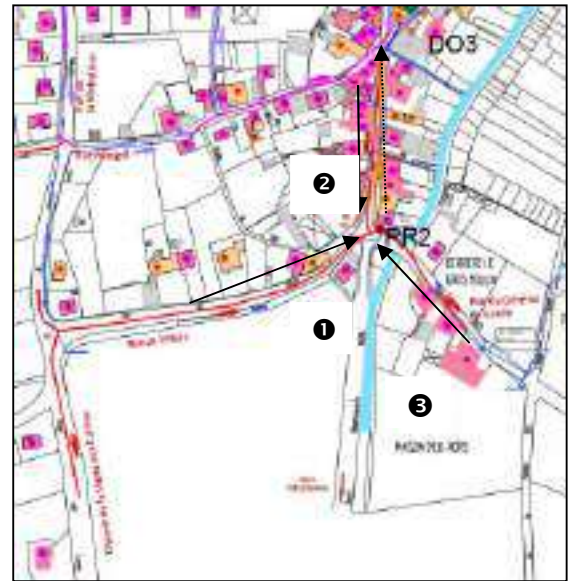


## 6.5. OUVRAGES PARTICULIERS

### Poste de refoulement :

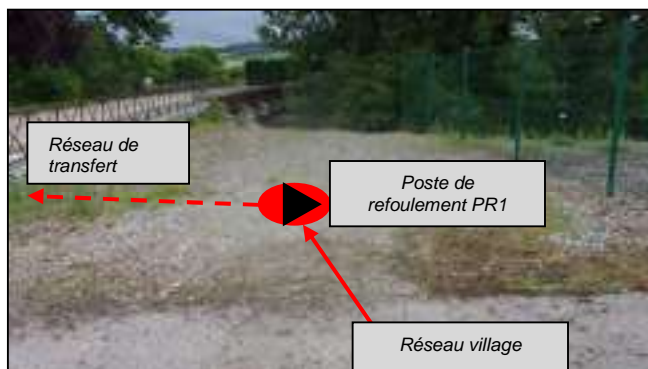
2 postes de refoulement sont prévus :

- Le premier poste pour évacuer les eaux usées du secteur rue de Villars (1), du bas de la rue de Champagne (2) et de la rue du Général de Gaulle (3) avec traversée du canal de dérivation de l'Aube pour raccorder cette rue.

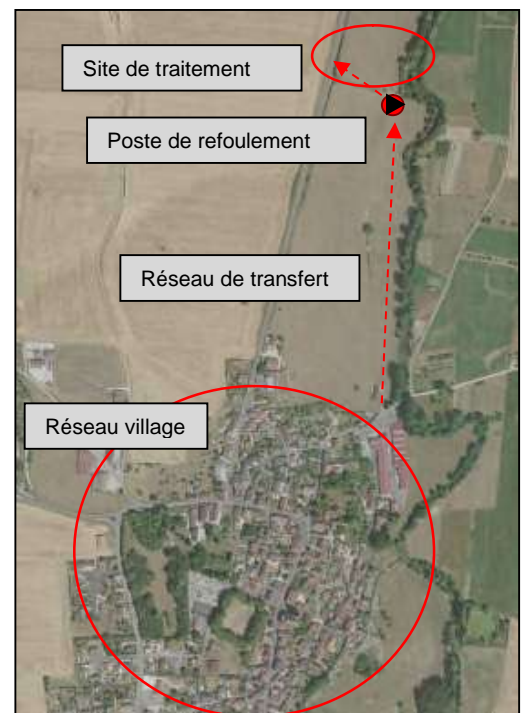


- Un second poste de refoulement est prévu rue du Général de Beurnonville juste avant l'Aube (cas n°1). Il permettra d'évacuer les effluents vers la station de traitement.

Une variante (cas n°2) est proposée : la pente du terrain étant favorable le long de l'Aube jusqu'au bas de la parcelle, le poste de refoulement pourrait être positionné au bas du chemin d'accès à la station, au niveau du captage communal. Ce positionnement permettrait d'avoir un linéaire de refoulement moindre. De plus, cela éviterait la pose d'une purge dans le point bas du linéaire (cas n°1) → **Cf. 6.6. Création d'un réseau de transfert p.34.**



Cas n°1 : Positionnement du poste de refoulement (Rue du de Beurnonville)



Cas n°2 : Positionnement du poste de refoulement (au niveau du site de traitement)



## Déversoirs d'orages :

3 voire 4 déversoirs d'orages seront posés :

- 1 déversoir d'orages (DO1) rue du Moulin (bas de la rue des Frères Billette) pour éviter la pose d'un réseau unitaire dans la rue dépourvue de réseau pluvial qui dessert l'ensemble des habitations.
- 1 déversoir d'orages (DO2) au bas de la rue du Général de Beurnonville pour limiter le transit d'eaux pluviales au niveau du réseau de transfert.
- 1 déversoir d'orages (DO3) à l'intersection de la rue du Moulin et de la rue Pierre Champagne qui collectera les eaux du bassin versant n°3 (lotissements Les Plantes et la Maladière, rue de Tourne Feu, rue Maugé, bas de la rue Pierre Champagne, bas de la rue du Général de Gaulle, et rue de Villars).



Déversoir d'orages 1 : Rue du Moulin



Déversoir d'orages n°3 : Rue Pierre Champagne



Déversoir d'orages n°2 : Rue du Général de Beurnonville

### Légende :

- Déversoir d'orages
- Réseau unitaire existant
- Réseau unitaire à créer
- Réseau pseudo-pluvial à créer
- Réseau de refoulement
- Poste de refoulement

- 1 déversoir d'orages (DO4) sera posé suivant le choix qui sera fait par le maître d'ouvrage.

Après une étude plus approfondie, il s'avère que l'ouvrage de délestage situé à l'intersection des rues Tourne Feu, Maugé et de la Maladière ne pourra être gardé en l'état. Deux solutions sont possibles :

Réseau unitaire à créer

Pose d'un déversoir d'orages DO4





**Solution n°1 : Pose d'un 4<sup>ième</sup> déversoir d'orages en lieu et place de l'ouvrage de délestage et réhabilitation (en tranchée/sans tranchée) du réseau existant**

**Inconvénients :**

- 4<sup>ième</sup> déversoir d'orage à entretenir
- Complique le fonctionnement des autres déversoirs d'orages en aval qui se succèdent (DO3 puis DO1 puis DO 2).

Ouvrage	Quantité	Coût unitaire	Total
Déversoir d'orages	1 u	5 000 €	5 000 €
Réhabilitation sans tranchée des tronçons MAL1-MAL2 PL-MAL3	140 ml	Forfait	30 000 €
Réhabilitation en tranchée des tronçons MAL2-MAL3 PL2-PL4 PL5 MAL4-MAL5	195 ml	Forfait	8 000 €
MAL4-MAL5 (18 ml)	18 ml	350 €	6 300 €
<b>TOTAL</b>			<b>49 300 €</b>

**Solution n°2 :**  
**Création d'un réseau unitaire pour les eaux usées et les eaux pluviales**  
**des habitations principalement**

**Avantage :**

Initialement, ce réseau devait être réhabilité mais, après une étude plus approfondie, nous proposons la création d'un réseau unitaire partant de l'habitation 15 rue de la Maladière et allant jusqu'au croisement des rues de Tourne Feu, de la Maladière et Maugé : rues où les contraintes de travaux sont faibles.

Ce nouveau réseau collecterait les eaux usées et les eaux pluviales des lotissements Les Plantes II et Les Plantes III, et **déchargerait ainsi le réseau de la rue Maugé ce qui limiterait par la suite le volume d'effluents transittant par les DO3 et DO1 puis par le poste de refoulement PR1**. Ainsi le volume d'effluents dilués déversés vers le milieu naturel (Aube) serait moindre. Cela permettrait d'éviter la création d'un nouveau déversoir d'orages (DO4). Le réseau existant ne serait pas réhabilité, mais conservé comme réseau pluvial afin de collecter les eaux de chaussées et celles recueillies par le fossé en amont de la rue de la Maladière.

**Inconvénient :**

Coût plus élevé que la solution n°1

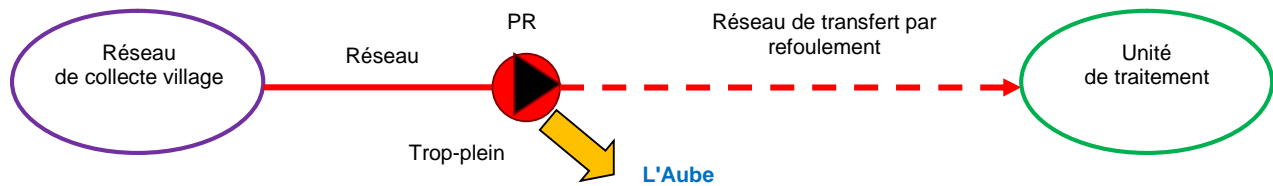
Ouvrages	Quantité	Coût unitaire	Total
Canalisation Ø 200	165 ml	325 €	53 625 €
Canalisation Ø 300	105 ml	350 €	36 750 €
<b>TOTAL</b>			<b>90 375 €</b>



## 6.6. CREATION D'UN RESEAU DE TRANSFERT

La pose d'un poste de refoulement des eaux usées au point bas du réseau de collecte ainsi qu'une canalisation sous pression pour refouler les eaux usées vers le site de traitement est nécessaire.

### Principe de fonctionnement d'un réseau de transfert



### **Localisation du réseau de transfert :**

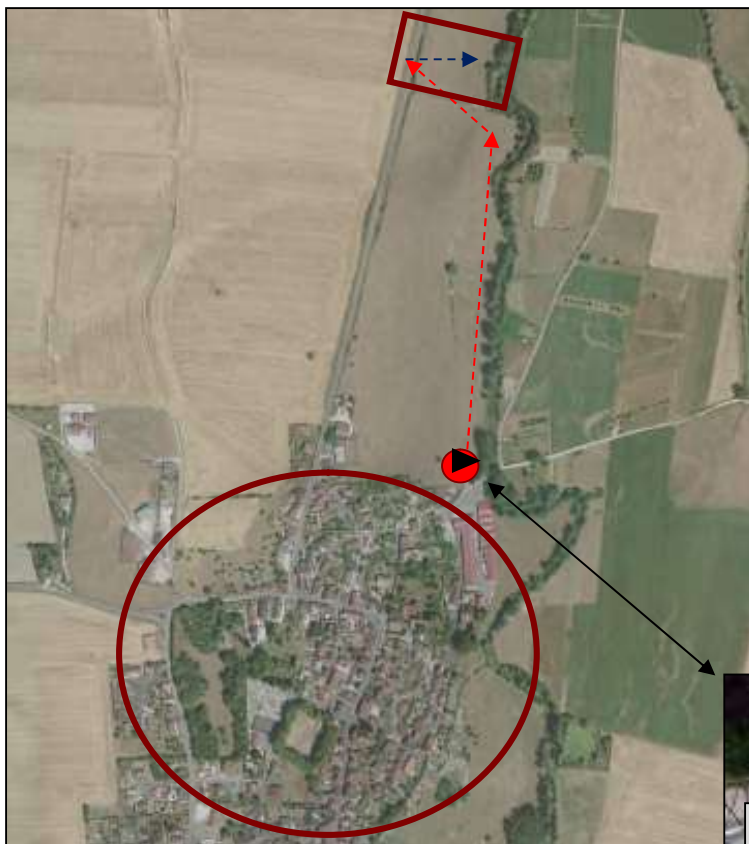
Compte tenu du dénivelé entre le village et la future station de traitement, il est prévu la mise en place :

- d'un poste de refoulement de 400 EH en bordure de rive gauche de l'Aube (rue du Général de Beurnonville, juste avant le pont),
- d'un réseau de transfert le long de l'Aube jusqu'au site de traitement à l'aide d'une canalisation sous pression en PEHD 80 mm d'une longueur d'environ 675 ml.

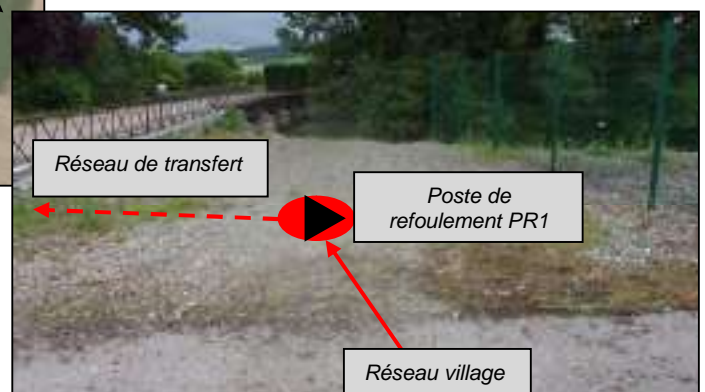
**→ Dans ce scénario, le refoulement aurait lieu du poste de refoulement jusqu'au site de traitement (cas n°1).**

### **Synoptique du réseau de transfert :**

#### Cas n°1 : Localisation du réseau de transfert



- Légende :
- Réseau village
  - Poste de refoulement
  - > Réseau de transfert
  - > Réseau gravitaire
  - Site de traitement



Localisation du poste de refoulement  
(Rue du Général de Beurnonville)



### Variante cas n°2 :

La pente du terrain étant favorable le long de l'Aube (dénivelé négatif de 6,8 m), le poste de refoulement pourrait être positionné au bas du petit chemin menant au captage communal ce qui permettrait d'avoir un linéaire de refoulement moindre d'environ 130 ml (contre environ 700 ml dans le cas n°1).

Cas n°2 : Localisation du réseau de transfert



#### Légende :

-  Réseau village
-  Poste de refoulement
-  Réseau de transfert
-  Réseau gravitaire
-  Site de traitement



Cas n°2 : Localisation du réseau de transfert et du poste de refoulement



**Récapitulatif des 2 solutions proposées :**

	AVANTAGES	INCONVENIENTS
<p>Réseau de transfert en refoulement <b><u>(avec pompes)</u></b></p> <p><b>Cas n°1</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Canalisations posées à faible profondeur (1,20 m)</li> <li>✓ Pas de regard, moins de joints = plus de garantie dans le temps au niveau étanchéité de la canalisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ Linéaire de refoulement important (700 ml)</li> <li>✗ Risque de problème d'H<sub>2</sub>S</li> <li>✗ Coût de fonctionnement plus important (consommation électrique et usure des pompes plus importante)</li> </ul>
<p>Réseau de transfert gravitaire <b><u>(sans pompes)</u></b></p> <p><b>Cas n°2</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Linéaire de refoulement moindre (130 ml)</li> <li>✓ Poste de refoulement éloigné du village mais localisé à côté du site de traitement (facilité d'entretien)</li> <li>✓ Pas de pose de purge au niveau du point bas du réseau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ Coûts d'investissement et d'exploitation plus importants pour le réseau gravitaire</li> <li>✗ Étanchéité → moins facile à garantir dans le temps car regards et tuyaux avec raccords localisés dans la nappe en zone inondable</li> <li>✗ Présence de regards le long du réseau gravitaire → obtention difficile de l'accord du propriétaire</li> </ul>



## 7 Le site de traitement

### 7.1. LOCALISATION DU SITE DE TRAITEMENT

L'implantation du site de traitement est prévue à l'entrée Est du village en venant de Ville-sous-Laferté. L'emprise a été étudiée sur 10 000 m<sup>2</sup> mais au final seulement 6150 m<sup>2</sup> seront nécessaires.

La partie haute où le terrain est relativement plat, à l'entrée du site, sera laissée au propriétaire pour faciliter l'accès au reste de la parcelle (utilisée en pâture).

La partie retenue pour le site de traitement est pentue ce qui est favorable à l'implantation d'une unité de traitement de type "filtres plantés de roseaux".

Par contre, la pente étant élevée dans cette partie de la parcelle, cela nécessitera d'importants travaux de terrassement en terrain caillouteux avec potentiellement de la roche :

→ coût de travaux pour la station de traitement des eaux usées augmenté entre le stade "Etudes préliminaires" et le stade "AVP" .

*Localisation du site de traitement pressenti*



Site de traitement

Village



Site de traitement vu du bas

La réglementation imposait depuis 2015 (arrêté du 21 juillet 2015) des règles d'implantation pour les stations de traitement des eaux usées afin de préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

L'arrêté du 24 août 2017 a supprimé la règle des 100 m tout en conservant les autres préconisations. Toutefois, le respect de cette distance reste une précaution à prendre pour éviter tout litige éventuel avec des particuliers.

Dans le cas présent, il n'y aura pas de problème lié au site retenu puisqu'il se trouve à 670 m de la partie aval de la rue du Général de Beurnonville et à 550 m des dernières habitations de la rue de Verdun.



## 7.2. NATURE ET QUANTITE D'EAUX USEES A TRAITER

L'unité de traitement est destinée à recevoir les effluents de 400 Equivalents-Habitants (EH) au vu du contexte rural de Laferté-sur-Aube.

Selon les données communales de 2021 (244 logements)	Equivalents-habitants correspondants
Résidences principales (153 u) <i>soit un taux d'occupation de l'ordre de 2 habitants/foyer</i>	312 EH
Résidences secondaires (50 u) <sup>(1)</sup>	30 EH
Logements vacants (41 u) <sup>(2)</sup>	41 EH
Ecole maternelle/garderie/mairie <sup>(3)</sup>	-
Salle des fêtes <sup>(3)</sup>	-
Résidences principales en ANC (10u) <sup>(4)</sup>	20 EH
<b>Sous total</b>	<b>383 EH</b>
Marge d'expansion de 5 %	19 EH
Total	402 EH
<b>TOTAL RETENU (avec arrondi)</b>	<b>400 EH</b>

(1) Un taux d'occupation de 3 habitants est pris pour les résidences secondaires avec un coefficient correcteur de 0,2 (soit une dizaine d'habitations) en considérant que les résidences secondaires ne sont pas occupées en même temps et que quand elles le sont, il y a également des habitants du village en vacances.

(2) Un taux de 2 habitants par logement a été retenu (taux moyen actuel sur le village) en considérant qu'une moitié des logements reste vacante.

(3) L'école (46 élèves), la salle des fêtes et la mairie n'ont pas été prises en compte en raison du nombre important de résidences secondaires et de logements vacants afin de ne pas occasionner un surdimensionnement de la STEP.

(4) Habitants en zone d'assainissement non collectif → A titre indicatif mais non comptabilisés pour le dimensionnement de la STEP.

Ces eaux usées seront exclusivement domestiques.

Dans le cas d'un raccordement d'un bâtiment autre qu'une habitation, une convention de raccordement devra être établie après vérification de la compatibilité du rejet avec la filière de traitement existante.

### Flux polluant journalier d'un Equivalent-Habitant

Paramètres		Fourchettes d'estimation	Bases retenues pour les calculs
<b>Volume</b>		110-150 l/j	<b>130 l/j</b>
<b>Charge polluante</b>	DBO <sub>5</sub>	30 à 70 g/j	<b>60 g/j</b>
	DCO	75 à 130 g/j	<b>90 g/j</b>
	MES	25 à 90 g/j	<b>70 g/j</b>
	NTK azote organique et ammoniacal	8 à 15 g/j	<b>13 g/j</b>
	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	80 % NTK	<b>10,4 g/j</b>
	PT phosphore total	3,5 à 4 g/j	<b>3 g/j</b>
		Dont 20 % de phosphore organique et 80 % de phosphate (PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> )	



Flux polluant journalier à traiter à Laferté-sur-Aube

	Rejet d'eaux usées par EH en g/l		Rejet d'eaux usées 400 EH
<b>Consommation moyenne journalière</b>	<b>Débit</b>	125 l/j (*)	50 m³/j
<b>Charge polluante</b>	<b>DBO<sub>5</sub></b>	60 g/l	24 kg/j
	<b>DCO</b>	90 g/l	36 kg/j
	<b>MES</b>	70 g/l	28 kg/j
	<b>NTK</b>	11 g/l	4,4 kg/j
	<b>Pt</b>	2,5 g/l	1 kg/j

(\*) La consommation domestique de Laferté-sur-Aube :

- En 2018, elle est de 15 731 m³ pour une population dans le village de 351 habitants, soit : 122,8 l/j  
(Détail :  $15\,731\,000/351/365 = 122,8$ )
- En 2019, elle est de 16 651 m³ pour une population de 351 habitants, soit : 129,9 l/j  
(Détail :  $16\,651\,000/351/365 = 129,9$ )
- En 2020, elle est de 20 039 m³ pour une population de 351 habitants, soit : 156,4 l/j  
(Détail :  $20\,039\,000/351/365 = 156,4$ )

⇒ La consommation moyenne journalière retenue est de :  $(122,8 + 129,9 + 156,4)/3 = 136,4$  l/j diminuée à 125 l/j pour 1 EH (en prenant en compte une baisse probable de la consommation après l'augmentation du prix de l'eau, ce qui revient à ne pas prendre en compte la consommation de 2020).



La consommation en 2020 était élevée et peut s'expliquer par l'importante sécheresse connue en été.

Sans prendre en compte le résultat de 2020, la consommation moyenne journalière serait de :  $(122,8 + 129,9)/2 = 126$  l/j

### 7.3. NIVEAU D'EXIGENCE DE TRAITEMENT

La station ayant un flux de DBO<sub>5</sub> en entrée supérieur à 1,2 kg/jour (20 EH) et inférieur à 120 kg/j (2 000 EH) doit répondre aux normes de rejet fixées par l'arrêté du 21 juillet 2015, imposant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, soit des maxima de concentration, soit des minima de rendement pour les paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO et MES.

Performances épuratoires selon l'arrêté du 21 juillet 2015

Paramètres	Concentration maximale à respecter, moyenne journalière	Rendement minimum à atteindre	Concentration réductible (moyenne journalière)
<b>DBO<sub>5</sub></b>	35 mg/l	60 %	70 mg/l
<b>DCO</b>	200 mg/l	60 %	400 mg/l
<b>MES</b>	-	50 %	-

Ces objectifs de traitement seront largement atteints par la filière de traitement proposée de type « filtres plantés de roseaux ».



Rendements épuratoires de filière type « filtre planté de roseaux »

	Rendement épuratoire par paramètre (%)					
	DBO5	DCO	MES	NK	NGL	Pt
Valeurs annoncées <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-
Valeurs moyennes observées <sup>(2)</sup>	90	85	90	85	45	40

	Concentration minimale de l'eau traitée par paramètre (mg/l)					
	DBO5	DCO	MES	NK	NGL	Pt
Valeurs annoncées <sup>(1)</sup>	25	90	30	10	-	-
Valeurs moyennes observées <sup>(2)</sup>	10	40	10	5	30	4

(1) Performances annoncées par les constructeurs dans la bibliographie

(2) Moyenne des performances observées sur les installations du bassin Rhin Meuse sur les années 2000 à 2005

Le système de traitement retenu dans le projet – les filtres plantés de roseaux – permet d'atteindre les rendements épuratoires exigés. De surcoût, un traitement supplémentaire en zone de rejet végétalisée est prévu pour affiner certains paramètres de pollution avant le rejet en ruisseau compte-tenu de la nécessité de protéger au maximum la ressource en eau.

#### 7.4. PRINCIPE EPURATOIRE DES FILTRES PLANTES DE ROSEAUX

L'objectif des travaux est de créer une station de traitement pour les eaux usées de l'ensemble des rues du village pour une capacité de 400 EH.

Cependant, étant donné les contraintes liées aux zones inondables sur le territoire communal et au fait que la commune devra acquérir la parcelle nécessaire composant le futur site de traitement, le choix proposé est donc de créer une unité de traitement prenant peu de place et dont l'entretien et le fonctionnement restent adaptés au contexte rural.

Le principe retenu est un système de filtration par filtres à sable et gravier plantés de roseaux disposés en étages successifs à écoulement vertical suivi d'un fossé végétalisé jusqu'à la rivière de l'Aube.

Ce procédé, simple et rustique, s'adapte parfaitement aux petites communes rurales car il leur permet de gérer seules son exploitation. Il est également reconnu pour sa fiabilité et ses bons rendements épuratoires.

Principe :



1- Filtres à roseaux

- Etage n°1 : dégradation de la charge polluante carbonée et stockage des matières en suspension
- Etage n°2 : dégradation de la charge azotée notamment

2- Fossé végétalisé : affinage du traitement

3- Exutoire : L'Aube

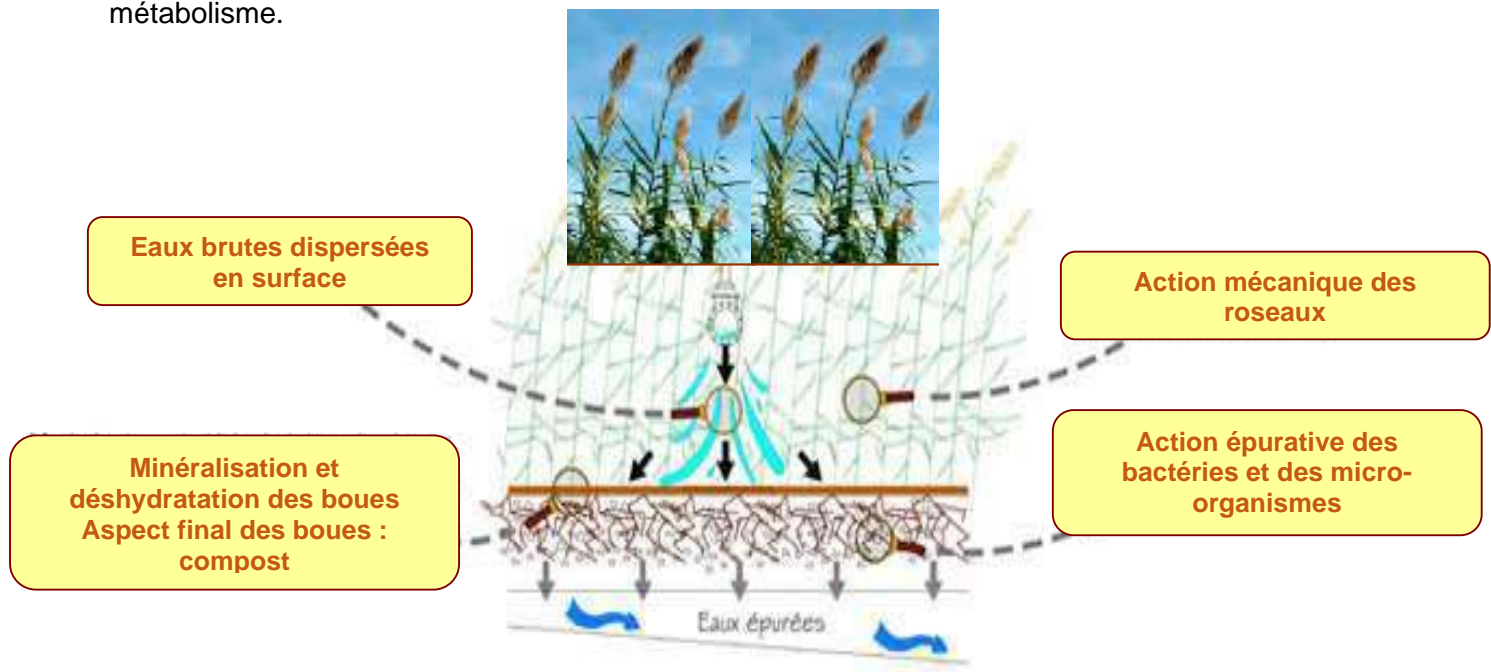


Exemple de station "filtres à roseaux"  
(commune de Marac - 52)

Le procédé de filtres plantés de roseaux est un système épuratoire basé sur la reconstitution contrôlée des phénomènes d'autoépuration naturelle : la rétention des éléments solides en suspension et l'épuration biologique de la phase aqueuse.



Des micro-organismes transforment les molécules organiques et minérales pour leur propre métabolisme.



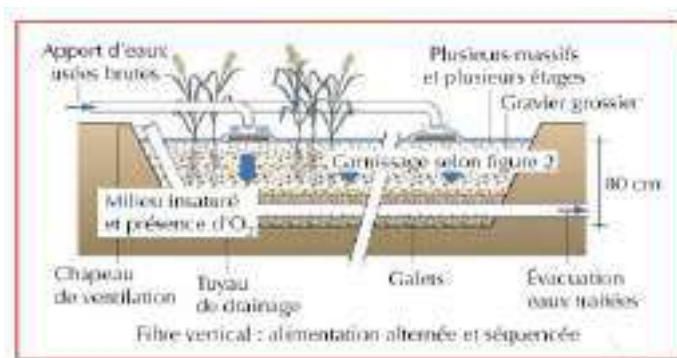
Les roseaux, de par leur système racinaire, ainsi que les lits de sable et gravier créent un milieu favorable à l'activité biologique et au développement des micro-organismes épurateurs, compatible avec les fortes charges en pollution arrivant à la station. Les différents lits sont alimentés par alternance (période d'alimentation et période de repos).

➤ **1<sup>er</sup> étage :**

Composé de 3 lits en parallèle plantés de roseaux, il est constitué d'un massif filtrant de gravier fin. Le dimensionnement retenu à ce stade de l'étude est de  $1,5 \text{ m}^2/\text{EH}$  soit une valeur plus élevée que le dimensionnement traditionnel de  $1,2 \text{ m}^2/\text{EH}$  du fait que le réseau de collecte sera unitaire.

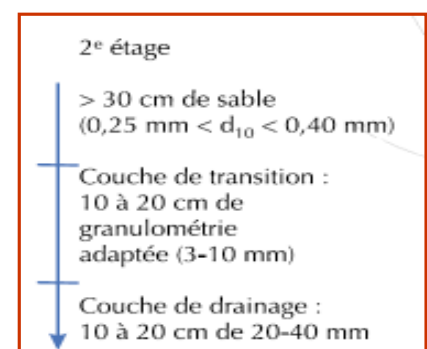
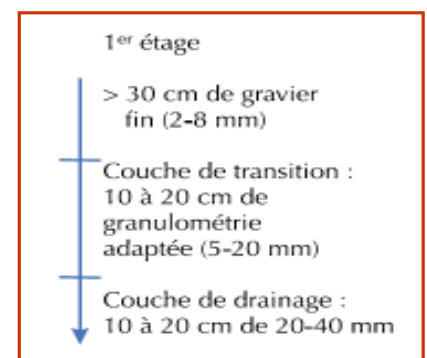
Les filtres seront plantés de roseaux, alimentés en eaux brutes (eaux usées partiellement diluées en temps de pluie) par un système de bâchées à définir (siphon auto-amorçant, chasse à aujets...). La période d'alimentation est de 3 jours par lit.

Le massif filtrant de graviers fins sera le support de fixation des micro-organismes qui assureront les processus classiques de dégradation de la matière organique et un début de nitrification. Ce matériau granuleux permettra en même temps de retenir les matières en suspension.



➤ **2<sup>ème</sup> étage :**

Composé de 2 lits en parallèles, il est constitué de sable et de gravier. Il assure la finition de l'épuration en termes de DCO (demande chimique en oxygène) et de MES (matières en suspension), et complète la nitrification. Le dimensionnement retenu à ce stade de l'étude est de  $1 \text{ m}^2/\text{EH}$ .





Les différents lits de chaque étage de filtration seront alimentés alternativement par bâchées à partir d'ouvrages de chasse type "syphon auto-amorçant" ou "chasse à auget" qui fonctionnent gravitairement et donc sans pompe dès lors que le dénivelé du terrain le permet. La période d'alimentation est de 1 semaine par lit.

Le rôle essentiel des roseaux est de limiter les phénomènes de colmatage dus à l'accumulation des boues en surface des filtres.

Cette protection contre le colmatage est possible grâce au mode croissance des racines de ces végétaux. En effet, la rhizosphère génère un système décolmatant grâce aux acines tubulaires et aux nouvelles tiges qui poussent à travers le massif filtrant et les boues accumulées.

Le couvert végétal offre également une protection contre les gros écarts de températures.

Il est important de souligner que le rôle des roseaux pour l'élimination directe de la pollution (carbone, azote et phosphore) est extrêmement faible avec les ratios de dimensionnement actuellement retenus. Ce sont bien les micro-organismes se développant dans le support filtrant qui assurent l'épuration biologique.

## 7.5. CONCEPTION DE LA FILIERE DE TRAITEMENT

La filière proposée se compose principalement :

- de deux étages verticaux de filtres plantés de roseaux et drainés à la base,
- d'un canal de mesure en entrée et d'un autre en sortie de la station,
- d'ouvrage de bâchées gravitaires pour alimenter massivement et alternativement chaque lit de chaque étage,
- d'un rejet dans le milieu naturel via la rivière l'Aube.

### Dégrillage des effluents :

Le dégrillage est une étape primordiale qui permet de piéger les déchets grossiers collectés par le réseau d'assainissement généralement non biodégradables, afin que ceux-ci ne s'accumulent pas en surface des lits et ne génèrent pas de problèmes de fonctionnement des différents ouvrages de traitement (ouvrage de bâchées, rampes d'alimentation...).

Le dégrillage est obligatoire pour les unités de traitement de plus de 200 EH conformément aux prescriptions de l'arrêté du 21 juin 1996 – article 22.

Un panier dégrilleur à 20 mm d'entrefer sera placé dans le poste de refoulement au bout du réseau de collecte afin de refouler des effluents dépourvus d'éléments grossiers qui compromettraient le bon fonctionnement des pompes. La maintenance de cet équipement nécessitera impérativement le passage fréquent d'un employé communal de l'ordre de 1 à 2 fois par semaine par temps sec (et plus en période pluvieuse). Les interventions sur l'ouvrage seront mentionnées dans le journal de bord de la station.

Ce passage régulier permettra de contrôler en même temps le bon fonctionnement des pompes.

La municipalité devra informer régulièrement les habitants de l'importance de ne pas rejeter d'éléments indésirables (objets solides, lingettes...) dans le réseau d'assainissement pour diminuer l'entretien des ouvrages et les problèmes de fonctionnement.

### Dimensionnement de l'unité de traitement :

→ 1<sup>er</sup> étage : 600 m<sup>2</sup> (1,5 m<sup>2</sup>/hab) répartis en 3 lits de 200 m<sup>2</sup> chacun

Lit 1 200 m <sup>2</sup>	Lit 2 200 m <sup>2</sup>	Lit 3 200 m <sup>2</sup>
-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------

→ 2<sup>ème</sup> étage : 400 m<sup>2</sup> (1 m<sup>2</sup>/hab) répartis en 2 lits de 200 m<sup>2</sup> chacun

Lit 4 200 m <sup>2</sup>	Lit 5 200 m <sup>2</sup>
-----------------------------	-----------------------------

→ Surface totale des bassins : 1 000 m<sup>2</sup> (2,5 m<sup>2</sup>/hab)

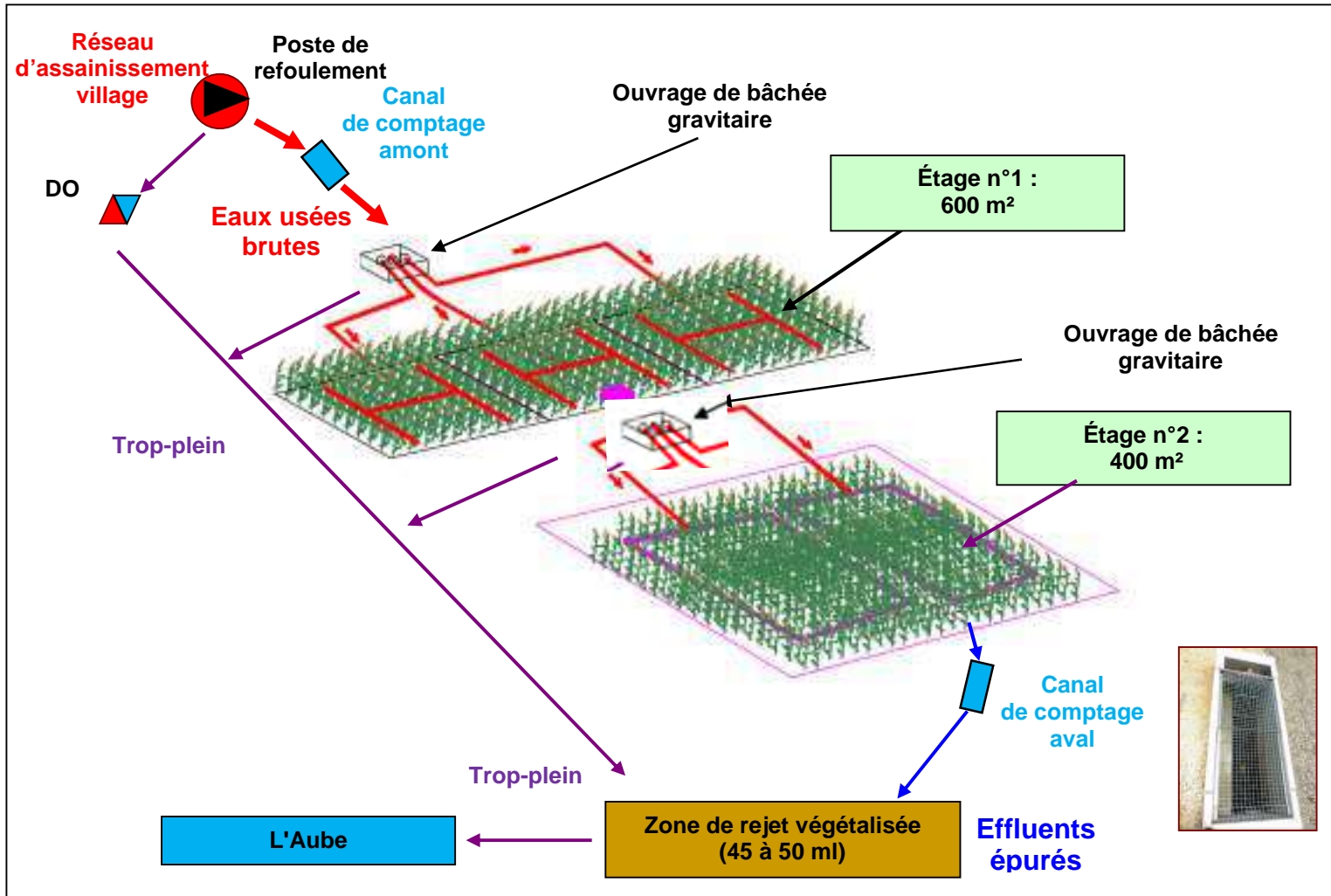


Chaque filtre du premier étage reçoit la totalité de la charge pendant la phase d'alimentation d'une durée de 7 jours, avant d'être mis au repos pendant une période double (soit 2 semaines).

La surface en fonctionnement pour chaque étage sera donc de 200 m<sup>2</sup>.

La lame d'eau infiltrée par jour et par lit ne doit pas dépasser 90 cm (*préconisation de l'IRSTEA*).

### Synoptique de la station de traitement :



### Alimentation des lits :

L'alimentation séquentielle des lits des 2 étages fonctionnera gravitairement au moyen d'ouvrages de bâchées type syphon « auto-amorçant ».

#### Siphon de chasse auto-amorçant



Ces ouvrages seront équipés de dispositifs de bâchées, fonctionnant à l'électricité, qui seront associées au dispositif de vidange de chaque étage et permettront de contrôler les volumes transitant dans le site de traitement.

Pour une bonne répartition des effluents sur les lits de traitement, la vitesse d'alimentation doit être supérieure à la vitesse d'infiltration.

Le système de distribution doit permettre une immersion complète de la surface du filtre suite à chaque phase d'alimentation (ou bâchée) avec une lame d'eau d'une hauteur de 3 cm environ.

Les dépôts qui s'accumulent à la surface amoindrissent la perméabilité. Ils améliorent ainsi naturellement la répartition des effluents.



Les roseaux, eux, limitent le colmatage de surface par leurs tiges qui percent et fissurent la couche de dépôts accumulés superficiellement.

Il faudra veiller à ce que la vidange de ces siphons d'alimentation soit complète à chaque bâchée pour éviter le dépôt des matières.

### Alternance des lits :

La durée des phases d'alimentation retenue est généralement de 7 jours.

Elle permet notamment dans les cas de stations de traitement rustique sans automatismes de bien respecter l'alternance des lits sans intervention le week-end.

Celle des phases de repos est double, soit 14 jours.

Le réseau de collecte dans le village étant partiellement de type « unitaire », le dispositif de répartition des effluents sera automatisé. Il permettra d'alterner les phases d'alimentation et de repos sur les différents lits et de limiter les quantités d'effluents dilués en période pluvieuse.

Il sera équipé de vannes automatiques alimentées électriquement pour fermer et ouvrir alternativement les départs vers les différents lits.

Dispositif de répartition automatique



### Réseau de distribution sur les lits :

Sur les deux étages, il est prévu une distribution des effluents par des rampes en inox, matériau plus coûteux que les matériaux traditionnels comme le PVC et le PEHD mais bien plus durable.

Les rampes seront équipées de tés permettant de répartir les effluents à chaque bâchée à raison d'un point d'alimentation pour 50 m<sup>2</sup> au maximum sur le lit filtrant.



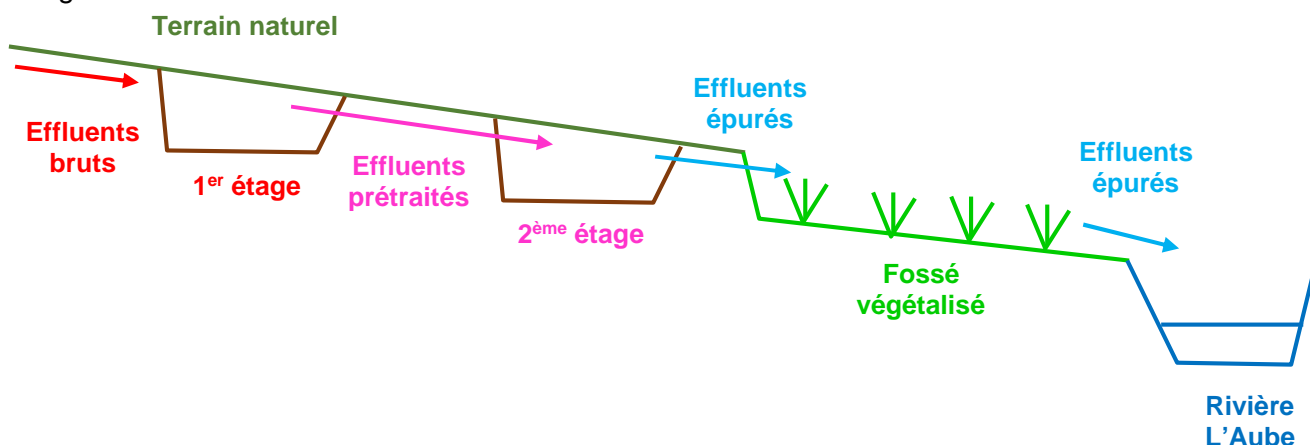
Au 2<sup>ème</sup> étage, la répartition des effluents prétraités s'effectuera par des rampes inox aériennes percées sur toutes leurs longueurs sur chaque lit filtrant.



### Aménagement des bassins :

Le profil du terrain naturel du site de traitement, avec un dénivelé de l'ordre de 10 m, permettra d'optimiser au maximum le positionnement et l'aménagement des différents ouvrages pour permettre un cheminement gravitaire des effluents sur l'ensemble de la station.

Les talus (revanches) des bassins des 2 étages seront diminués au maximum. Ils devront permettre d'accumuler au minimum 30 cm dans le premier étage et 20 cm dans le deuxième étage.





Les bassins seront rendus étanches par une géomembrane imperméable en PEHD protégée par un géotextile de chaque côté (côté terrain naturel pour protéger des défauts du sol et côté sable du filtre pour protéger des racines).

Géomembrane



Géotextile



Les bordures séparant les différents lits seront en béton.



Les colonnes de ventilation du réseau de drainage seront en PEHD, en prolongation jusqu'à l'air libre.

Le réseau de drainage sera prévu pour être inspectable et curable facilement si besoin.



Fossé végétalisé

### Évacuation des effluents épurés :

☞ Cf Notice d'incidence

Compte tenu de la sensibilité du milieu récepteur, un fossé végétalisé sera créé afin d'affiner le traitement des effluents en sortie de station avant leur rejet dans l'Aube.



Parmi les végétaux typiques des zones humides (hélrophytes) présentant des



facultés d'absorption des polluants, les espèces présentées ci-dessous sont couramment utilisées.



*Scirpe lacustre*



*Menthe aquatique*



*Iris des marais*



*Salicaire*



*Typha*



*Rubanier*



*Eupatoire chanvrine*

#### Accès à la station et équipements divers :

- **Clôture** : le site de traitement devra être clôturé avec du grillage et un portail.



- **Local technique** : un local technique de type « abri de jardin » en pin traité « autoclave » est prévu pour faciliter l'exploitation des ouvrages avec un lieu de stockage des outils et des éléments de protection, d'un lavabo, d'une chaise et d'une table pour la tenue du journal d'exploitation.



- **Eau potable** : le local technique sera alimenté en eau potable et plusieurs points d'accès sont prévus pour faciliter les différentes tâches lors d'exploitation et d'entretien des ouvrages. (→ *Point à voir avec le maître d'ouvrage concernant une éventuelle possibilité de raccordement*)
- **Alimentation électrique** : le local technique sera alimenté en électricité par extension du réseau existant passant le long de la route menant à Ville-sous-Laferté. (→ *Point à voir avec le maître d'ouvrage concernant une éventuelle possibilité de raccordement*)



## 8 - L'aspect réglementaire

### (Rejet d'eaux épurée dans le milieu récepteur)

#### 8.1. ZONE HUMIDE

La commune de Laferté-sur-Aube est située en bordure de l'Aube avec une partie du territoire en zone inondable au niveau de la partie basse du village qui est régulièrement touchée par des crues en période hivernale.

Dans le cadre de l'élaboration du projet d'assainissement communal, une demande de « diagnostic zones humides réglementaire » est demandée par la Direction Départementale des Territoires (DDT), service Police de l'Eau, comme pour tout projet d'assainissement dans une zone avec potentiel « zone humide ».

Cette mission a été réalisée par deux techniciens le 11 juin 2021 sur le périmètre d'étude de 0,6 ha longeant l'Aube.

Ce dossier sera intégré au Dossier Loi sur l'Eau (DLE) et abordé au stade Projet.

#### 8.2. IMPACT SUR LE MILIEU RECEPTEUR - DOSSIER LOI SUR L'EAU

Les installations, ouvrages, travaux ou activités pouvant avoir un impact sur l'eau ou le milieu aquatique doivent faire l'objet d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation au titre de la Police de l'Eau (selon les rubriques dont ils relèvent et les seuils fixés).

L'unité de traitement projetée, avec une capacité de traitement de 400 EH, soit une charge brute de pollution organique à traiter quotidiennement de 24 kg de DBO5, requiert le dépôt d'un dossier de déclaration Loi sur l'Eau, le seuil étant de 12 kg de DBO5 (nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application du Code de l'Environnement).

##### Unité de traitement des eaux usées

*Station d'épuration d'agglomération d'assainissement devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5.*



##### Dossier de déclaration Loi sur l'Eau

Cette prestation est incluse dans les missions du maître d'œuvre et sera effectuée lors de la phase « Projet », lorsque le choix d'assainissement sera validé par le maître d'ouvrage.

Etudes préliminaires	
<b>Validation par le maître d'ouvrage du scénario d'assainissement retenu</b>	↓ <b>Avant-Projet</b>
<b>Elaboration DLE</b> (SOLEST Environnement) <b>Dépôt DLE</b> (Service chargé de la Police de l'Eau) ↓ <b>Validation DLE</b> (Service chargé de la Police de l'Eau)	↓ <b>Projet</b>
	<b>Consultation des entreprises</b>



## 9 - Raccordement des habitations au réseau de collecte

Dans le cadre de la collecte dans le réseau unitaire existant, même si la majorité des habitations est à priori raccordée à ce réseau, des travaux de mise en conformité pour certaines habitations sont tout de même à prévoir.

Pour localiser et quantifier ces travaux, 220 enquêtes de branchement ont été réalisées sur l'ensemble des habitations du village entre 2016-2017. Une trentaine d'habitations non enquêtées vont être enquêtées dans les prochaines semaines.

La nature et l'importance des travaux diffèrent selon les cas :

- Habitation raccordée ou non, en totalité ou en partie ;
- Habitation disposant d'une fosse septique ou non ;
- Habitation où les eaux usées et les eaux pluviales/eaux claires parasites sont mélangées.

### **Dans le cas d'un raccordement au réseau unitaire :**

Les travaux de mise en conformité d'un raccordement consisteront à :

- ⇒ **Supprimer ou shunter la fosse septique et tout ouvrage de prétraitement des eaux usées entraînant une stagnation des effluents** (bac dégraisseur, filtre...) pour un transit direct des effluents vers le réseau de collecte ;



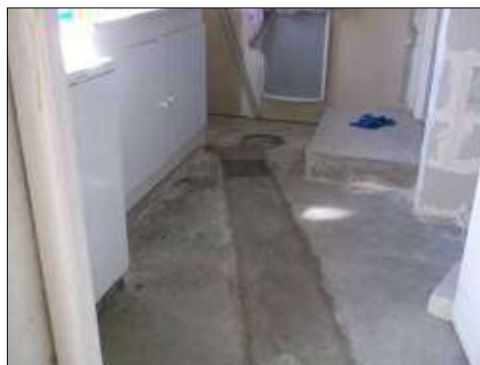
- ⇒ **Raccorder l'ensemble des évacuations d'eaux usées à une boîte de branchement du réseau communal** posée en limite de domaine public/privé

- Soit gravitairement :



- Soit au moyen d'une pompe :

- ⇒ Remettre en état "à l'identique" les sols et les surfaces traversées lors des travaux.





**Tableau récapitulatif des travaux en domaine privé**

	Enquêtées	Non enquêtées	Conforme ANC	Non conforme ANC	Conforme AC	Non conforme AC	TOTAL
Village	224	12			9	215	224
ANC	10	/	1	9			10
TOTAL	234	12					234
	246						

Il est à noter que des enquêtes parcellaires n'ont pu être effectuées lors de l'étude du zonage d'assainissement en 2016-2017, ces enquêtes sont en cours de réalisation :

Habitations enquêtées en 2021		
2 rue de la Maladière	1 rue du Moulin	12 rue Pierre Champagne
7 rue de la Maladière	4 rue du Moulin	14 rue Pierre Champagne
13 rue de Troyes	21 rue du Moulin	28 rue Pierre Champagne
21 rue de Troyes	29 rue du Moulin	33 rue Pierre Champagne
11 rue de Verdun	7 rue Gilson	39 rue Pierre Champagne
16 rue de Verdun	8 rue Gilson	52 rue Pierre Champagne
2 rue de Villars	1 rue Macaron	54 rue Pierre Champagne
10 rue de Villars	10/12 rue Maugé	

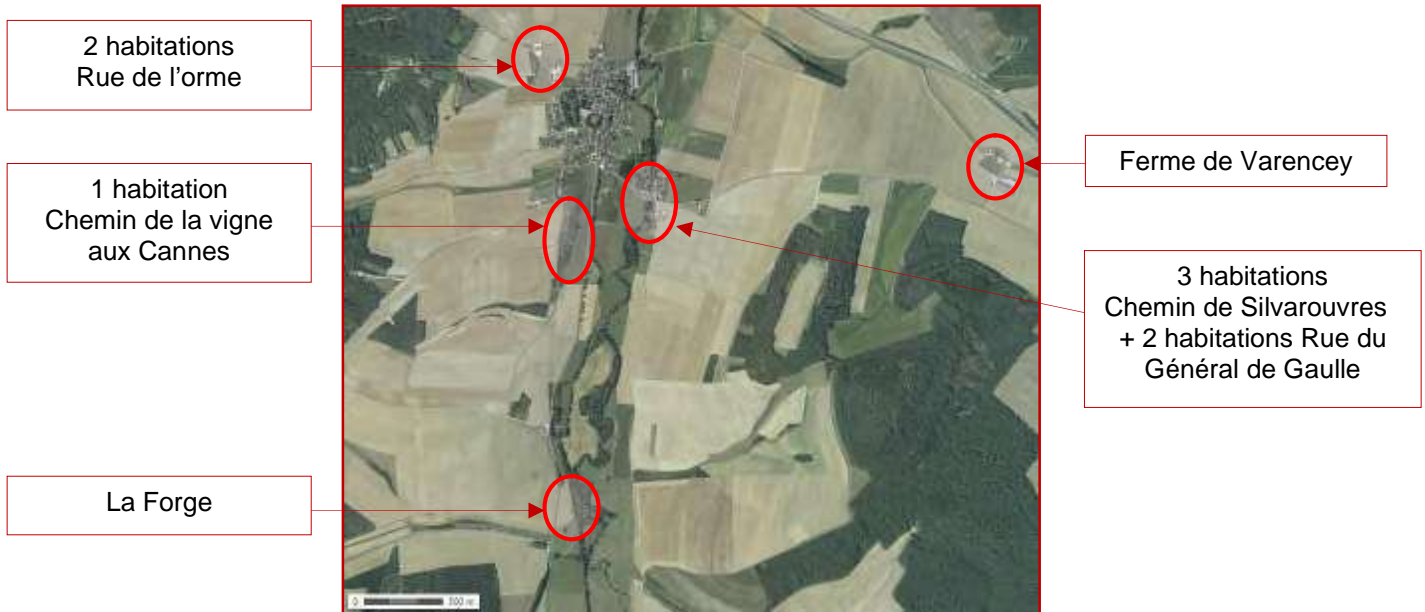


## 10 - Mise en conformité des assainissements non collectifs

10 habitations sont localisées en zone d'assainissement non collectif :

- 1 : Chemin de la Vigne aux Cannes,
- 3 : Chemin de Silvarouvres,
- 1 : Ferme de Varencey,
- 2 : Rue de l'Orme,
- 1 : La Forge,
- 2 : Rue du Général de Gaulle

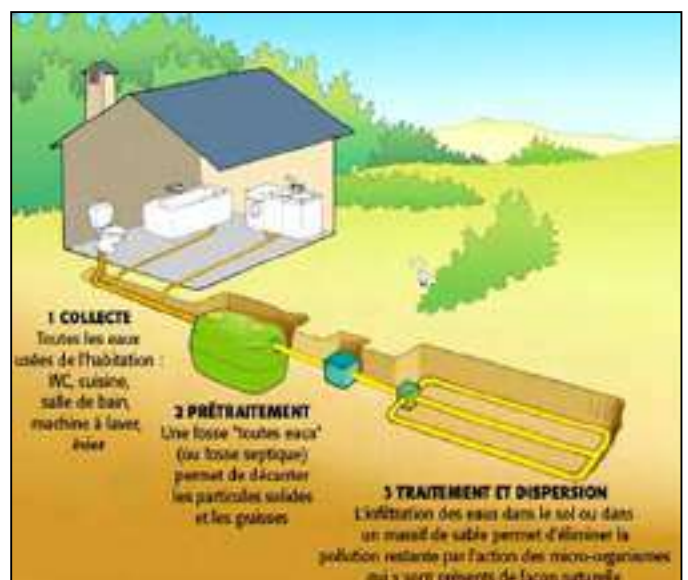
### Localisation des écarts habités



Les travaux visent à respecter la réglementation en vigueur et à atteindre notamment un niveau d'épuration réglementaire.

Les principes généraux de réhabilitation de l'assainissement non collectif sont :

- ⇒ La séparation des eaux pluviales des eaux usées pour éviter tout transit des eaux pluviales par la filière de traitement ;
- ⇒ L'épuration des eaux usées par un système d'assainissement implanté sur la parcelle attenante à l'habitation ; ce système devant être conforme à la réglementation actuelle (arrêté du 07/03/2012 et DTU d'août 2013) et adapté aux spécificités du terrain (sol, sous-sol, topographie, hydrogéologie...) ;
- ⇒ Le recours à une filière d'assainissement compacte agréée lorsque les contraintes d'habitat sont trop importantes et rendent impossible, trop onéreuse, voire impossible, toute solution d'assainissement non collectif classique.





# 11 – COUT DES TRAVAUX EN DOMAINE PUBLIC

## Réhabilitation du réseau unitaire + création de tronçons de réseau séparatif + unité de traitement de type filtres à roseaux suivie d'un fossé végétalisé

Travaux en domaine PUBLIC			
	Quantité	Coût unitaire	Total (HT)
<b>1 - Collecte des eaux usées</b>			
Réseau unitaire existant conservé en l'état	1 195 ml	- €	- €
Réseau unitaire à remplacer ou à créer (avec tranchée)	810 ml		
- Canalisation Ø 200/250 sous voirie communale	235 ml	375 €	88 125 €
- Canalisation Ø 300 sous voirie communale	345 ml	400 €	138 000 €
- Canalisation Ø 300 sous voirie départementale	5 ml	425 €	2 125 €
- Canalisation Ø 400 sous voirie communale	117 ml	450 €	52 650 €
- Canalisation Ø 400 sous voirie départementale	20 ml	475 €	9 500 €
- Canalisation Ø 500 sous voirie communale	31 ml	500 €	15 500 €
- Canalisation Ø 500 sous voirie départementale	10 ml	525 €	5 250 €
- Canalisation Ø 600 sous voirie communale	52 ml	550 €	28 600 €
Réseau de collecte unitaire à réhabiliter (sans tranchée)	725 ml		
- Canalisation sous voirie communale	610 ml	FF	75 000 €
- Canalisation sous voirie départementale	115 ml		
- Canalisations état inconnu	340 ml	FF	55 000 €
Réseau eaux usées séparatif à créer	1 875 ml		
- Canalisation Ø 200 sous voirie communale	1 290 ml	375 €	483 750 €
- Canalisation Ø 200 sous voirie départementale	585 ml	400 €	234 000 €
- Plus value pour traversée du canal de l'Aube (fonçage)	1 u	12 000 €	12 000 €
Réseau de refoulement à créer			
- Canalisation sous voirie départementale	160 ml	200 €	32 000 €
Déversoir d'orage	3 u	5 000 €	15 000 €
Poste de refoulement 100 EH	1 u	25 000 €	25 000 €
<b>Sous-total 1</b>			<b>1 271 500 €</b>
<b>2 - Réseau de transfert (Synoptique 1 : refoulement)</b>			
Poste de refoulement 400 EH	1 u	38 000 €	38 000 €
Canalisation Ø 200 sous terrain naturel	530 ml	180 €	95 400 €
Canalisation Ø 80 sous pression sous terrain naturel	120 ml	120 €	14 400 €
Regard avec tampon verrouillable en zone inondable	5 u	1 600 €	8 000 €
<b>Sous-total 2</b>			<b>155 800 €</b>
<b>3 - Traitement collectif (unité de traitement)</b>			
Filière de traitement	400 EH	750 €	300 000 €
Achat de la parcelle + frais divers	6 150 m²	2 €	12 300 €
<b>Sous-total 3</b>			<b>312 300 €</b>
<b>TOTAL Domaine PUBLIC</b>			<b>1 739 600 €</b>

Travaux en domaine PRIVE		
	Quantité	
4 - Raccordement des habitations existantes (déconnexion de fosse septique et bac à graisses)		
Projets de raccordement réalisés	223	u
Projets de raccordement non réalisés	13	u
Sous-total 4	236	u <sup>(1)</sup>
5 - Filière d'assainissement non collectif à créer (traitement par filière traditionnelle ou filière compacte)		
Réalisation d'une filière complète d'assainissement non collectif (projet réalisé)	10	u
Sous-total 5	10	u <sup>(1)</sup>
TOTAL Domaine PRIVE		907 000 €

	Domaine PUBLIC (HT)	Domaine PRIVE (HT)
<b>MONTANT DES TRAVAUX</b>	<b>1 739 600 €</b>	<b>907 000 €</b>
Etudes préalables / Maîtrise d'œuvre / Contrôles <sup>(2)</sup>	173 960 €	136 050 €
<b>COUT TOTAL</b>	<b>1 913 560 €</b>	<b>1 043 050 €</b>
<b>COUT TOTAL DE L'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 956 610 €</b>	
<b>COUT MOYEN /habitation</b>	<b>12 019 €</b>	

<sup>(1)</sup> L'ensemble des habitations, y compris les maisons vacantes rénovables sont prises en compte

<sup>(2)</sup> Estimés à ce stade de l'étude à environ 10% du montant des travaux pour les travaux en domaine public et à 15 % pour les travaux en domaine privé



## 12 – COUT DES TRAVAUX EN DOMAINE PRIVE

Le coût des travaux, au stade Avant-Projet est de 907 000 € HT (*enveloppe prévisionnelle avec coût marché*) (collectif et non collectif compris). Les montants seront affinés dans la phase Projet après mise à jour des devis et rencontre des particuliers.

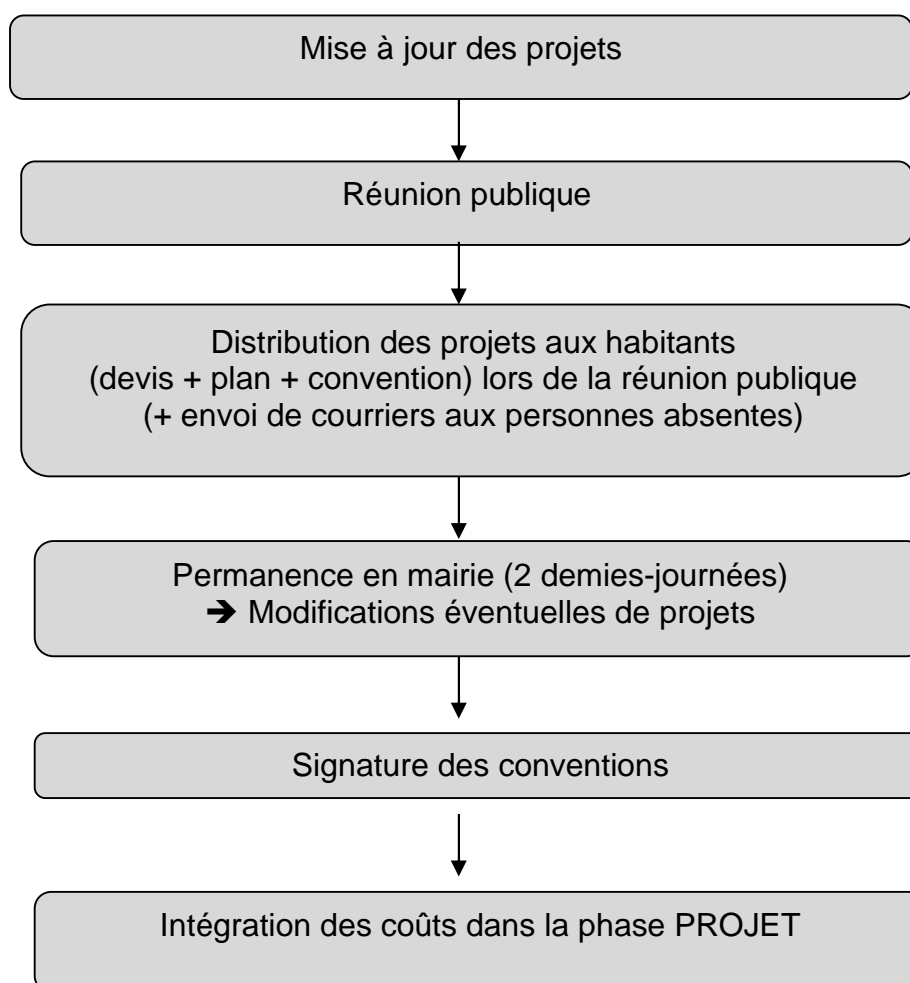
<b>Travaux en domaine privé <sup>(1)</sup></b>	
<b>12 - Raccordement des habitations existantes</b> (déconnexion de fosse septique, séparation eaux usées / eaux pluviales)	<b>236 u</b>
<b>13- Filière d'assainissement non collectif</b>	<b>10 u</b>
<b>Total</b>	<b>907 000 € <sup>(2)</sup></b>

(1) Les enquêtes à la parcelle ayant été réalisées en 2016-2017, une mise à jour des projets sera réalisée en phase projet afin d'intégrer :

- les modifications éventuelles dans certaines habitations (pièces d'eau supplémentaires, modifications des surfaces où des travaux sont prévus, aménagement divers....).
- l'actualisation des prix.

(2) Enveloppe prévisionnelle avec coût marché qui sera mis à jour lors de la phase Projet

### Planning formalisation travaux en domaine privé





## 13 - PLAN DE FINANCEMENT ET IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU

### 13.1. SUBVENTIONS

Ces dernières années, les incitations financières les plus importantes provenaient de l'Agence de l'Eau, organisme public collectant les redevances et les redistribuant selon les objectifs fixés par des programmes quinquennaux mais également du Conseil Départemental (CD52), de l'Etat (DETR) et du GIP (Haute-Marne).

Le montant d'aides potentiellement accordées à un projet d'assainissement est d'autant plus difficile à estimer que le plafond des subventions de l'Agence de l'Eau varie en fonction des travaux effectués et de la sensibilité du milieu.

Voici les aides potentielles selon les indications du 11<sup>ième</sup> programme de l'Agence de l'Eau et des autres organismes financeurs :

- **En domaine public**, la commune peut espérer des aides jusqu'au plafond autorisé de **80 % du montant des travaux**.
- Pour les raccordements en **domaine privé**, des **forfaits plafonnés à 3 000 € HT** d'aides de l'AESN peuvent être envisagés.
- Pour les travaux en **assainissement non collectif**, les subventions sont moindres avec moins de certitudes.

#### Répartition des aides publiques potentielles

Origine des fonds	Assainissement collectif		Assainissement non collectif	
	Taux d'aide	Conditions - observations	Taux d'aide	Conditions
<b>Agence de l'Eau Seine-Normandie (11<sup>ième</sup> programme - 2019-2024)</b>	<b>40 %</b> pour la création d'un réseau d'assainissement	<b>Si le rejet des eaux usées de la commune est impactant sur l'environnement.</b>  + 20 % d'avance remboursable à taux 0 sur 15 à 20 ans  → existence de prix de référence et de prix plafonds	<b>0 %</b>	(Exception possible pour les habitations en périmètre de protection de captage sous certaines conditions ; jusqu'à 6 000 € / installation)
	<b>40 %</b> pour la création d'ouvrages de traitement < 2 000 EH			
	<b>40 %</b> pour la réhabilitation du réseau existant en chemisage continu			
	<b>Montants forfaitaires</b> pour la mise en conformité des branchements (3 000 € en moyenne)	<b>- forfaits plafonnés</b> au montant réel des travaux <b>- si part significative</b> des branchements non-conformes réhabilités		
<b>Conseil Départemental de la Haute-Marne (Fond Départemental pour l'Environnement)</b>	<b>20 %</b> pour un réseau neuf séparatif et la station de traitement	prix de l'eau $\geq 1,30$ €/m <sup>3</sup> (hors taxe d'assainissement) depuis 3 ans	<b>10 %</b>	- opération groupée sous l'égide de la Commune - concerne 80 % des ANC non conformes - mêmes conditions qu'en assainissement collectif pour le prix de l'eau
	<b>10 %</b> pour la réhabilitation du réseau unitaire			
<b>Préfecture de la Haute-Marne (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux)</b>	<b>20 à 40 %</b>	- commune < 200 habitants - plafond de 380 000 € pour le réseau de collecte et 1 400 €/EH (< 250 EH) pour la station de traitement si l'AESN subventionne également - prix de l'eau > 1,10 €/m <sup>3</sup>	<b>Variable</b>	Eligible ou non selon les années
<b>G.I.P.</b>	<b>20 %</b> Pour stations d'épuration, extensions et/ou renouvellements de réseaux	Intervient après mobilisation des autres aides publiques, en coordination avec le Conseil Départemental	<b>20 %</b>	- Idem collectif



## 13.2. IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU

TRAVAUX EN DOMAINE PUBLIC		Travaux d'assainissement collectif			1 913 560 €
		Réhabilitation du réseau d'assainissement séparatif			
		sans aides financières	subventions 60 %	subventions 80 %	
INVESTISSEMENT (HT)					
		TOTAL			
1 - Collecte des eaux usées		1 271 500			
2 - Réseau de transfert		155 800			
3 - Traitement collectif (unité de traitement)		312 300			
Sous total (1)		1 739 600			
6 - Etudes préalables/ Maîtrise d'œuvre/Contrôles		173 960			
Sous total (2)		173 960			
TOTAL		1 913 560			
BUDGET ANNUEL COMMUNAL (HT)					
Coût total des travaux		1 913 560 €	1 913 560 €	1 913 560 €	
Subventions (AESN/CD52/DETR/GIP)		0 €	1 148 136 €	1 530 848 €	
Autofinancement		-	-	-	
Montant à financer par la Commune	Prêt organisme financier <sup>(1)</sup>	1 913 560 €	765 424 €	382 712 €	
Remboursement annuel de prêt sur 30 ans		73 857 €	29 543 €	14 771 €	
Coût de fonctionnement annuel (intégré dans le prix de l'eau)		9 348 €	9 348 €	9 348 €	
BUDGET ANNUEL (€ HT)		83 205 €	38 890 €	24 119 €	
INCIDENCE FINANCIERE SUR PRIX DE L'EAU (prix actuel : 1,10 €/m <sup>3</sup> )					
Surcoût assainissement		5,14 €	2,40 €	1,49 €	
Prix de l'eau après travaux <sup>(2)</sup> (y compris prix eau potable)		6,61 €	3,87 €	2,96 €	
2 956 610 €					
TRAVAUX EN DOMAINE PRIVE		sans aides financières	avec subventions 80 %	avec subventions 100 %	950 377 €
		Coût moyen par habitation (TTC)			
En zone d'assainissement collectif (246 habitations)					
Travaux de raccordement au réseau d'assainissement <sup>(3)</sup>	826 415 € HT	3 359 €	672 €	0 €	
Etudes préalables/ Maîtrise d'œuvre/Contrôles		123 962 €			
TRAVAUX EN DOMAINE PRIVE		sans aides financières	avec subventions 40 %	avec subventions 60 %	92 673 €
		Coût moyen par habitation (TTC)			
En zone d'assainissement collectif non collectif (ANC) - 10 habitations					
Travaux de mise en conformité des ANC <sup>(3)</sup>	80 585 € HT	8 059 €	4 835 €	3 223 €	
Etudes préalables/ Maîtrise d'œuvre/Contrôles		12 088 €			
<div>(1) Emprunt avec taux d'intérêt de : 1,00% sur une période de : 30 ans</div> <div>(2) Sur la base d'une consommation domestique annuelle en 2019 (hors consommation agricole) de : 16 191 m<sup>3</sup></div> <div>⇒ Moyenne effectuée sur 2018/2019 (volume consommation 2020 (20 039 m<sup>3</sup>) très élevée et qui serait a priori liée à l'importante sécheresse de l'été).</div> <div>Pour information :</div> <div>Prix moyen eau potable (base facture eau 120 m3) 1,25 €/m<sup>3</sup> Coût location compteur : 20 € Prix eau potable seule : 1,10 €/m<sup>3</sup></div> <div>Redevance pollution : 0,22 €/m<sup>3</sup></div> <div>A titre indicatif, prix moyen de l'eau sur le bassin Seine-Normandie en 2018 pour une commune équipée d'une station de traitement des eaux usées : 4,26 €/m<sup>3</sup> (eau potable et assainissement)</div> <div>(3) Montant déterminé grâce à la soustraction de l'enveloppe prévisionnelle (907 000 € HT) avec le montant des travaux estimatifs en zone d'assainissement non collectif (80 585 € HT).</div>					



## 13.3. COÛT D'EXPLOITATION

### 13.3.1. En domaine public

L'entretien des dispositifs d'assainissement collectif est obligatoirement à la charge de la Commune comme le précise l'article L 224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cela concerne selon les cas :

- Le réseau de collecte, qu'il soit de type unitaire ou séparatif avec tous ses ouvrages : canalisations, regards, bouches-avaloirs, déversoirs d'orages, dessableurs, postes de refoulement...
- La station de traitement des eaux usées et ses ouvrages associés : filtres à roseaux, regards divers, bassin d'infiltration, berges, voirie...

#### Entretien du réseau d'assainissement à Laferté-sur-Aube :

<u>Les déversoirs d'orages</u> <u>Les avaloirs de chaussée</u> <u>Poste de refoulement</u> <u>Canalisations</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>➔ Nettoyage régulier notamment après les épisodes pluvieux</li><li>➔ Nettoyage du dégrilleur (1 à 2 fois / semaine)</li><li>➔ Nettoyage régulier (1 à 2 fois / semaine)</li><li>➔ Curage des canalisations au moyen d'un camion d'hydrocurage à effectuer annuellement sur une partie du réseau ou tous les 4/5 ans sur sa totalité</li></ul>
--	---

#### Entretien de l'unité de traitement :

<u>Les lits filtrants</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>➔ Désherbage manuel (régulièrement, surtout après la plantation des roseaux)</li><li>➔ Faucardage des roseaux (1 fois par an, sauf la 1<sup>ère</sup> année)</li><li>➔ Curage des boues au bout d'une période de 10 ans</li></ul>
<u>Les regards et ouvrages annexes</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>➔ Nettoyage du dégrilleur (1 à 2 fois / semaine)</li><li>➔ Nettoyage du poste de refoulement (1 à 2 fois / semaine)</li><li>➔ Curage des regards et ouvrages de chasse</li><li>➔ Curage du canal de mesure</li></ul>
<u>Les abords de l'unité de traitement</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>➔ Désherbage des allées en gravier</li><li>➔ Tonte des surfaces enherbées</li></ul>
<u>Fossé végétalisé</u>	<ul style="list-style-type: none"><li>➔ Tonte ou faucardage du fossé</li><li>➔ Curage du fond si nécessaire</li></ul>

Un local technique de 6 m<sup>2</sup> environ (cabanon en bois) est prévu à l'entrée de la station pour le stockage du petit matériel et la tenue du carnet de bord.

En outre, des contrôles par le SATESE (Conseil Départemental) seront effectués périodiquement.

Toutes les observations et interventions devront être consignées dans le carnet d'exploitation de la station.





### Curage des boues :

Au bout d'une période de 10 ans, il faudra prévoir le curage des boues qui se seront accumulées pendant cette longue période à la surface des filtres du 1<sup>er</sup> étage. L'opération comprend :

- Le curage en lui-même ;
- Le transport et le traitement des boues.

La valorisation agricole des boues de curage est la solution à privilégier. Cependant, il faut s'assurer au préalable qu'elles ne contiennent pas d'éléments indésirables :

- Éléments Traces métalliques (ETM)
- Composés Traces Organiques (CTO), notamment des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) dans le cas des réseaux unitaires, voire des Polychlorobiphényles (PCB).

### Traitement des boues :

Sur la base de 15 mm de boues accumulées par an, sur 600 m<sup>2</sup>, au bout de 10 ans, le volume de boue sera de l'ordre de 3 m<sup>3</sup>.

Les boues résiduelles de traitement ont un statut de « déchet ». Divers textes de loi réglementent leur élimination, notamment le décret du 08/12/97 et l'arrêté du 08/01/98.

Dès la mise en service de l'unité de traitement, il sera fondamental de limiter les rejets d'eaux usées chargées en éléments indésirables.

Il conviendra donc que la municipalité informe au maximum la population pour corriger les éventuelles mauvaises habitudes (rejet de peintures, solvants, hydrocarbures...).

### Coût d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement collectif :

COÛT D'EXPLOITATION MOYEN ANNUEL				
Domaine PUBLIC				
	Fréquence d'entretien	Quantité	Coût unitaire	Coût annuel
Curage du réseau (1)	Tous les 5 ans	4 325	0,40 €	1 298 €
Entretien des déversoirs d'orage	2 fois / semaine et vérification après chaque gros épisode pluvieux	3 unités	450 €	1 350 €
Alimentation électrique et maintenance du poste de refoulement	Entretien complet annuel	2 unités	750 €	1 500 €
Entretien de l'unité de traitement	Curage des boues (1er étage) : tous les 10 à 15 ans Manoeuvre des vannes : 1 fois/sem Faucardage des roseaux : 1 fois / an Entretien des abords : 12 à 15 fois /an	400 EH	13 € / EH / an	5 200 €
COUT ANNUEL TOTAL EN DOMAINE PUBLIC (HT)				9 348 €

(1) : Cout de curage annuel : 2 €/m soit 0,40 € /m sur la base d'un curage tous les 5 ans



### 13.3.2. En domaine privé

#### Habitations raccordées au réseau d'assainissement :

Les fosses septiques étant supprimées, l'entretien des canalisations et des regards sera très limité, sauf dans des cas spécifiques (raccordement avec pente minimale ou avec d'anciennes canalisations conservées).

Il s'agira, dans ces cas, de curer régulièrement, avec un nettoyeur haute pression, la canalisation et la boîte de raccordement au réseau. La fréquence de curage sera fonction des problèmes d'encrassements observés.

Un contrôle occasionnel de la boîte de branchement permettra de vérifier le bon fonctionnement du raccordement (pas de stagnation d'eaux usées).

#### Habitations en assainissement non collectif :

L'entretien des installations est primordial pour garantir la pérennité de la filière d'assainissement.

Le tableau ci-après résume les coûts de renouvellement, entretien et fonctionnement selon le type de filière.

	Estimation de la durée de vie du dispositif	Entretien de la fosse toutes eaux	Entretien du filtre	Contrat d'entretien	Coût d'exploitation annuel moyen sur une période de 10 ans
<b>Filière traditionnelle</b>	Fosse toutes eaux 30 à 40 ans  Filtre à sable 20 à 25 ( <i>prix de renouvellement 3 000 €</i> )  Garantie décennale	50 €/an Vidange obligatoire de la FTE lorsque le niveau des boues atteint 50 %  Nettoyage du préfiltre 1 à 2 fois/an	Nettoyage manuel des regards de répartition et de bouclage	Non	200 €/an si vidange faite régulièrement (pas de contrat d'entretien)
<b>Filière compacte</b>	Cuves et accessoires 20 à 30 ans		Matériau filtrant de l'ordre de 1 500 € tous les 10 à 15 ans (si entretien annuel)	Oui (facultatif mais recommandé) de l'ordre de 120 €/an	260 €/an avec contrat d'entretien
<b>Microstation d'épuration à cultures fixées</b>	30 ans Garantie fabricant 10 à 20 ans (cuve)	Électricité : 40 €/an Vidange des boues : 100 €/an Compresseur d'air : 250 € / 3 à 5 ans		Oui (facultatif mais fortement recommandé) de l'ordre de 120 €/an	300 €/an avec contrat d'entretien
<b>Mini poste de relèvement (si nécessaire)</b>	Pompe 10 ans ( <i>prix de renouvellement 1 500 €</i> )	Électricité : 50 €/an Nettoyage cuve et poires : 1 à 2 fois/an		Non	150 €/an si l'entretien est régulier (pas de contrat d'entretien)
<b>Contrôles SPANC</b>	Maximum 100 € / 10 ans				

**Coût d'exploitation des installations d'assainissement collectif et non collectif en domaine privé :**

Domaine PRIVE				
	Fréquence d'entretien	Quantité	Coût unitaire	Coût annuel
Installations en COLLECTIF				
Maintenance des mini-postes de refoulement	vérification et nettoyage au moins 1 à 2 fois par an	11 u	100 € / an	1 100 €
Installations en NON COLLECTIF				
Vidange de la fosse toutes eaux ou de la microstation	tous les 4 à 5 ans (la hauteur de boues doit atteindre 50 % de la hauteur totale de la fosse)	10 u	50 € / an <sup>2</sup>	500 €
Entretien du préfiltre de la fosse (réalisé généralement par le propriétaire)	vérification et nettoyage au moins 1 à 2 fois par an	10 u	-	-
Vérification des regards du site de traitement (réalisé généralement par le propriétaire)	vérification et nettoyage au moins 1 à 2 fois par an	5 u	-	-
Entretien du filtre compact ou de la microstation	vérification et nettoyage au moins 1 à 2 fois par an	5 u	100 € / an	500 €
Entretien d'un miniposte de refoulement "eaux claires"	Durée de vie d'une pompe : 10 ans (prix de renouvellement 1 500 €) Électricité : 50 €/an Nettoyage de la cuve et des poires : 1 à 2 fois par an	3 u	120 € / an	360 €
Contrôle des installations d'assainissement non collectif	contrôle annuel simple	10	50 € <sup>22</sup>	500 €
COUT ANNUEL TOTAL EN DOMAINE PRIVE (HT)				2 960 €

♣ dans le cadre d'opérations groupées de vidange de fosses

♣♣ dans le cadre d'une opération groupée de contrôle sur la base d'une visite rapide tous les ans



## 13.4. RÉCAPITULATIF

**Comparatif du montant de travaux entre :**

- Estimation marché MO basée sur l'étude du schéma directeur d'assainissement ;
- Coût estimé au stade AVP (**qui sera affiné lors de la phase suivant d'études Projet**) notamment avec les coûts actualisés en domaine privé.

		Coût travaux (Hors études et contrôles divers)	
		Au stade "Étude Schéma d'assainissement "	Au stade "Avant-projet"
Travaux en domaine public	Réseau	1 367 500 € HT	1 271 500 € HT
		➔ Coût moindre de réhabilitation (pas de chemisage de tronçon complet mais uniquement des réparations ponctuelles) Quelques secteurs qui n'ont pu être inspectés  ➔ Coût au ml des canalisations augmenté par rapport aux nombreuses contraintes du site (rues étroites voire pentues par secteur, rues sous voirie départementale, secteurs rocheux...) et actualisation des prix dans leur ensemble par rapport aux prix actuels  ➔ Nouveau réseau créé rue la Maladière plutôt que réhabilité.	
	Station de traitement des eaux usées + réseau de transfert	390 000 € HT	468 100 € HT
		➔ Réseau de transfert en grande partie en gravitaire (plus couteux que le réseau sous pression)  ➔ Site plus éloigné que celui initialement prévu et partie de la parcelle la plus défavorable retenue pour l'implantation du site pour faciliter l'achat du terrain.	
	Total	1 757 500 € HT	1 739 600 € HT
Travaux en domaine privé (AC)		907 000 € HT	907 000 € HT
Travaux en domaine privé (ANC)			
Total		2 664 500 € HT	2 646 600 € HT

## 14 – Validation des choix du maître d'ouvrage

Etude de 2016-2017 → Choix validés par le MOA	Étude de 2020-2021 → Choix confirmé ou validés au stade Études préliminaires	Étude de 2020-2021 → Choix à valider/à confirmer par le maître d'ouvrage ⇒ Stade AVP
Collecte partiellement unitaire/séparative	Collecte partiellement unitaire/séparative	Installation d'un 3 <sup>ième</sup> déversoir d'orages (DO3) dans la rue du Moulin ou remplacement du réseau dans la rue du Moulin
Station de type filtres plantés de roseaux	Installation d'un 3 <sup>ième</sup> déversoir d'orages (DO3) dans la rue du Moulin ou remplacement du réseau dans la rue du Moulin (non validé)	→ Installation d'un 4 <sup>ième</sup> déversoir d'orages (DO4) à l'intersection des rues Tourne Feu, de la Maladière et Maugé ou création d'un réseau unitaire rue de la Maladière
/	→ Station de type filtres plantés de roseaux	→ Passage en tranchée ou en fonçage au niveau du pont du canal de dérivation
/	→ Site de traitement sur parcelle en direction de Ville sous Laferté	→ Réseau de transfert : en refoulement (pose du poste rue de Beurnonville) ou en gravitaire (pose du poste au bas du site de traitement)
/	/	Raccordement de la station de traitement possible en électricité et en eau potable ? → à confirmer
/	/	Réalisation de 3 à 4 carottages sur la RD 389 afin d'en déterminer l'absence ou la présence → à valider
		Réalisation d'une réunion publique afin de présenter le projet aux habitants → à valider

\* \*

\*



# PLANS

**1- Plan AVP - partie NORD**

**2- Plan AVP - partie SUD**

**3- Plan AVP – réseau de transfert – solution 1**

**4- Plan AVP – réseau de transfert – solution 2**

**5- Plan de la coupe du pont du canal de dérivation**

- Maître d'ouvrage -  
Commune de Laferté-sur-Aube

# Plan 1a :Scénario Réseaux Partie Nord

- Maître d'oeuvre - Bureau d'études		Modifications	
Indice	Date		
A	03/2021	Phase EP : scénario réseau	
B	08/2021	Phase AVP : scénario réseau	
Echelle : 1/2000		Etabli par : O.RIGOLLOT	

**Légende :**

**Réseau pluvial de collecte conservé**

- Canalisation Béton (ou PVC)
- Dallots (aqueduc en pierre)
- Réseau conservé

**Réseau séparatif à créer**

- Canalisation PVC Ø 200 eaux usées
- Canalisation de refoulement PVC Ø 80 eaux usées
- Réseau à réhabiliter sans tranchée
- Réseau à réhabiliter en tranchée

**Raccordement des habitations**

- Habitations raccordées
- Habitations avec une faible contrainte de raccordement
- Habitations non raccordables - ANC
- Enquêtes non réalisées

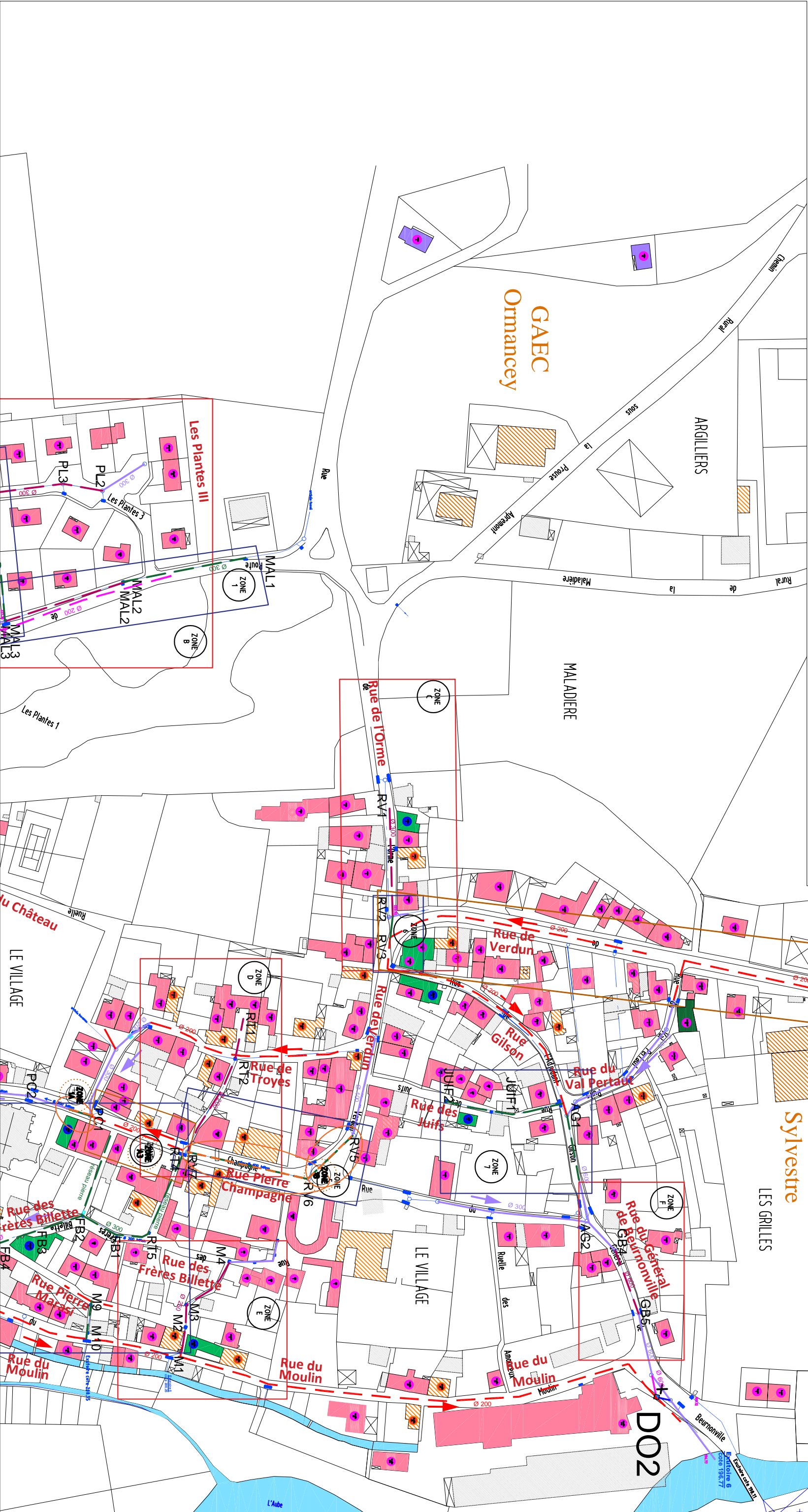
**Réseau unitaire à créer**

- Canalisation PVC Ø 200
- PR1 - PR2 : Postes de refoulement
- DO1 : Déversoir d'orages
- Habitations sans travaux
- Habitations avec travaux

**Zone de travaux**

- Zone à réhabiliter sans tranchée
- Zone à réhabiliter en tranchée
- Zone de travaux en tranchée sous voirie départementale
- Zone de travaux sans tranchée sous voirie départementale

**Vers**  
Ville-sous-Laferté





Plan 1b : Scénario Réseau  
Partie Sud

- Maître d'oeuvre - Bureau d'études			
Indice	Date	Modifications	
A	03/2021	Phase EP : scénario réseau	
B	08/2021	Phase AVP : scénario réseau	
16 rue Emile Simon 52 000 CHAUMONT		ECHELLE : 1/2000	Etabli par : O.RIGOLLOT

**Légende :**

**Réseau de collecte conservé**

- Canalisation pluviale Béton (ou PVC)
- Dalots (aqueduc en pierre)
- Réseau conservé

**Réseau séparatif à créer**

- Canalisation PVC Ø 200 eaux usées
- Canalisation de refoulement PVC Ø 80 eaux usées
- Réseau à réhabiliter sans tranchée
- Réseau à réhabiliter en tranchée

**Réseau unitaire à créer**

- Canalisation PVC Ø 200

**PR1 - PR2 : Postes de refoulement**

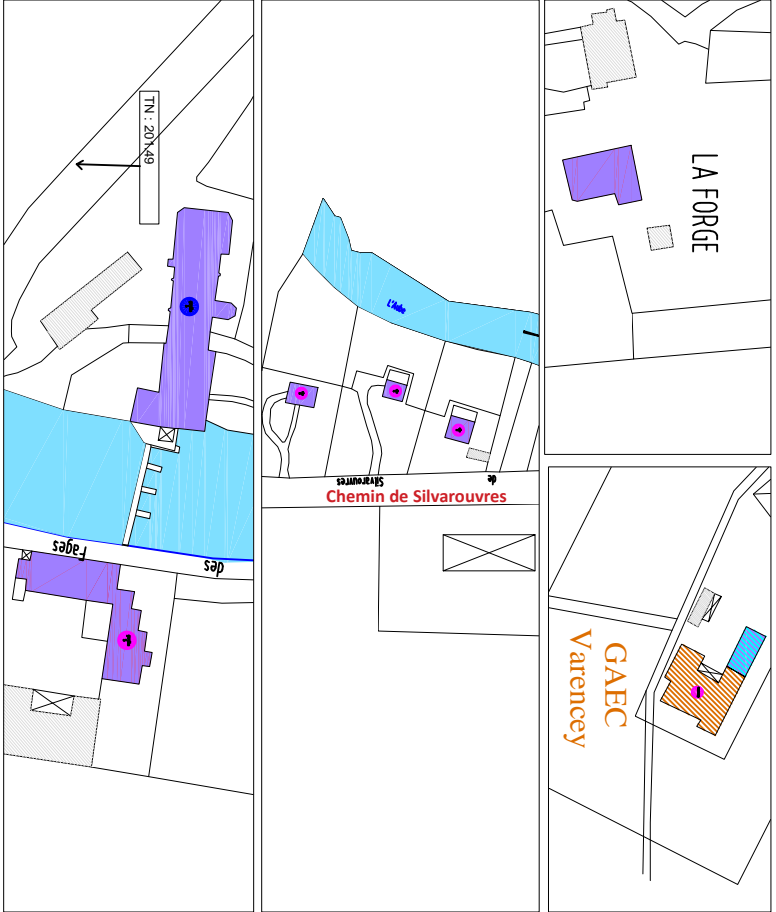
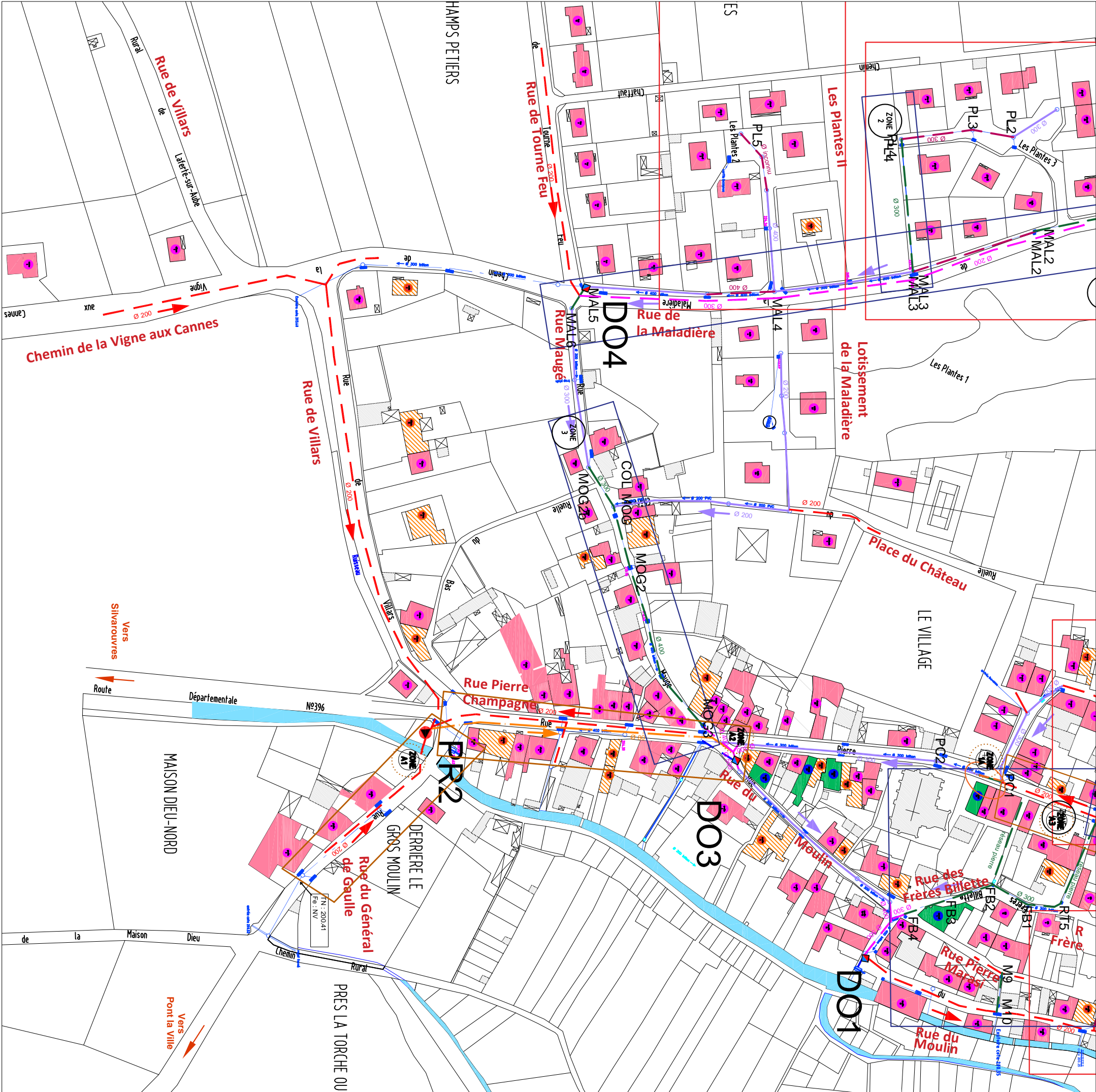
**DO1 : Déversoir d'orages**

**Zone de travaux**

- Zone à réhabiliter sans tranchée
- Zone à réhabiliter en tranchée
- Zone de travaux en tranchée sous voirie départementale
- Zone de travaux sans tranchée sous voirie départementale

**Raccordement des habitations**

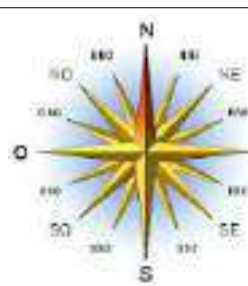
- Habitations raccordées
- Habitations avec une faible contrainte de raccordement
- Habitations non raccordables
- Enquêtes non réalisées
- Habitations sans travaux
- Habitations avec travaux



Dimensionnement 1er étage : 1.5 m<sup>2</sup>/EH

Parcelle étudiée : 10 000 m<sup>2</sup>

Parcelle requise : 6150 m<sup>2</sup>



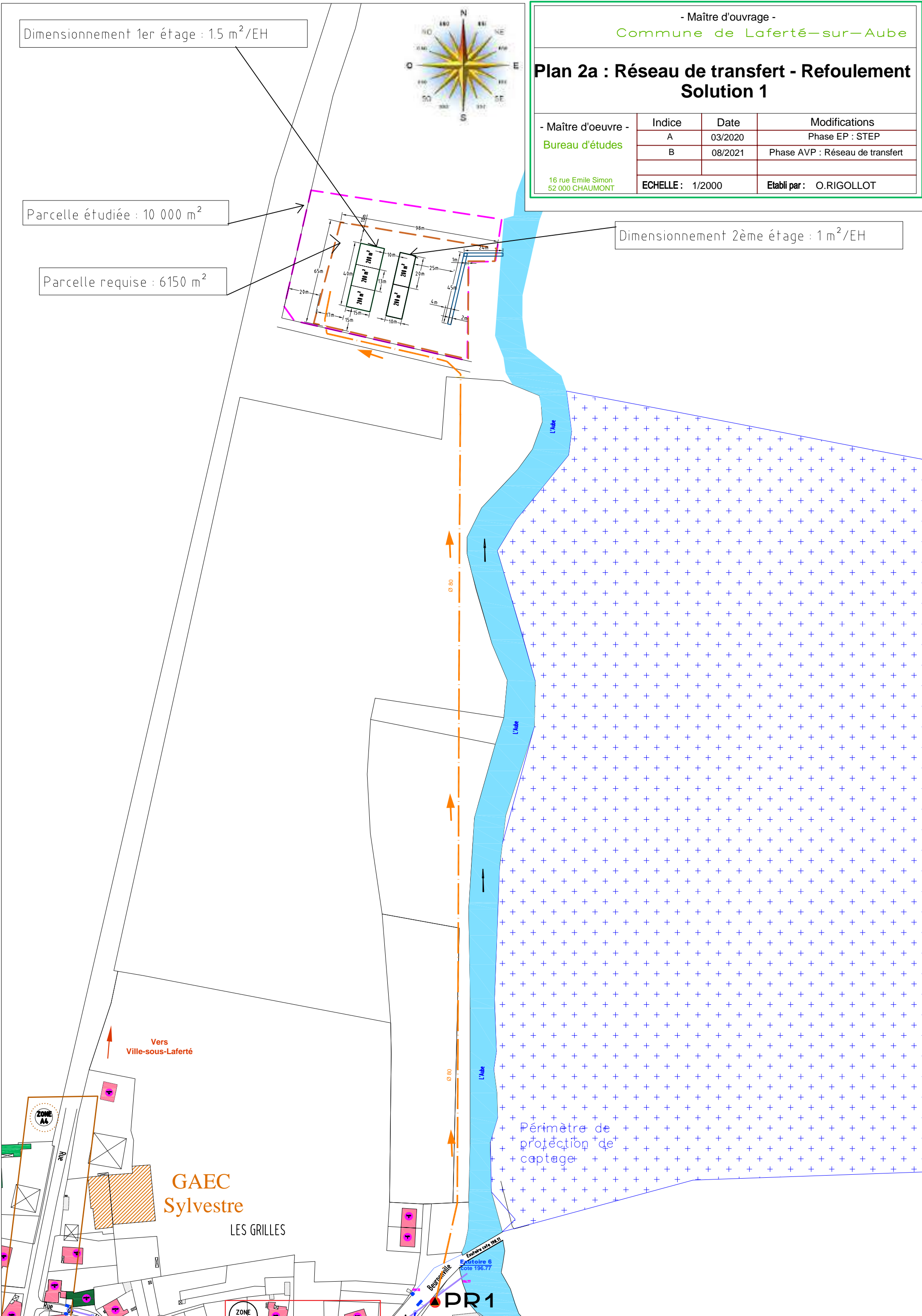
- Maître d'ouvrage -  
Commune de Laferté-sur-Aube

**Plan 2a : Réseau de transfert - Refoulement  
Solution 1**

- Maître d'oeuvre -  
Bureau d'études  
  
16 rue Emile Simon  
52 000 CHAUMONT

Indice	Date	Modifications
A	03/2020	Phase EP : STEP
B	08/2021	Phase AVP : Réseau de transfert
ECHELLE : 1/2000		Etabli par : O.RIGOLLOT

Dimensionnement 2ème étage : 1 m<sup>2</sup>/EH

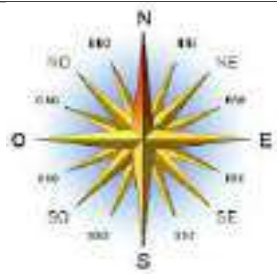




Dimensionnement 1er étage : 1.5 m<sup>2</sup>/EH

Parcelle étudiée : 10 000 m<sup>2</sup>

Parcelle requise : 6150 m<sup>2</sup>

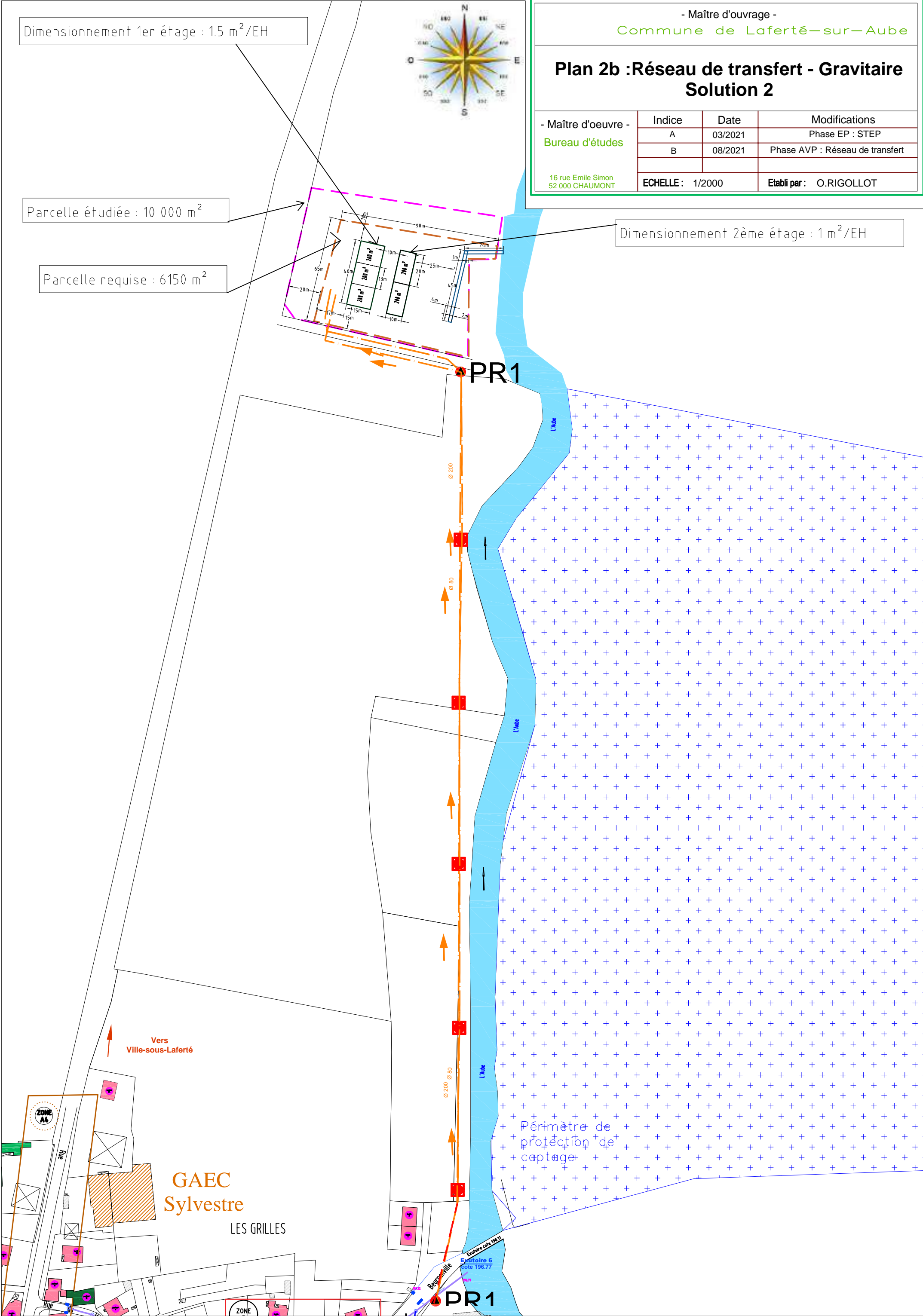


- Maître d'ouvrage -  
Commune de Laferté-sur-Aube

Plan 2b :Réseau de transfert - Gravitaire  
Solution 2

- Maître d'oeuvre - Bureau d'études  16 rue Emile Simon 52 000 CHAUMONT	Indice	Date	Modifications
	A	03/2021	Phase EP : STEP
	B	08/2021	Phase AVP : Réseau de transfert
ECHELLE : 1/2000		Etabli par : O.RIGOLLOT	

Dimensionnement 2ème étage : 1 m<sup>2</sup>/EH



PLAN DE COUPE

Rue du Général de Gaulle

Pont sur le bras de l'Aube  
Coupe réalisée par rapport à l'axe de la chaussée

..... Demandeur .....



SOLEST ENVIRONNEMENT  
16 Rue Emile Simon  
52000 CHAUMONT

Dossier : 20-6140

Echelle : 1/20

OPERATIONS DE TERRAIN

Indice	Date	Intervenant	Intervention	Appareils
A	05.07.2021	LOB	Levé topographique	TR7

PROJET

Indice	Date	Réalisé par	Modification

Repères	X	Y	Z
J.G.M3N3 - 13			202.24

Système de rattachement	
Nivellement rattaché au N.G.F. (I.G.N.69) Coordonnées RGF 93 CC48	

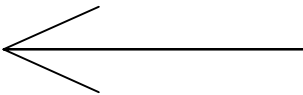
Direction étude	Responsable dossier
M. PIECHOWSKI Ambroise	M. SAVOLDELLI Giovanni



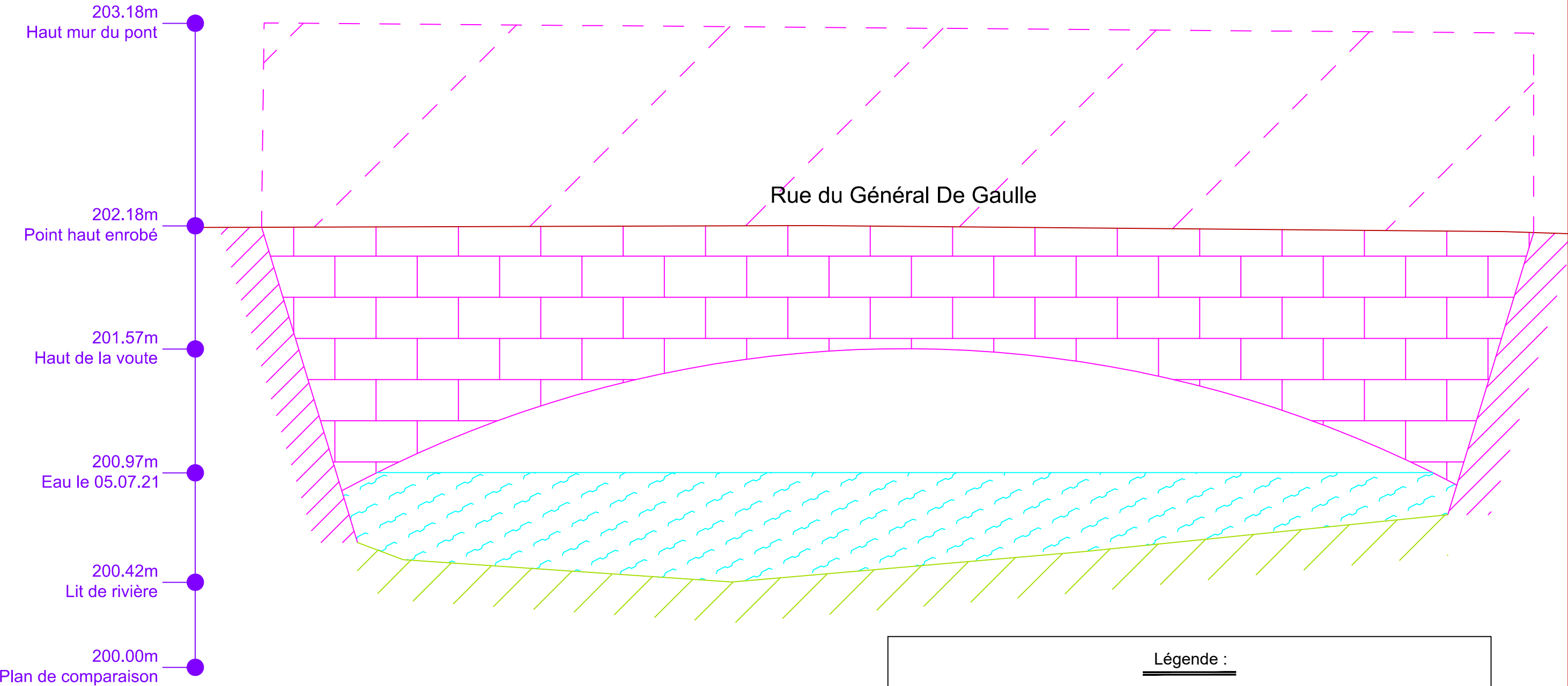
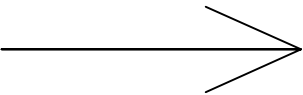
Société Civile Professionnelle PIECHOWSKI - LEBLANC - BRETON  
A.PIECHOWSKI - V.LEBLANC - F.BRETON - Géomètres Experts associés  
M.LEBLANC - F.SEGOND - Géomètres Experts salariés  
FP Géomètre Expert - 13b, Place NOTRE DAME 52220 LA PORTE DU DER  
Tél. : 03 25 04 21 02 - E-mail : [contact@FP-geometre-expert.fr](mailto:contact@FP-geometre-expert.fr)

[www.FP-geometre-expert.fr](http://www.FP-geometre-expert.fr)

Vers Laferté-sur-Aube



Vers Chaumont



Légende :

	Lit de rivière		Mur de soutènement
	Rivière		Pierres de voute
	Mur garde-corps		Voirie



# **ANNEXE**

## **Rapport de carottage (recherche amiante)**





**RAPPORT DE CAROTTAGE**

Références :

CG52-010-004 PV003

Client

Conseil Départemental de la Haute Marne

Route

RD105

Lieu de commande

PR 0+135 Gauche

PK, n°

Coordonnées

Xm

Ym

Date prélèvement

04/05/2020

Diamètre

100mm

Ref. Echantillon

E20-1255



Couche	1	2	3	4	5	6	7	8
Epaisseur	5,0cm	31,0cm	30,0cm					
Type	BR	GC	GC					
Observations	0/10	0/20	0/20 très ouverte					
Réaction Pak Marker	Reactif	Négatif	Négatif					
Dosage des 16 HAP (mg/kgVS)	160							
Présence d'amiante								

Niederbergheim le 11/05/2020

Prélèvement chantier :

C. Hursinger

Pak-Marker :

D. Esel

Amiante :

Rapport : 13248990

SYNLAB

HAP :

Rapport : 13248990

SYNLAB

 <b>RAPPORT DE CAROTTAGE</b>	Références :		<b>CG52-010-004 PV003</b>
	Client :		<b>Conseil Départemental de la Haute Marne</b>
	Route :		<b>RD105</b>
	Bon de commande :		<b>-</b>
	PK, m :		<b>PR 0+400 Droite</b>
	Coordonnées :	Xm :	
		Ym :	
	Date prélèvement :		<b>04/05/2020</b>
	Diamètre :		<b>100mm</b>
Ref. Echantillon :		<b>E20-1256</b>	



Couche	1	2	3	4	5	6	7	8
Epaisseur	1,0cm	10,0cm	2,0cm	2,0cm				
Type	SSU	SB	SB	SB				
Observations	0/10	0/10	0/10	0/14				
Réaction Pak Marker	Négatif	Négatif	Négatif	Nécessit				
Dosage des 10 HAP (mg/kgMS)								
Présence d'amiante								

Niederbergheim le 11/05/2020			
Prélèvement charbon :		Pak-Marker :	Amiante :
C. Hunsinger		D. Edel	Rapport :
			Rapport :



# **AVIS D'ENQUETE**

## **COMMUNE DE LAFERTE-SUR-AUBE**

### **ETUDE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT de la Commune de LAFERTE-SUR-AUBE (Haute-Marne)**

Il sera procédé du 6 mars 2019 au 9 avril 2019 inclus à une enquête publique préalable à l'Etude du Zonage d'Assainissement de la Commune de Laferté-sur-Aube.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête seront déposés à la mairie de Laferté-sur-Aube pendant 35 jours du 6 mars 2019 au 9 avril 2019 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures d'ouvertures habituelles de la mairie et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Laferté-sur-Aube. Elles peuvent également être envoyées par courriel : [mairie.laferte@orange.fr](mailto:mairie.laferte@orange.fr) objet : Enquête - Assainissement Laferté-sur-Aube.

Le dossier d'enquête publique sera également mis en ligne sur le site internet de la Commune pendant toute la durée de l'enquête.

M. François DESANLIS siégera en qualité de commissaire enquêteur à la mairie de Laferté-sur-Aube le mercredi 6 mars 2019 de 10 heures à 12 heures, le samedi 30 mars 2019 de 10 heures à 12 heures, le mardi 9 avril 2019 de 16 heures à 18 heures pour y recevoir les observations du public.

Il pourra être pris connaissance des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la mairie de Laferté-sur-Aube ainsi que sur le site Internet de la commune.



## Mairie de LAFERTE-SUR-AUBE

Le maire de la commune de LAFERTE SUR AUBE

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 décembre 2018 approuvant le zonage d'assainissement,

Vu l'ordonnance de Monsieur le président du tribunal administratif de Chalon en Champagne en date du 19 décembre 2019 désignant Monsieur DESANLIS en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

### ARRETE:

**Article 1<sup>er</sup>:** Il sera procédé à une enquête publique sur l'étude du zonage d'assainissement pour une durée de 35 jours consécutifs du 6 mars 2019 au 9 avril 2019.

**Article 2:** Monsieur DESANLIS domicilié 1 bis rue saint Martin, MAIZIERES (52300) a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le président du tribunal administratif.

**Article 3:** la Notice explicative et autres pièces afférentes à l'enquêtes seront tenues en mairie de Laferté-sur-Aube à la disposition des intéressés pendant toute cette période, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, à savoir du mardi au vendredi de 13h30 à 18h00.

Les pièces seront également consultables sur le site internet de la Commune : <http://laferte-sur-aube52.fr/>

**Article 4:** Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert par le maire de Laferté-sur-aube et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Les intéressés pourront y consigner leurs observations. Ils pourront aussi les adresser par écrit en mairie de Laferté-sur-Aube au commissaire enquêteur, celui-ci les visera et les annexera au registre d'enquête.

**Article 5:** Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les déclarations des intéressés les :

Mercredi 6 mars 2019 de 10h00 à 12h00

Samedi 30 mars 2019 de 10h00 à 12h00





## Mairie de LAFERTE-SUR-AUBE

Mardi 9 avril 2019 de 16h00 à 18h00

**Article 6:** Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants :

*Journal de la Haute Marne – Voix de la Haute Marne*

15 jours au moins avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché en mairie et dans tous les emplacements situés sur la commune et permettant la plus large information du public.

L'accomplissement de cette mesure de publicité fera l'objet d'un certificat en mairie.

**Article 7:** A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre.

Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête.

Le maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au préfet et au président du Tribunal administratif.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

**Article 8:** Des copies du présent arrêté seront adressées au :

- président du Tribunal administratif de Châlons-en-champagne ;
- commissaire enquêteur.

Fait à Laferte-sur-aube le 8 février 2019

Le maire CALVO Jean

Transmis en préfecture

Le 12 février 2019





# AUTREVILLE / LA RENNE

COMMUNE DE

## ASSAINISSEMENT ET A.E.P.

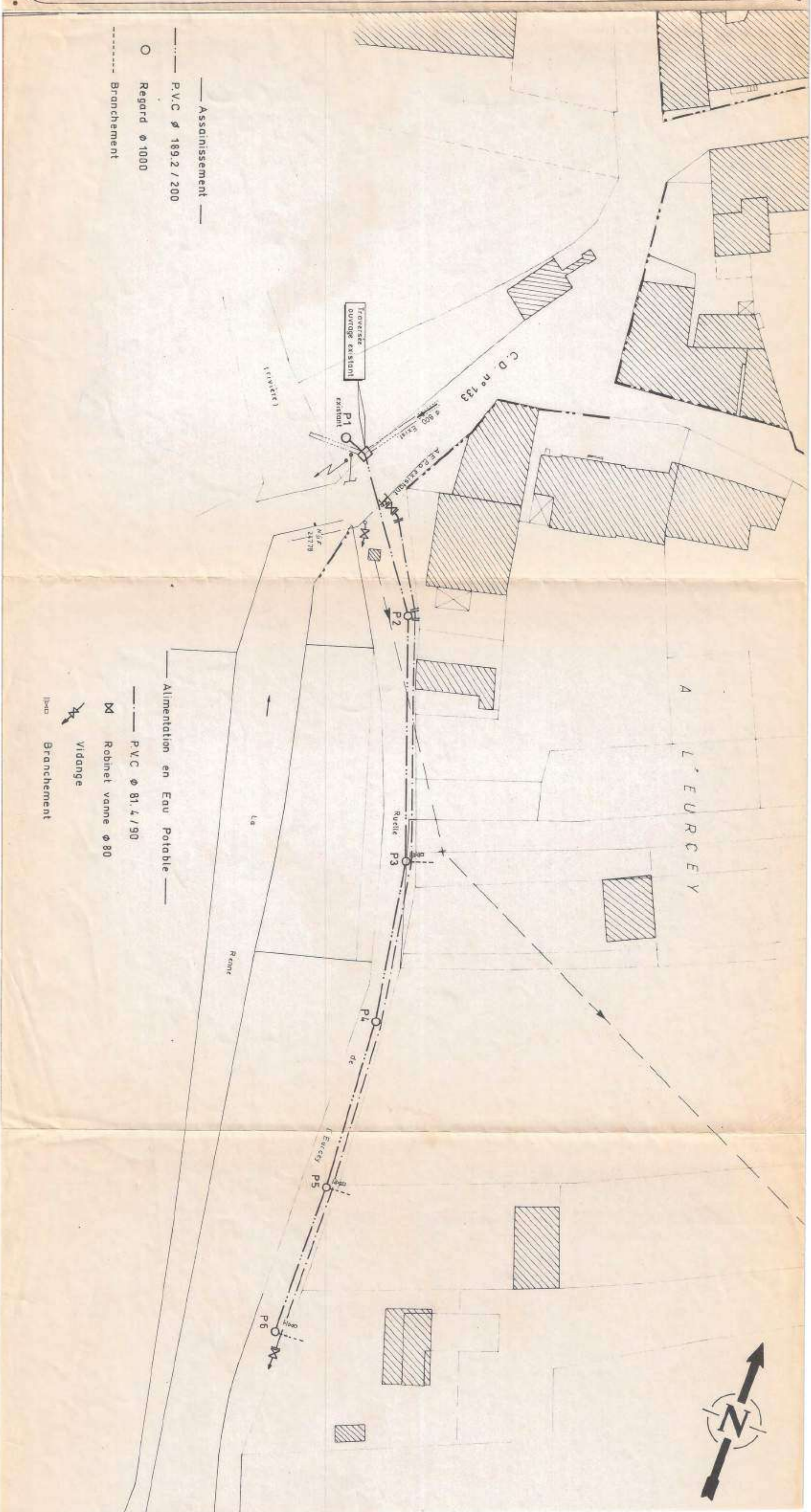
RUELLE DE L'EURCEY

PLAN D'ENSEMBLE

ECHELLE 1 / 500

— Assainissement —  
— P.V.C. Ø 189.2 / 200  
○ Regard Ø 1000  
- - - - - Branchement

— Alimentation en Eau Potable —  
— P.V.C. Ø 81.4 / 90  
X Robinet vanne Ø 80  
X Vidange  
X Branchement





COMMUNE DE

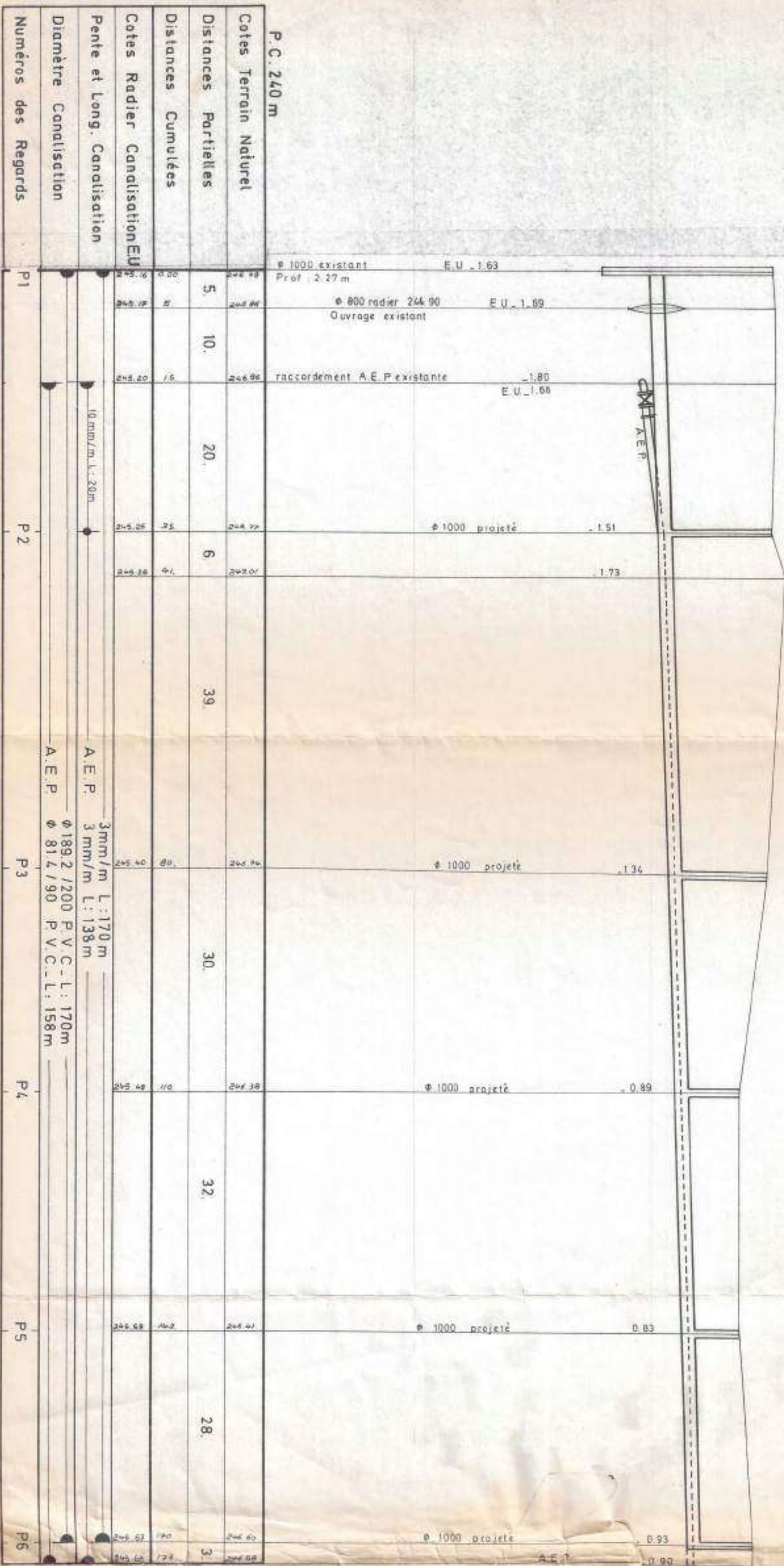
AUTREVILLE / LA RENNE

ASSAINISSEMENT  
ET A. E. P.

RUELLE DE L'EURCEY

PROFIL EN LONG

ECHELLES  
Haut. 1 / 50  
Long. 1 / 500





COMMUNE DE

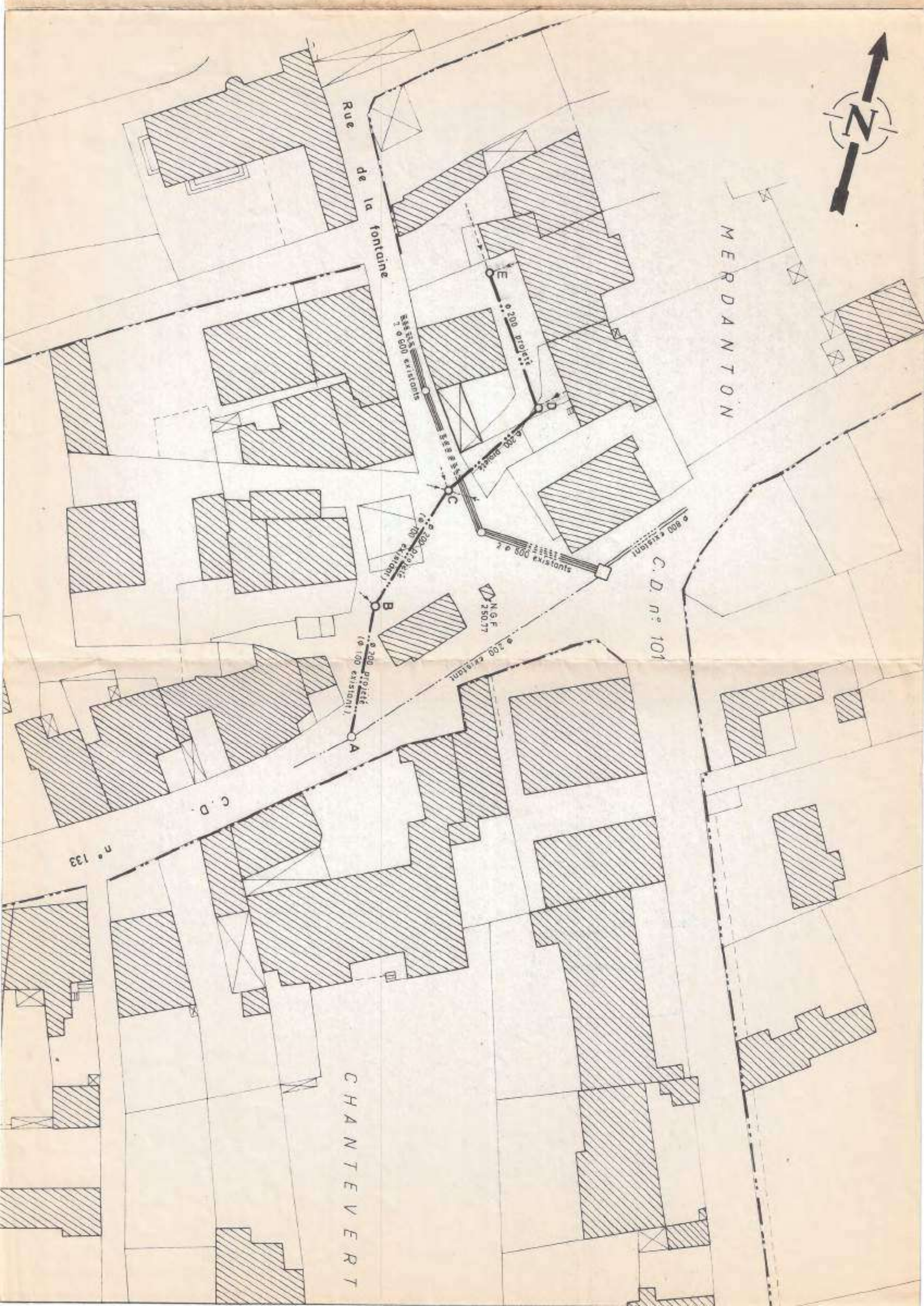
# AUTREVILLE / LA RENNE

## ASSAINISSEMENT

RUE DE LA FONTAINE

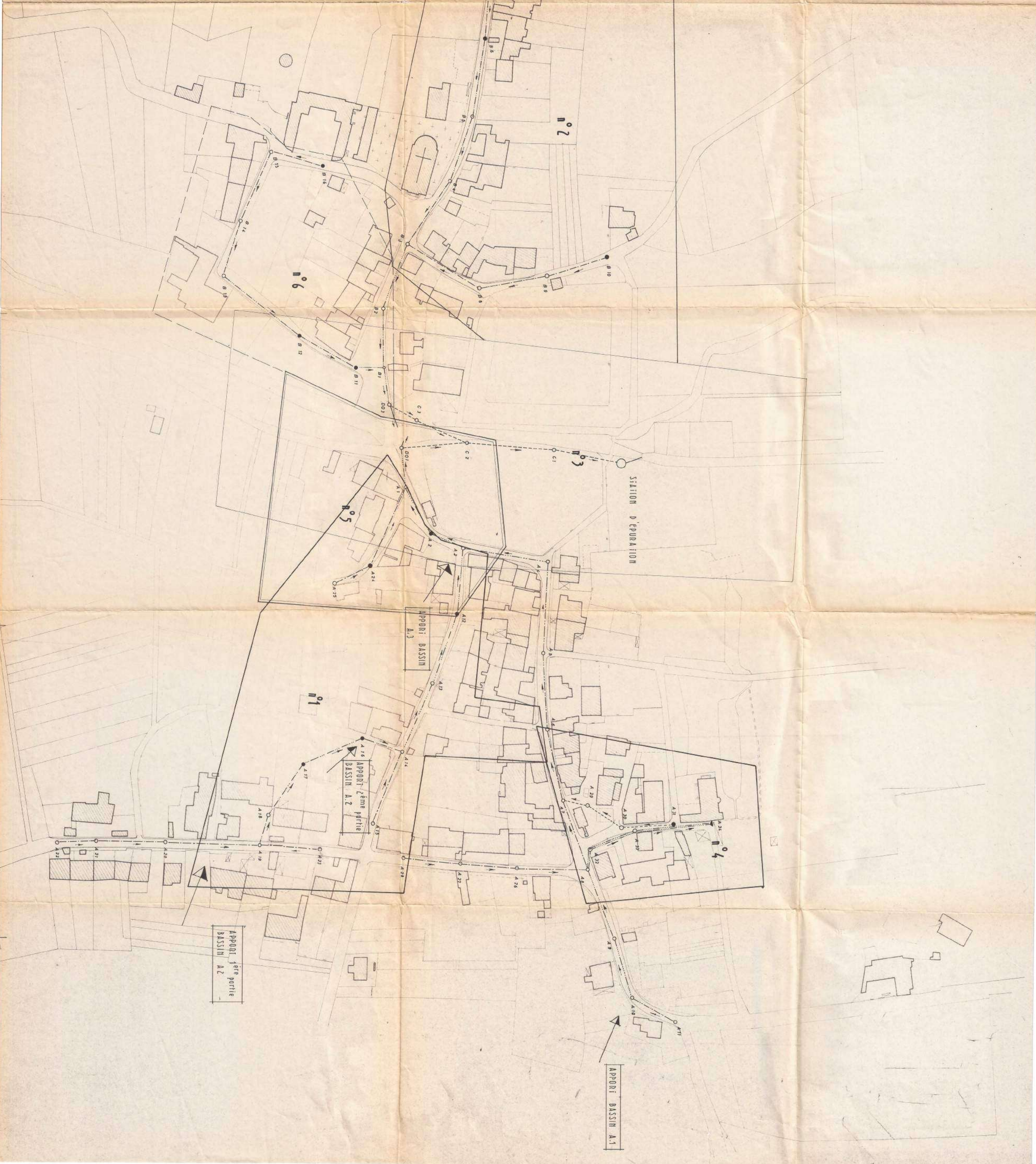
PLAN D'ENSEMBLE

ECHELLE 1/500





DIRECTION		MODIFIÉ LE:	
DÉPARTEMENTALE			
DE L'AGRICULTURE			
SERVICE DU GÉNIE RURAL DES EAUX ET DES FORÊTS			
REPERAGE DES PLANS		ECHELLE: 1/1000	
PLAN D'ENSEMBLE			
ASSAINISSEMENT			
COMMUNE DE			
AUTREVILLE -sur-la- RENNE			
DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE			

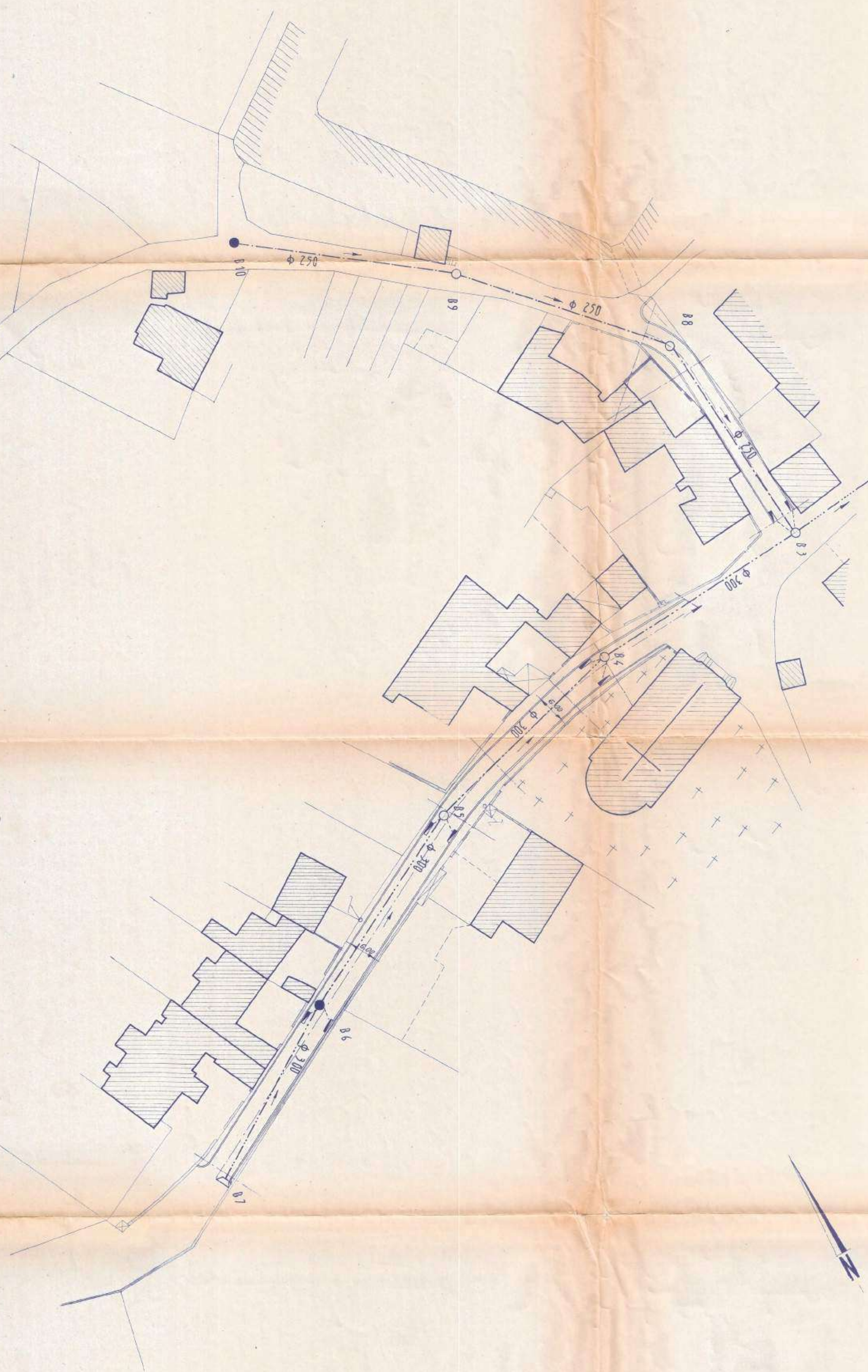




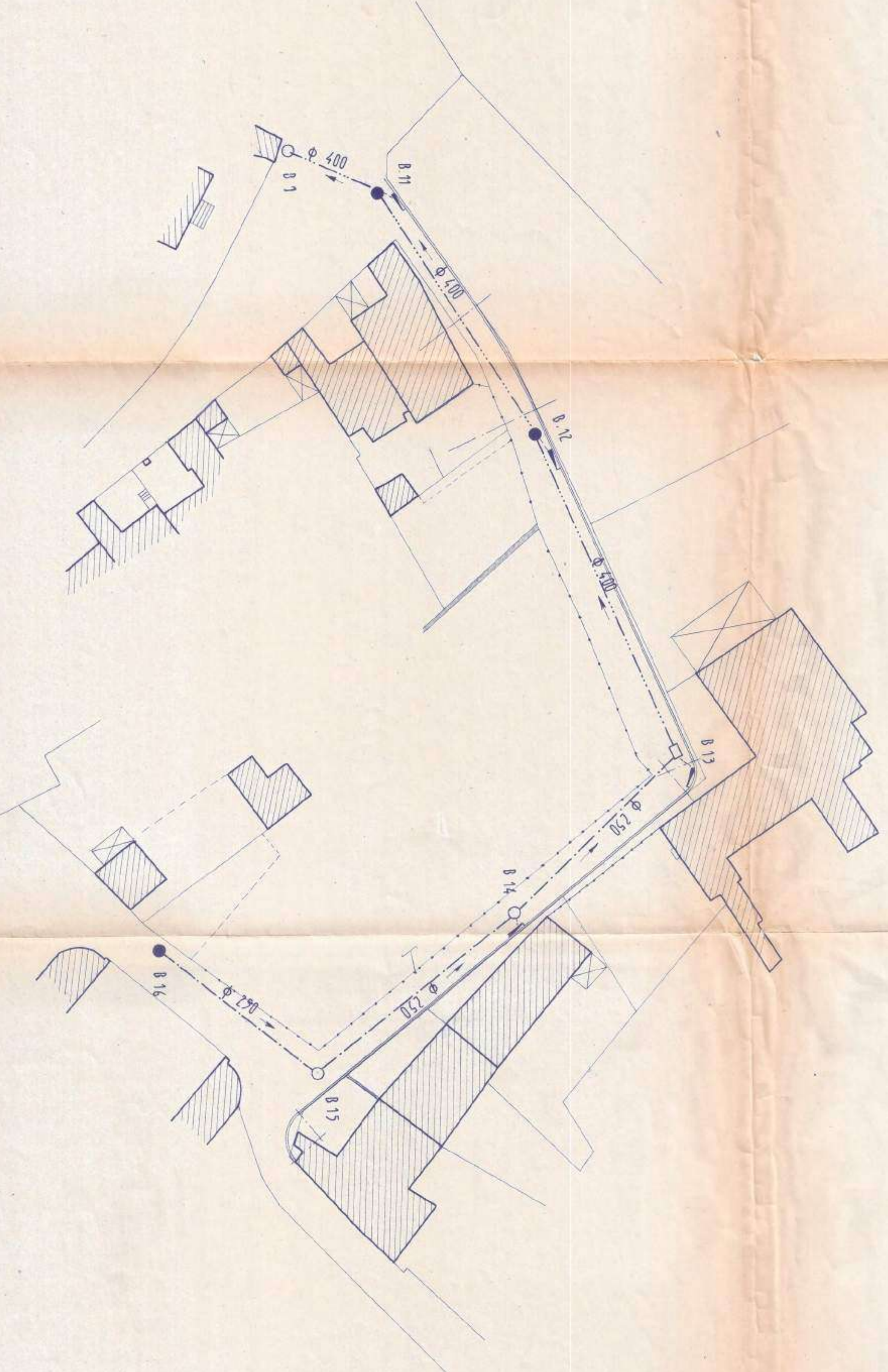
N°5



N°2

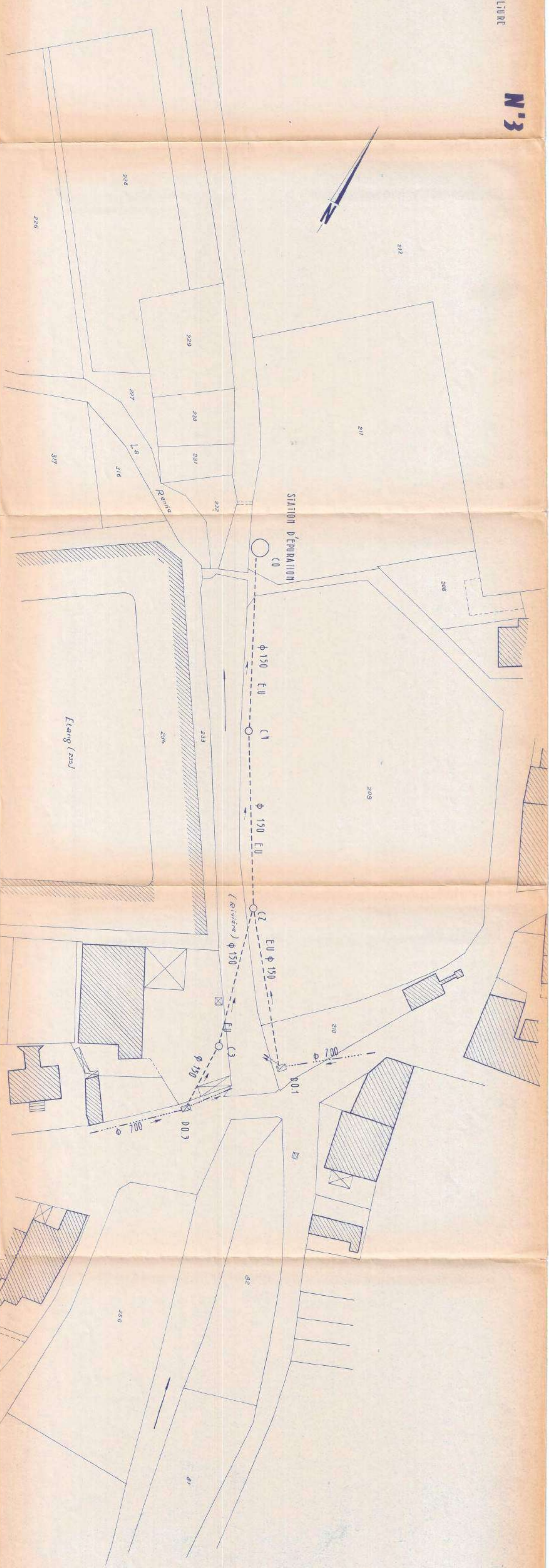


N°6





N°3

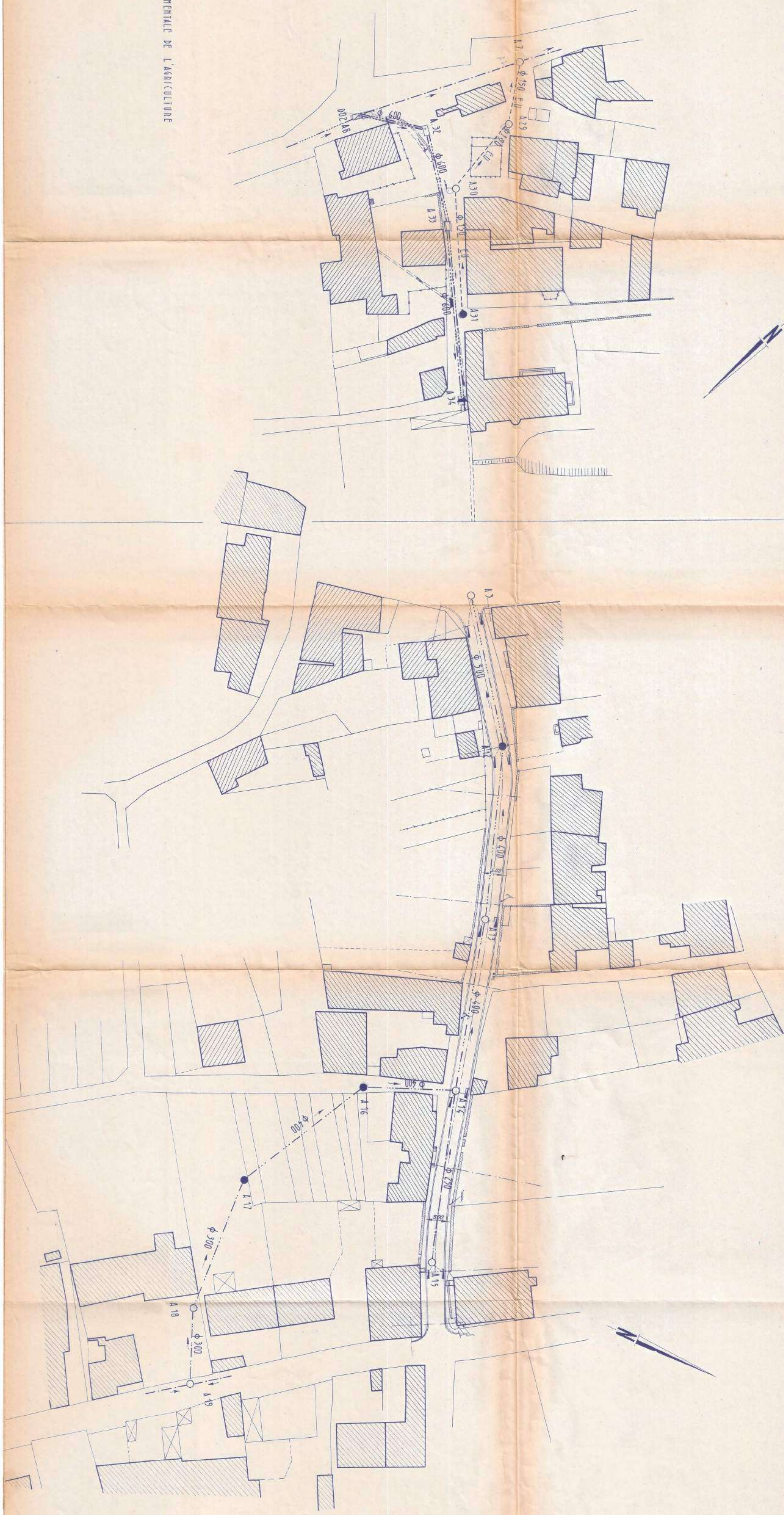




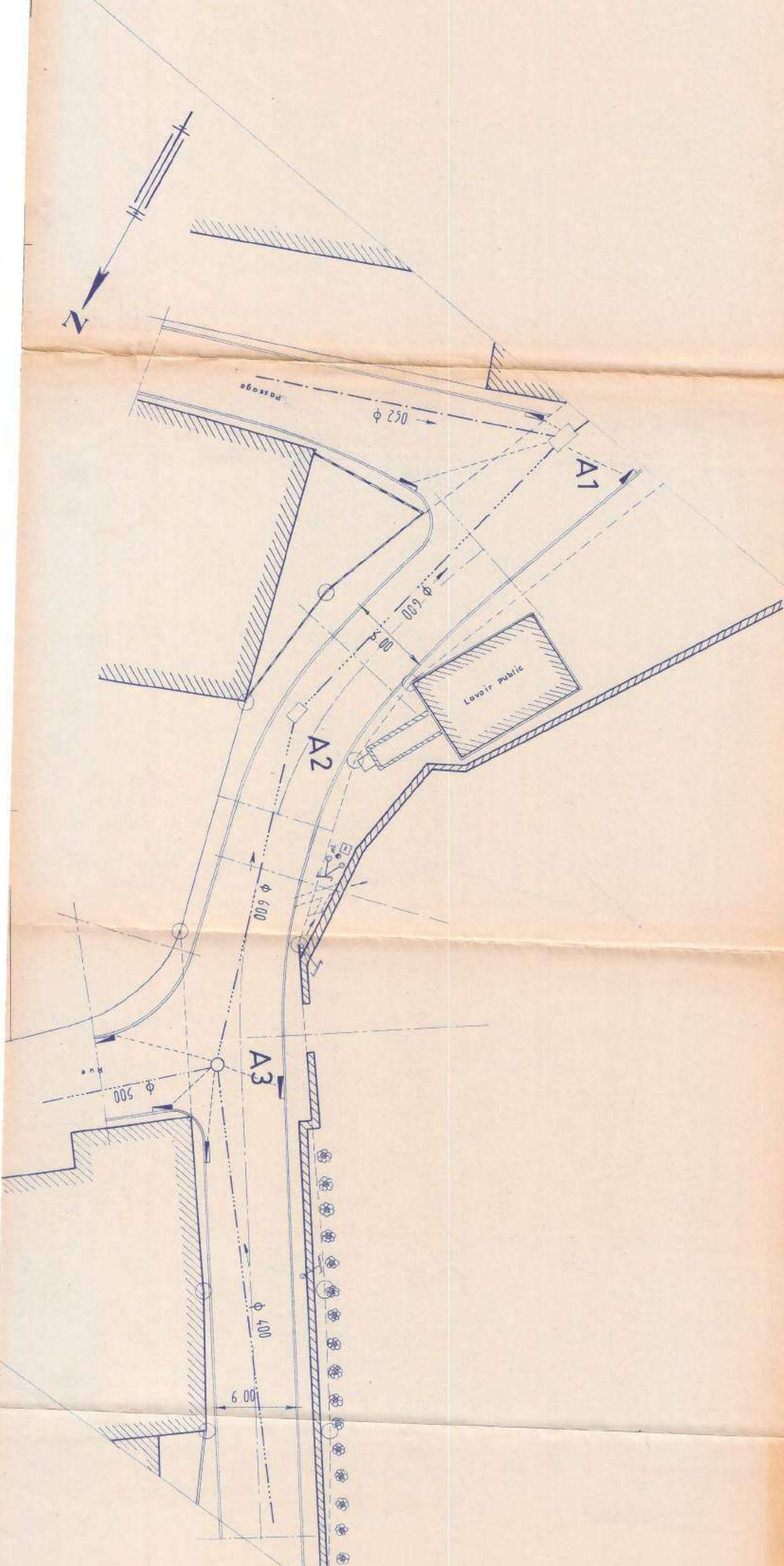
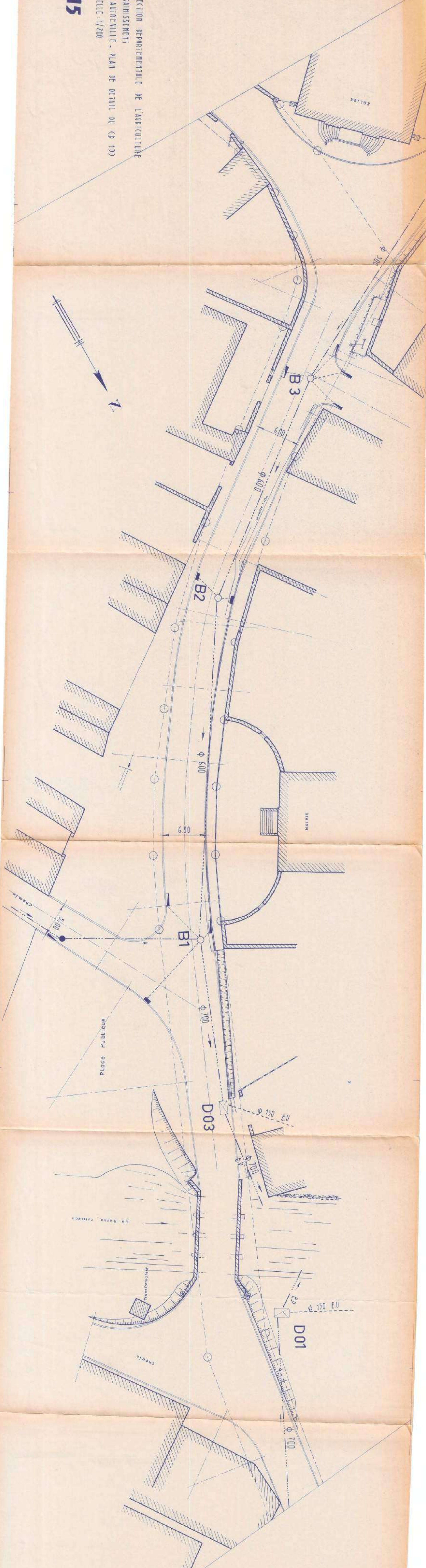
N.4

N.1

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE  
52 AUTREVILLE  
ASSAINISSEMENT  
PLAN DE DETAIL  
ECHELLE 1/500



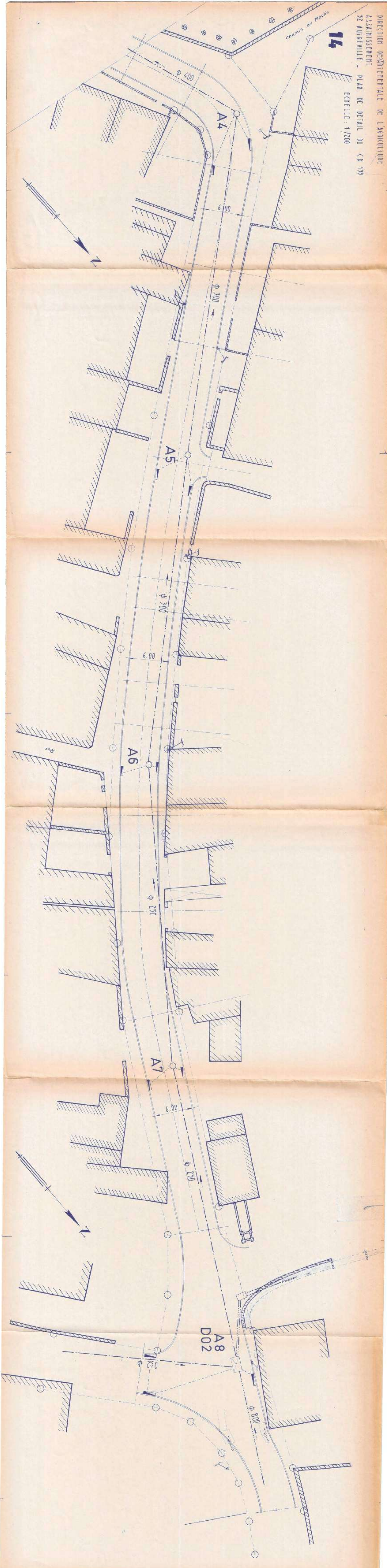




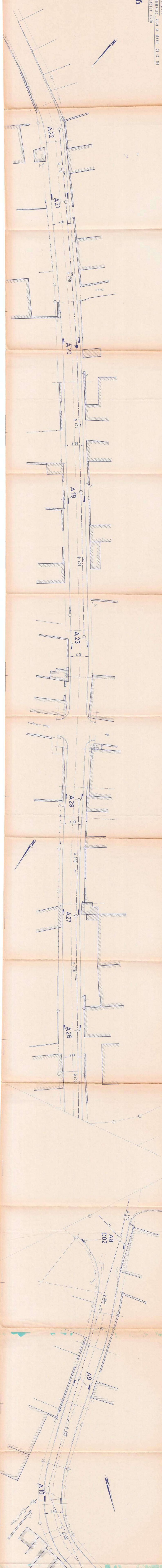


14

Chemin du Moulin






























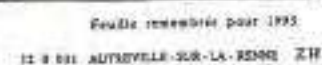




## LEGENDE

	Canalisation $\phi$ 200
	Canalisation $\phi$ 250
	Canalisation $\phi$ 300
	Canalisation $\phi$ 400
	Canalisation $\phi$ 500
	Canalisation $\phi$ 600
	Canalisation $\phi$ 700
	Canalisation $\phi$ 800
	Canalisation $\phi$ 900
	Canalisation $\phi$ 1000
	Canalisation eaux usées seulement
	Canalisation eaux pluviales seulement
	Regard de visite $\phi$ 600
	Regard de visite $\phi$ 1000
	Regard de visite rectangulaire
	Regard de visite carré
	Bouche d'égout avec grille EG2AC1 (L = 102cm l = 40cm)
	Bouche d'égout avec grille EG1AC1 (L = 51cm l = 40cm)
	Avaloir de fossé avec chambre de dessablage
	Tête d'aqueduc
	Deversoir d'orage
	Reservoir de chasse de 500 L
	Reservoir de chasse de 1000 L
	Bordure de trottoir type AC1
	Regard pour canalisations jumelées







REPUBLIQUE FRANCAISE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT

DE LA COMMUNE D'AUTREVILLE SUR LA RENNE

HAUTE-MARNE

Séance du 10 Août 2020

NOMBRE DE MEMBRES

Affiliés au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
11	11	11

Date de la convocation

24 juillet 2020

Date d'affichage

17 Août 2020

2020-05

Le Maire,

Acte rendu exécutoire  
Après dépôt en Préfecture

le

et publication,

du

ou notification

du

L'an deux mille vingt et le dix août euf juillet à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Patrice CLOSS

**Présents :** Messieurs Patrice CLOSS, Ludovic JOBARD, Hervé FONTAINE, Jérôme POTEL, Michel BOUQUET, Emmanuel DROUOT, Mickael MOLIN et Mesdames Françoise GUILLAUMOT, Alexandra LAVANDIER et Jocelyne REMY

**Absente :** Madame Annick JOBARD ayant donné procuration à Monsieur Ludovic JOBARD

**A été nommée secrétaire :** Madame Françoise GUILLAUMOT

**OBJET : APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT APRES ENQUETE PUBLIQUE**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 ;

Vu la loi n°2006-1772 du 30/12/06 dite loi sur l'eau ;

Vu la délibération de l'organe délibérant de la commune, en date du 14/01/19 arrêtant le projet de zonage d'assainissement d'Autreville sur la Renne et de ses villages associés (Saint Martin sur la Renne et Valdelancourt) et autorisant le Maire à soumettre à enquête publique le dossier de zonage d'assainissement ;

Vu la décision N°E20000005/51 en date du 22/01/20, de M. le Vice-Président du tribunal administratif de Châlons en Champagne, par délégation du Président, désignant M. Philippe BONNEVAUX, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Vu les pièces relatives au projet de zonage d'assainissement soumise à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté du maire en date du 02/06/20 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 25/06/20 au 25/07/20 inclus ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant qu'à cette phase de la procédure, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer et d'approuver le zonage d'assainissement après enquête publique :

Le Conseil Municipal après avoir entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

- Décide d'approuver le zonage d'assainissement collectif, tel qu'il est annexé à la présente pour :

- Autreville-sur-la-Renne,
- Saint-Martin-sur-la-Renne,
- Valdelancourt

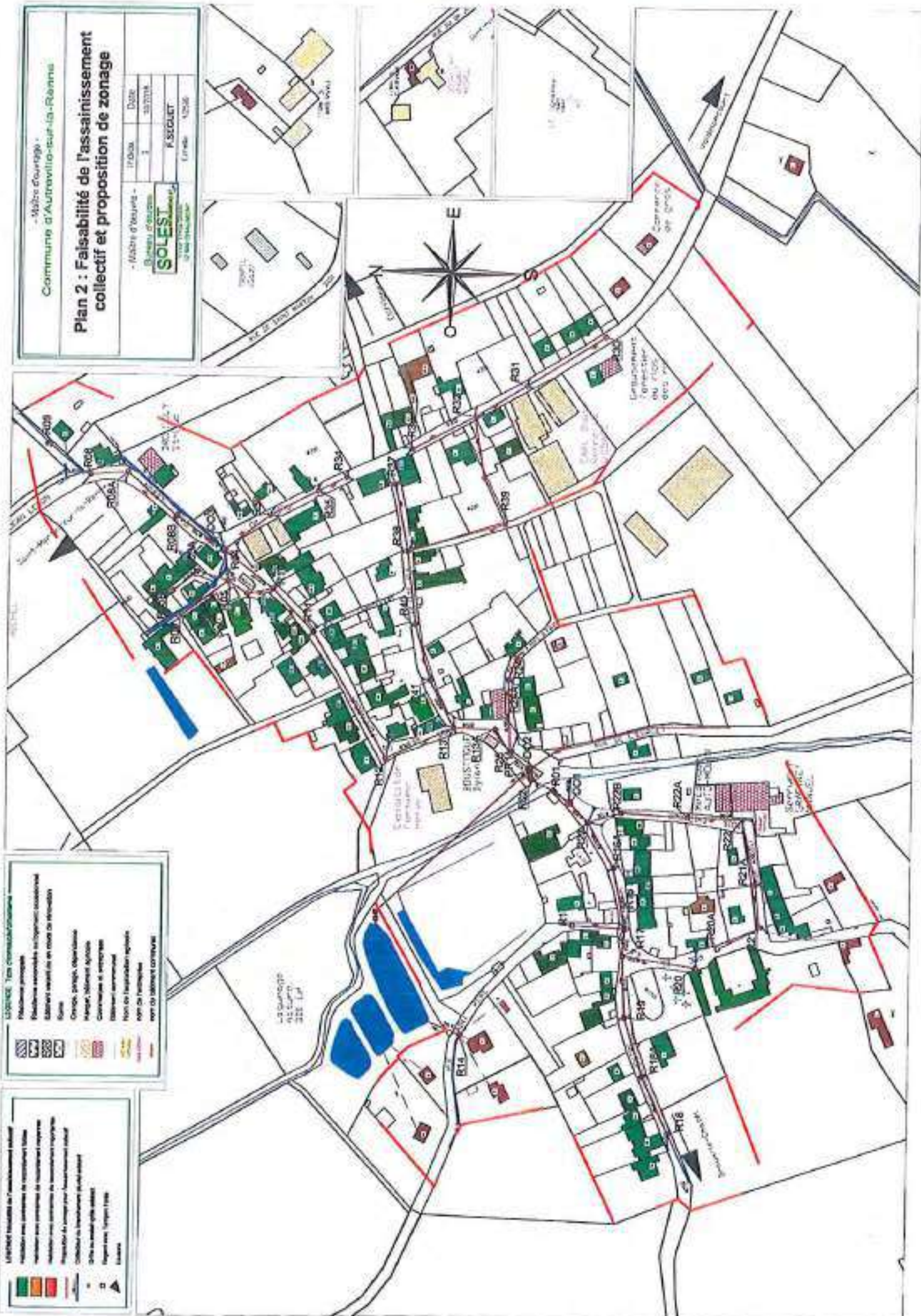
- Dit que le zonage d'assainissement approuvé est tenu à disposition du public en mairie et à la Préfecture de Haute-Marne pendant les jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.



# Plan 2 : Faisabilité de l'assainissement collectif et proposition de zonage

Maire d'Autrville-la-Rumelle  
Bureau d'Autrville-la-Rumelle  
F. SECOLE  
Date : 10/04/2014  
Echelle : 1/2000

SOLEST  
Société d'Assainissement  
de la Région de la Somme



**LEGENDA**

**COULEUR DES ZONES D'ASSAINISSEMENT**

- Vert : Zones d'assainissement collectif
- Jaune : Zones d'assainissement individuel
- Rouge : Zones d'assainissement collectif et individuel
- Bleu : Zones d'assainissement collectif et individuel

**COULEUR DES BÂTIMENTS**

- Vert : Bâtiments d'habitat individuel
- Jaune : Bâtiments d'habitat collectif
- Rouge : Bâtiments d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Bâtiments d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES VOIES**

- Vert : Voies d'habitat individuel
- Jaune : Voies d'habitat collectif
- Rouge : Voies d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Voies d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES ESPACES VERDS**

- Vert : Espaces verts d'habitat individuel
- Jaune : Espaces verts d'habitat collectif
- Rouge : Espaces verts d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Espaces verts d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES ESPACES D'EAU**

- Vert : Espaces d'eau d'habitat individuel
- Jaune : Espaces d'eau d'habitat collectif
- Rouge : Espaces d'eau d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Espaces d'eau d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES ESPACES D'AMBIANCE**

- Vert : Espaces d'ambiance d'habitat individuel
- Jaune : Espaces d'ambiance d'habitat collectif
- Rouge : Espaces d'ambiance d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Espaces d'ambiance d'habitat collectif et individuel

**LEGENDA**

**COULEUR DES ZONES D'ASSAINISSEMENT**

- Vert : Zones d'assainissement collectif
- Jaune : Zones d'assainissement individuel
- Rouge : Zones d'assainissement collectif et individuel
- Bleu : Zones d'assainissement collectif et individuel

**COULEUR DES BÂTIMENTS**

- Vert : Bâtiments d'habitat individuel
- Jaune : Bâtiments d'habitat collectif
- Rouge : Bâtiments d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Bâtiments d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES VOIES**

- Vert : Voies d'habitat individuel
- Jaune : Voies d'habitat collectif
- Rouge : Voies d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Voies d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES ESPACES VERDS**

- Vert : Espaces verts d'habitat individuel
- Jaune : Espaces verts d'habitat collectif
- Rouge : Espaces verts d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Espaces verts d'habitat collectif et individuel

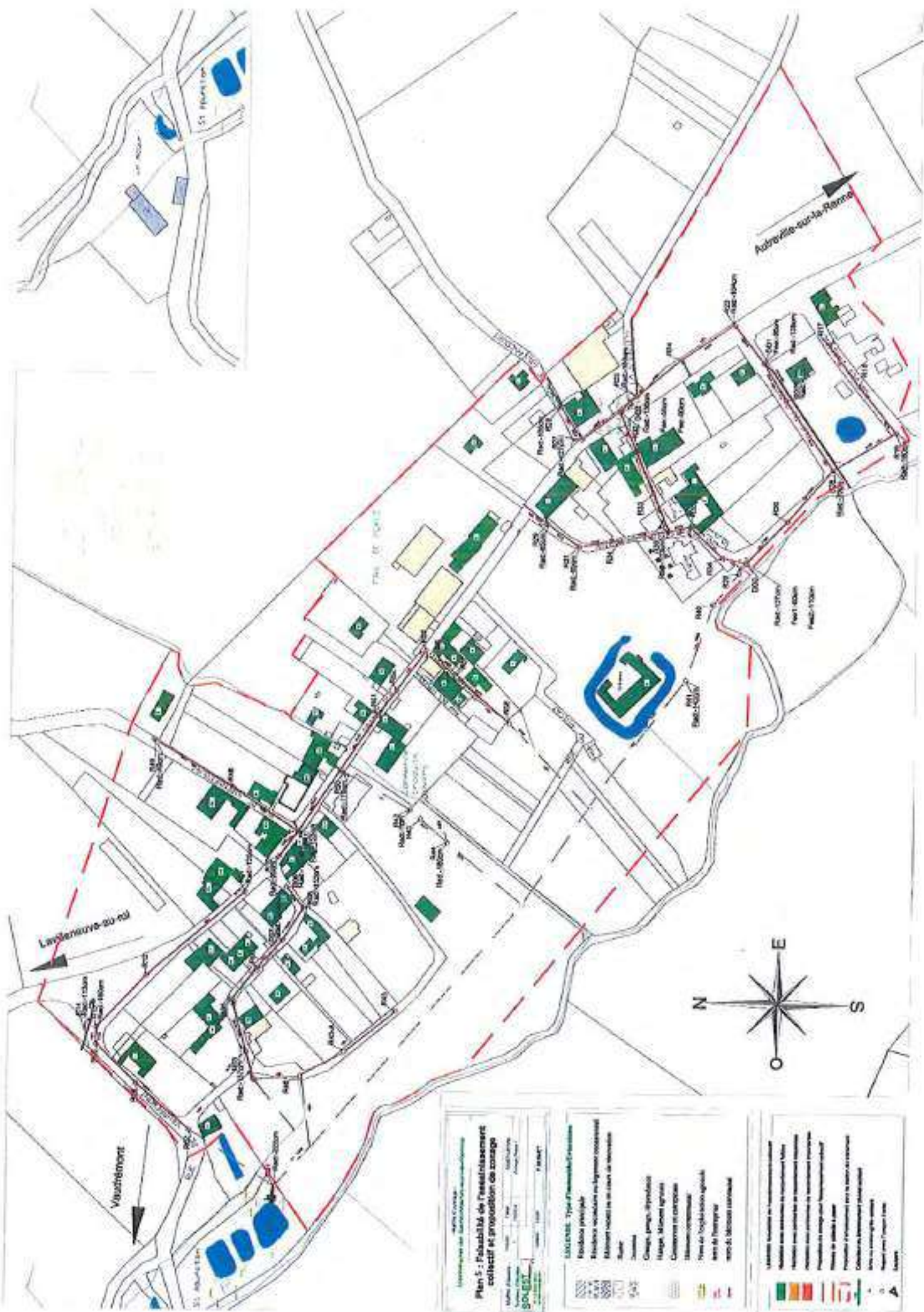
**COULEUR DES ESPACES D'EAU**

- Vert : Espaces d'eau d'habitat individuel
- Jaune : Espaces d'eau d'habitat collectif
- Rouge : Espaces d'eau d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Espaces d'eau d'habitat collectif et individuel

**COULEUR DES ESPACES D'AMBIANCE**

- Vert : Espaces d'ambiance d'habitat individuel
- Jaune : Espaces d'ambiance d'habitat collectif
- Rouge : Espaces d'ambiance d'habitat collectif et individuel
- Bleu : Espaces d'ambiance d'habitat collectif et individuel











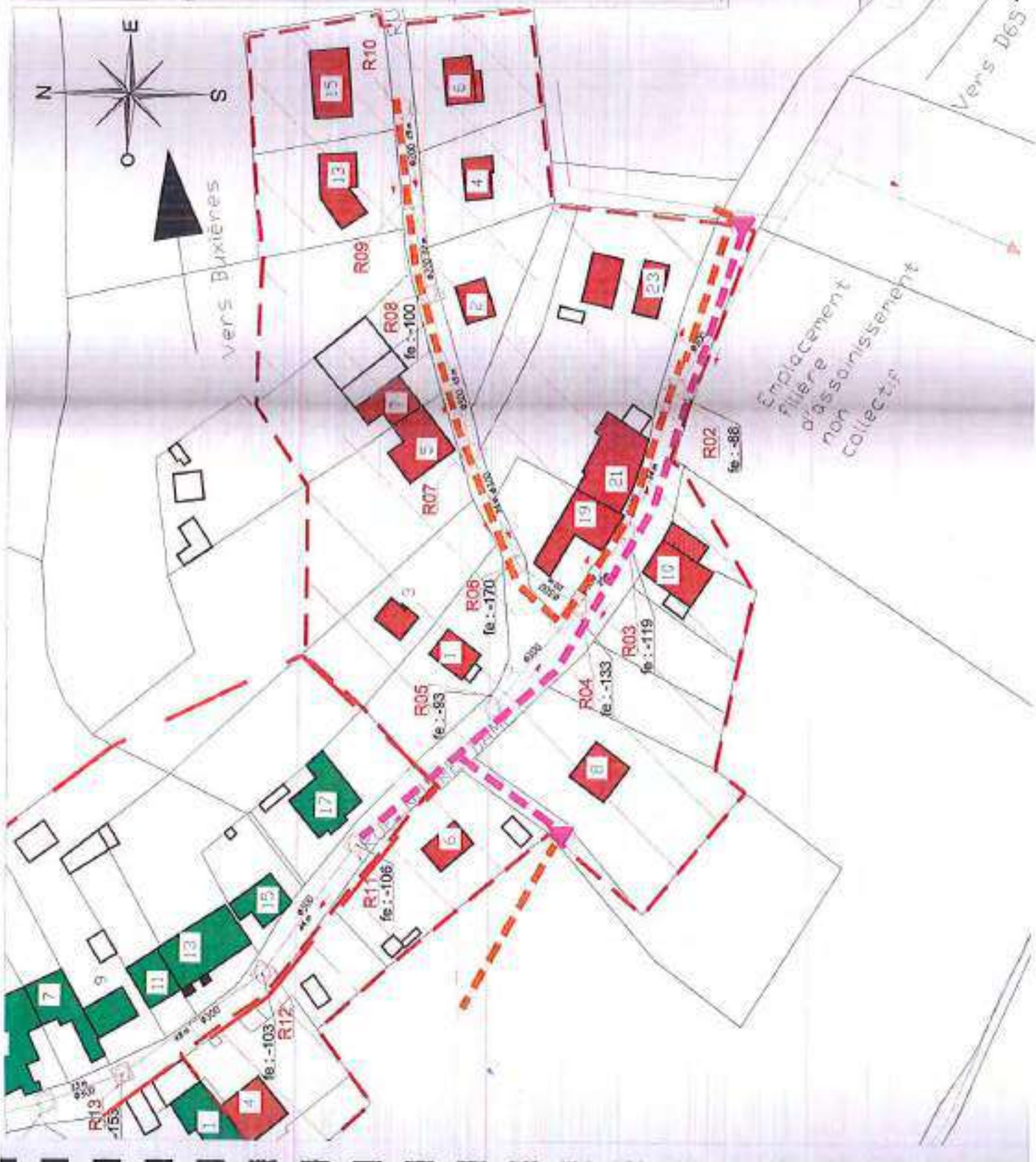
# Plan 10 : Faisabilité de l'assainissement collectif et proposition de zonage

Maire d'Alaincourt  
Date : 11/02/2018  
Mise à jour : 11/02/2018  
F. SEGUET

## LEGENDE Type d'habitat/Urbanisme

- Maillage principal
- Maillage secondaire ou logement collectif
- Bâtiment vert ou en cours de rénovation
- Autre
- Garage, garage, dépendance
- Hangar, bâtiment agricole
- Commerce et entreprises
- Bâtiment commercial
- Nœud de l'exploitation agricole
- Nœud de l'exploitation
- Nœud de l'habitat (à rénover)

- Les zones habitées de l'assainissement collectif
- Habitation avec construction de raccordement direct
- Habitation avec construction de raccordement indirect
- Habitation avec construction de raccordement indirect
- Habitation avec construction de raccordement indirect
- Proposition de zone pour l'assainissement collectif
- Relevé de volume à poser
- Proposition d'emplacement pour le station de traitement
- Press de traitement
- Construction de traitement
- Création ou extension d'un point de traitement
- Grille ou station de traitement
- Regard avec Tigeon Form
- Exemple





**Plan 0 : Faisabilité de l'assainissement collectif et proposition de zonage**

Maître d'ouvrage	Intitule	Date	Modifications
Commune de Vandelancourt SOLEST	1	10/2018	Zonage Phase 1
	Échelle :	1/1500	F. JAGUET

**LEGENDE Type d'immeuble/destination**

- Résidence principale
- Résidence secondaire ou logement occasionnel
- Bâtiment vacant ou en cours de rénovation
- Rues
- Garage, garage, dépendance
- Hangar, bâtiment agricole
- Commerces et entreprises
- Bâtiment communal
- Nom de l'exploitation agricole
- Nom de l'entreprise
- Nom du bâtiment communal

**LEGENDE Faisabilité de l'assainissement collectif**

- Habitation avec contraintes de raccordement faibles
- Habitation avec contraintes de raccordement moyennes
- Habitation avec contraintes de raccordement importantes
- Proposition de zonage pour l'assainissement collectif
- Zonage d'assainissement à l'effluent
- Collecteur ou branchement global existant
- Regard avec Tension Forte
- Exutoire





République Française  
Département de Haute-Marne

Extrait du registre  
des délibérations de la commune de Aubepierre-sur-Aube  
Séance du 08/10/2020

Date de la convocation:  
02/10/2020  
Date d'affichage:  
09/10/2020

Nombre de membres:  
Affiliés au Conseil municipal :  
En exercice : 11  
Votants :

A l'unanimité  
Pour :  
Contre :  
Abstentions :

L'an 2020, le 8 octobre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-Michel CAVIN.

Présents : RECEVEUR Jean-Claude, Nicole CAVIN, Rachel VICENTE, Christophe JEANSON, Eric VICENTE, Régine VANDENDAELE, CONDETTE Florence, TATTEGRAIN Mélanie, HEITZ Marie, MONTBABUT Denis, Jean-Michel CAVIN  
Secrétaire de séance: Marie HEITZ

**N°24-2020 : Zonage assainissement :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-19 et R. 123-1 à R. 123-46 ;  
Vu la loi n°2006-1772 du 30/12/06 dite loi sur l'eau ;  
Vu la délibération de l'organe délibérant de la commune, en date du 30/01/19 arrêtant le projet de zonage d'assainissement et autorisant le Maire à soumettre à enquête publique le dossier de zonage d'assainissement ;  
Vu la décision N°E20000004/51 en date du 22/01/20, de M. le Vice-président du tribunal administratif de Châlons en Champagne, par délégation du Président, désignant M. Patrick RAMBOUR, en qualité de commissaire-enquêteur ;  
Vu les pièces relatives au projet de zonage d'assainissement soumise à l'enquête publique ;  
Vu l'arrêté du maire en date du 19/02/20 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;  
Considérant la loi d'urgence n°2020-290 du 23/03/20 prise pour faire face à l'épidémie de la Covid-19 ;  
Considérant les ordonnances n°2020-306 du 25/03/20, n°2020-427 du 15/04/20 et n°2020-460 du 22/04/20 ;  
Considérant le décret n°2020-453 du 21/04/20 et la loi n°2020-546 du 11/05/20 ;  
Considérant que du fait des mesures législatives et réglementaires pour faire face à l'épidémie, l'enquête publique a été suspendue ;  
Vu l'arrêté du maire en date du 15/06/20 prescrivant à nouveau l'ouverture de l'enquête publique ;  
Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 06/07/20 au 06/08/20 à 12h ;  
Vu les conclusions du commissaire enquêteur ;  
Considérant qu'à cette phase de la procédure, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer et d'approuver le zonage d'assainissement après enquête publique ;

**Le Conseil Municipal à l'unanimité après avoir entendu cet exposé et après en avoir délibéré :**

- Décide d'approuver le zonage d'assainissement collectif, tel qu'il est annexé à la présente,
  - Dit que le zonage d'assainissement approuvé est tenu à disposition du public en mairie et à la Préfecture de Haute-Marne pendant les jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local diffusé dans le département.

Acte rendu exécutoire après  
dépôt en PREFECTURE DE  
Haute-Marne le : 08/10/2020

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.  
Au registre sont les signatures.  
Pour copie conforme:

Jean-Michel CAVIN,  
Maire













